







Hannibal: manger son prochain...

Cahier Cinéma, page C1

36 trucs pour protéger vos biens

Le cinquième de huit fascicules à conserver

MONTRÉAL

SAMEDI 10 FÉVRIER 2001

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

117^e ANNÉE > NO 110 > 210 PAGES > 12 CAHIERS

2 \$ TAXES EN SUS

ÎLES-DE-LA-MADELINE 2,50 \$

FLORIDE 2,60 \$ U.S.



ALAIN DUBUC

LANGUE: POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Les grands paramètres de la question linguistique ont été définis il y a 25 ans, pour résoudre des problèmes d'il y a 25 ans. Le Québec a assez changé en ce quart de siècle pour que les francophones repensent la façon dont ils entendent l'avenir de leur langue et redéfinissent leurs rapports avec les communautés avec qui ils ont le Québec en partage.

C'est dans cet esprit que *La Presse* publie, à partir d'aujourd'hui, une série de huit éditoriaux, signés par l'éditorialiste en chef Alain Dubuc, qui jettera les bases d'un nouveau contrat social entre la majorité francophone, la minorité anglophone et les communautés culturelles. Cette réflexion, qui est un prolongement de sa série sur l'avenir du Québec publiée il y a un an, repose sur le fait que l'évolution remarquable de la société québécoise et les progrès convaincants du français doivent amener les francophones à se comporter en gagnants.

Un tel changement de perspectives doit mener à des virages importants.

Tout en reconnaissant l'apport considérable de la loi 101 et la nécessité de préserver ses acquis, les Québécois devront se rendre compte que cet outil est devenu impuissant pour affronter les nouveaux défis qui se posent au français, notamment l'immigration, l'impact de la mondialisation et des nouvelles technologies.

Les nouvelles avenues à explorer pour assurer l'épanouissement de la langue commune devront reposer sur la promotion énergique du français, plutôt que sur les approches juridiques et réglementaires, et devront privilégier une attitude dynamique, basée sur l'ouverture aux autres, la seule qui permette de jeter les ponts entre les communautés, de faciliter leur intégration et de créer les synergies dont le Québec, et surtout Montréal, ont tant besoin pour assurer leur essor. À lire en page A18.

Bouchard ramène la paix

MARIE-CLAUDE LORTIE

Le retour d'urgence de Lucien Bouchard à Montréal pour régler la crise qui secouait son cabinet au sujet du financement de l'éducation a porté fruit.

Hier, M. Bouchard et son ministre François Legault sont sortis avec le sourire, mais sans Bernard Landry, d'une journée de pourparlers à quatre (il y avait aussi Jacques Léonard, président du Conseil du Trésor), pour dire aux médias, à la population et aux étudiants, que le système d'éducation aurait tout l'argent promis au Sommet de la jeunesse et en campagne électorale.

Cela est venu clore une semaine houleuse au cabinet de M. Bouchard, qui était en Europe, en route pour la Chine, quand M. Legault a exprimé publiquement et vertement son désaccord avec d'autres membres du cabinet au sujet d'une diminution de 400 millions du budget de l'Éducation, déclenchant par le fait même une crise qui a duré jusqu'à hier.

M. Bouchard, qui s'apprête à quitter son poste de premier ministre, est revenu calmer les ardeurs et trouver une solution. Est-ce que l'entente survenue après une journée complète de discussions aux bureaux du premier ministre à Montréal met un point final à la crise?

Voir BOUCHARD en A2



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

A.J., 6 ans, semble trouver ça bien drôle, mais sa mère, Sabine Davies, qui doit d'une main aider son fils à se relever, de l'autre, tenir le parapluie, un sac, en plus de porter son sac à main sur l'épaule, tout en réussissant à conserver son équilibre sur un trottoir glacé, un peu moins. De 5 à 10 mm de pluie verglaçante se sont abattus hier à Montréal et sur le sud du Québec causant de nombreux accidents. Et ce n'est pas fini. Des vents pouvant atteindre plus de 90 km/h sont prévus pour ce matin et le mercure pourrait chuter à -12. À lire en page A3

Une épidémie mondiale



ANDRÉ NOËL

LE DRAME DES ENFANTS OBÈSES

SAM | 1 > Quand la pub fait manger

LE NOMBRE DE personnes qui souffrent d'un excès de poids égale maintenant le nombre de personnes qui souffrent de malnutrition sur la terre, selon l'Organisation mondiale de la santé. L'épidémie d'obésité fait des centaines de milliers de morts — 300 000 par année aux États-Unis, selon la presse médicale. Et elle touche de plus en plus de jeunes.

Une récente enquête a montré

que le surplus de poids a presque doublé en 15 ans chez les enfants canadiens, avec de graves conséquences pour leur santé. « On court vers une catastrophe nationale », affirme le docteur Jean-Pierre Després, professeur à la Chaire en nutrition et de la prévention des maladies cardiovasculaires de l'Université Laval.

Le docteur Peter Nieman, de la Société canadienne de pédiatrie,

met en cause l'industrie alimentaire, qui dépense des millions de dollars en publicité et en marketing pour convaincre les jeunes de manger toujours plus, et souvent des produits riches en calories et en sucre.

Voir ÉPIDÉMIE en A2

La pub et la fringale: à lire en page B1



AUJOURD'HUI

DANS LA PRESSE

Arts et spectacles

cahiers C et D

- horaires-spectacles

- Télé-horaire

Actualités

Avis

Bridge

Carrières

- formation

Décès

Échecs

Économie

Éditorial

Encans

Êtes-vous observateur?

Feuilleton

Forum

Horoscope

Jardiner

Loteries

Monde

Mon toit

Mots croisés

Mot mystère

Ni bête ni méchant

Petites annonces

- immobilier

- marchandises

- emplois

- automobile

- affaires

Philatélie

Plus

Politique

Restaurants

Vacances-voyage

Vin

Sports

A2, C11

A21-A25

cahier J

H23, H24

H23

I22

E1

E1-E5

E5, E6

E6, G8

G9, G10

F4

I22

B1-B10

A6-A12

D18

cahier H

D19

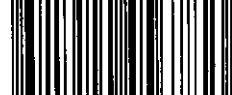
cahier G



MÉTÉO

Ciel variable

Maximum -4 > minimum -20



6 21924 45678 2

Voir C11

1 3 4

Bienvenue à Legoland

Les Berlinoises, cyniques, la surnomment Legoland. Il y a 10 ans à peine, c'était toujours le « no man's land ». Là où un mur divisait autrefois la capitale, là où Wim Wenders tournait ses *Ailes du désir*, on a érigé la ville du futur. Potsdamer Platz, quartier général ultramoderne de la Berlinale depuis l'an dernier, a surgi comme un champignon des terrains vagues de la guerre froide en moins de temps qu'il ne faut pour dire glasnost.

Bourgeon de fleur éclos à la gloire de la Grande Allemagne pour les uns, mauvaise herbe à la pousse anarchique pour les autres, ce quartier de verre et d'acier nourrit l'imaginaire de ceux qui voient



MARC CASSIVI

LA PRESSE À BERLIN

en Berlin la capitale de la nouvelle Europe. Et fait rager d'ironie les nostalgiques du Berlin d'antan.

Le cinéaste Hubertus Siegert est de ceux-là. Son documentaire *Berlin Babylon*, qui inaugurerait hier la section Panorama du Festival, trace un parallèle entre le boom sans précédent de la reconstruction berlinoise

et la destruction de la Tour de Babylone, par Alexandre le Grand. Un pamphlet tout en images qui fait le procès, sans paroles ou presque, d'une vaste opération menée à coups de milliards de dollars par des politiciens, des architectes et des ingénieurs.

« Il faut se dépêcher si on veut voir le vrai visage de la ville avant qu'il ne soit refait et maquillé », croit Siegert, qui a tourné *Berlin Babylon* de 1996 à 1999 dans différents lieux de Berlin, véritable chantier à ciel ouvert.

Voir LEGOLAND en A2

Autre texte en page C6

Un groupe de presse à la mesure du Québec moderne

Nous publions aujourd'hui un résumé du mémoire que Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse*, présentera au nom de Gesca à la Commission parlementaire chargée d'étudier la concentration des entreprises de presse. Dans ce mémoire, il explique la philosophie de Gesca, maintenant propriétaire de sept quotidiens au Québec, qui consiste à créer un grand groupe de presse pour obtenir la masse critique nécessaire pour maintenir ses objectifs de qualité et il précise ses engagements pour assurer l'indépendance et la personnalité de chacun de ces quotidiens.

Voir nos informations en A19

jaibesoindevacances.com • voyagesdaffaire.com • jaibesoindevacances.com • Tél.: (514) 858-0011 • 1 888 302-6221



à partir de

Floride 369 \$

Martinique 599 \$

Vancouver 499 \$

Club Med

Les aubaines d'hiver

Playa Blanca 1299 \$

Puerto Vallarta 1068 \$

Varadero 878 \$

Las Vegas

3 nuits 699 \$

Destination primeur

Croisière de Caraïbes

multi-voyages

à partir de 1297 \$

TOUT INCLUS

enfant 789 \$

ROYAL

Essayez la classe

ROYAL Plus

Paris 599 \$

Haiti 409 \$

Boucaniers 1999 \$

Turquoise 1699 \$

Huatulco 1649 \$

Cancun 1198 \$

Puerto Plata 998 \$

Punta Cana 1198 \$

Santo Domingo 978 \$

Cayo Coco 1048 \$

Margarita 898 \$

Guadeloupe 1 578 \$

San Andres 1 098 \$

Sandals

Jamaïque 1499 \$

+

DEMAIN DANS LA PRESSE

Perdre son enfant avant la naissance

La fausse couche est un phénomène naturel, fréquent et bien souvent inexplicable. Officiellement, une grossesse sur cinq se termine par une fausse couche, mais cette proportion oscillerait plutôt autour d'une grossesse sur quatre, puisque les fausses couches ne sont pas toujours déclarées et passent parfois inaperçues. La fausse couche se définit comme une grossesse qui arrête d'évoluer et qui se résout par la perte du fœtus, explique notre collaboratrice Sophie Allard.



À lire demain dans le cahier SANTÉ.

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres : **7-5-2** > À quatre chiffres : **4-0-2-8**

POUR NOUS JOINDRE

La Presse

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Quoi faire aujourd'hui
andre.cloutier@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECouvreMENT (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30
Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30
Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca
Par télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

BOUCHARD

Suite de la page A1

« Ça met fin à ce qui est arrivé avant. Je ne sais pas si on peut appeler ça une crise, mais tout est réglé », a répondu le premier ministre, qui a admis qu'avant la réunion d'hier, sa vision du financement de l'éducation n'était pas nécessairement « partagée par tout le monde. »

Hier, il a parlé « d'aménagements » dans les crédits, qui seront déposés en mars. Mais M. Bouchard n'a pas voulu dire ce qui sera « aménagé ».

M. Landry a été accusé par de nombreux groupes syndicaux et étudiants de vouloir diminuer les fonds prévus pour l'éducation afin de se donner une marge de manoeuvre pour accorder des baisses d'impôts.

M. Legault a admis qu'il avait effectivement songé à démissionner au pire de ses désaccords avec ses collègues. « J'ai peut-être d'une certaine façon remis mon siège en jeu, mais c'est derrière nous puis on regarde en avant », a-t-il dit hier.

Le message-clé des deux hommes hier était limpide: « Ce qui devait être fait dans l'éducation le sera et les ressources budgétaires seront là pour y arriver. »

Bernard Landry, ministre des Finances et futur premier ministre, n'était pas au point de presse tenu par MM. Bouchard et Landry. Ni M. Léonard d'ailleurs. Ils sont sortis par le garage

de l'immeuble d'Hydro-Québec, où ont eu lieu les pourparlers.

Le gouvernement a promis il y a un an, au Sommet du Québec et de la jeunesse, d'injecter un milliard de dollars en trois ans dans l'éducation. Pour la première année, cela signifiait 200 millions de plus pour M. Legault, dont 120 pour les universités.

Pour distribuer cet argent aux universités, M. Legault a choisi de mettre sur pied ce qu'il appelle les « contrats de performance », des ententes où il s'engage à distribuer des sommes supplémentaires en échange de l'atteinte de certains objectifs.

Samedi dernier, on apprenait que M. Legault remettait en question ces « contrats de performance » parce qu'il se disait alors incapable d'avoir les fonds pour les mettre en oeuvre. Hier, il a dit qu'il avait toutes les assurances nécessaires pour continuer son travail. « Je voudrais sincèrement remercier M. Bouchard, M. Landry et M. Léonard. On m'a donné l'assurance qu'il y aura les aménagements nécessaires pour respecter tous les engagements du Sommet et de la plate-forme électorale. Je suis satisfait et le milieu de l'éducation et les jeunes peuvent être rassurés », a-t-il déclaré.

Les étudiants aussi ont dit hier soir qu'ils étaient satisfaits, du moins pour le moment. En fin de semaine, ils vont demander des clarifica-

tions, pour être sûrs que l'ensemble des sommes exigées seront distribuées.

« Si c'est plus clair que ce qui a été dit, il est possible que ça veuille dire pas de moyens de pression en éducation », a déclaré Christian Robitaille, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

En début de semaine, quand ils ont entendu dire que M. Legault n'aurait pas les fonds nécessaires pour tenir ses promesses, les étudiants avaient annoncé la mise en marche d'une campagne de moyens de pression musclée, incluant même peut-être des blocages de pont et une occupation de l'Assemblée nationale.

Jusqu'à quel point le désaccord a-t-il été sérieux entre MM. Landry et Legault, notamment, cette semaine, au sujet des crédits en éducation? « Je ne veux pas revenir sur le passé. Nous nous sommes vus aujourd'hui pour clarifier la situation. L'important c'est la suite des choses et elle sera très positive », a déclaré M. Bouchard.

Il a ajouté qu'il n'était pas fâché d'avoir eu à interrompre son voyage en Europe et que ce retour était nécessaire parce qu'il était encore premier ministre du Québec. M. Bouchard, qui a reconnu que des moments de transition tels que celui que vit le gouvernement ne sont pas toujours faciles, repart demain pour la Chine avec Équipe Canada. Sa femme, qui n'est pas rentrée de France avec lui, y sera déjà.

ÉPIDÉMIE

Suite de la page A1

De 1986 à 1996, la consommation de friandises sucrées a augmenté de 102 % au Québec; celle des boissons gazeuses, de 55 %, selon une étude réalisée par le ministère de l'Agriculture. Les boissons gazeuses — qui contiennent souvent 10 cuillerées à thé de sucre par canette — sont annoncées à la télévision pendant des émissions très regardées par les enfants et les adolescents. Pepsi Co. et Coca-Cola envahissent les écoles secondaires, les cégeps et les universités.

Le docteur Pierre Gosselin, de l'Institut national de santé publi-

que du Québec, croit que, après avoir combattu l'industrie du tabac, les professionnels qui se préoccupent de prévention devront affronter les puissants lobbies du sucre et du gras.

L'industrie alimentaire dépense 30 milliards de dollars par année aux États-Unis en publicité. L'American Academy of Pediatrics demande au gouvernement de légiférer: « La publicité de produits alimentaires auprès des enfants fait la promotion du profit plutôt que de la santé », indique son énoncé de politique.

Le Dr Després affirme que le

principal coupable n'est pas le gras, mais le sucre raffiné, complètement inutile à notre alimentation. « L'industrie sait quoi faire pour favoriser la consommation, dit-il. Il faut que les aliments aient du goût. Et donc du sucre. L'Américain moyen consomme plus de 60 kilos de sucre par année. À force de se gaver de sucre, notre organisme en réclame. Des études menées avec des rats de laboratoire ont montré que le sucre est une vraie drogue, dont il est difficile de se sevrer! »

Le médecin affirme qu'il faut aussi, et de toute urgence, faire bouger les enfants. « Il est éthique-

ment inacceptable de garder les enfants sédentaires à l'école, déclare-t-il. On va produire toute une génération d'enfants obèses. »

L'obésité a même commencé à faire des ravages dans les pays pauvres. La proportion d'hommes trop gros a triplé en huit ans en Chine. Au Brésil, 36 % des adultes sont trop gros (46 % au Canada). La terre compte désormais 1,1 milliard d'affamés... et 1,1 milliard de ventripotents, selon l'OMS.

Pendant trois jours à compter d'aujourd'hui, La Presse publie une série d'articles sur ce problème... ce très gros problème.

LEGOLAND

Suite de la page A1

Dans un concert de grues, la porte de Brandebourg, symbole par excellence de l'Allemagne réunifiée, passe inaperçue sous sa housse à l'effigie d'une compagnie informatique.

« J'aime le Berlin des années 80, le Berlin gris aux espaces ouverts », confiait hier Hubert Siegert en entrevue, dans le hall de l'hôtel Hyatt. « C'est typique de vouloir tout détruire et reconstruire. Les nouvelles générations croient toujours qu'elles construisent pour l'éternité. Les gens en sont convaincus ici, mais ils ont tort », estime le cinéaste, architecte paysagiste de formation.

Le film de Siegert, dont l'écho résonne déjà à la Berlinale, prendra l'affiche en Allemagne l'été prochain. « Je ne suis pas seul dans mon camp, dit-il. Les changements apportés à la ville sont

incontrôlés. Tout ce que les autorités veulent, c'est masquer ce qu'elles croient être le vide. On ne veut pas montrer la réalité. »

Les nouvelles constructions agissent en quelque sorte comme un baume sur les plaies toujours fraîches d'un peuple qui a connu deux dictatures en moins d'un siècle, croit Siegert. Comme si les Berlinoises, d'une certaine façon, avaient voulu effacer de quelques coups de bulldozer tout un pan de leur histoire.

« Le nouveau Berlin est triste, dit le cinéaste de 40 ans. Les gens n'y croient pas. Ce n'est pas vrai. »

Potsdamer Platz, reconstruit sur les lieux de l'ancien quartier bourgeois de l'avant-guerre, évoque une sorte de Disney World au coeur d'un désert d'oubli réapproprié. Une bulle de

verre où fourmille l'économie du XXI^e siècle. Un décor de cinéma comme salle de montre des exploits de l'architecture contemporaine. Les plus grands créateurs y ont d'ailleurs été conviés: Rogers, Piano, Moneo, Jahn et autres Isozaki.

Des masses de touristes s'arrêtent désormais devant les édifices découpés au couteau de ce nouveau centre-ville berlinois confié à des investisseurs privés qui en ont fait autant d'îlots égoïstes. Le plus grand appartient au constructeur automobile Daimler-Benz, le deuxième au géant Sony, le troisième au groupe suédo-suisse ABB et le dernier, pas encore en chantier, à l'allemande Hertie.

« Ce que j'aime de Potsdamer Platz, insiste de son côté Hubertus Siegert, c'est ce qu'il y a autour. Rien »



Isabelle Hachey

La Presse à Londres

La Presse compte désormais sur les services d'une correspondante permanente à Londres.

Isabelle Hachey est journaliste à La Presse depuis l'été 1997 et elle assume ses nouvelles fonctions depuis le début de février. M^{me} Hachey suivra l'actualité culturelle, sociale et économique de Londres. La Presse utilisera également ce poste pour rendre compte de la grande actualité européenne.

En nommant une journaliste en permanence à Londres, La Presse veut accroître son ouverture sur le monde. Pour ce faire, elle compte sur un nombre supérieur de correspondants et de collaborateurs à l'étranger. De plus, La Presse, selon les impératifs de l'actualité, dépêche régulièrement des journalistes dans le monde, que ce soit au Festival de Berlin, en Haïti, en Chine, à Cuba ou en Afrique.

La Presse a des correspondants à Londres, Paris (Louis-Bernard Robitaille) et New York (Richard Hétu). Elle compte sur des collaborateurs à Mexico (Brigitte Morissette), à Pékin (Sylviane Tramiel), Berlin (Miriam Hollstein) et Bruxelles (Christophe DeGryse).

Marcel Desjardins, vice-président et éditeur adjoint

Une grille pour la Saint-Valentin

Une grille pour la Saint-Valentin et comme prix, du chocolat de La Cabosse d'or.

La grille portera sur les amants célestes. Peut-être certains la trouveront-ils facile, d'autres difficile, mais certes pas inintéressante. À ne pas manquer demain dans La Presse.

BEDWEAR^{MC}

draps en tricot de jersey

de **Textilier**

lavables à la machine • infroissables • sans couture • superdoux

chaleur et confort ultimes

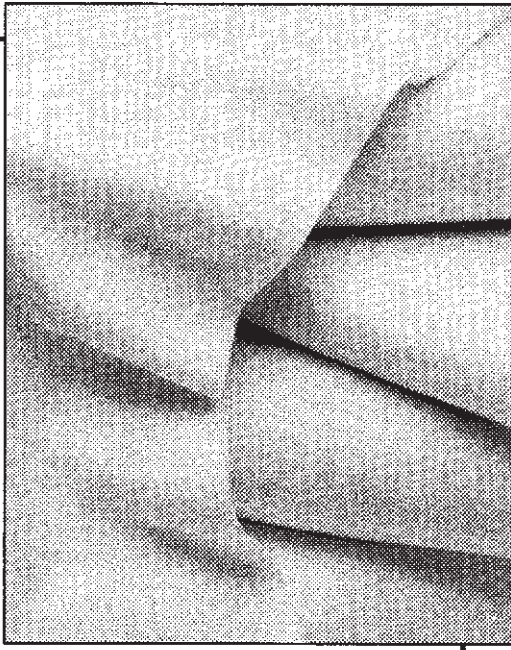
Nous vous présentons Bedwear^{MC}...
Ce pourrait bien être la literie la plus confortable,
la plus facile d'entretien et la mieux ajustée
que vous aurez jamais achetée.

Entre la percale et la flanelle, BedwearTM
est aussi confortable que votre t-shirt préféré.
Elle est fabriquée à 100 % de pur coton peigné
résistant au froissement et au boulochage.



LE SUPERCENTRE DE LA MODE MAISON
LINEN CHEST

CENTRE ROCKLAND : 341-7810
LES PROMENADES DE LA CATHÉDRALE : 282-9525
PLACE PORTOBELLO BROSSARD : 671-2202
LES GALERIES LAVAL : 681-9090



ACTUALITÉS

| MÉTÉO |

Quatre saisons en une journée

RAYMOND GERVAIS

L'EXPRESSION « attache ton casque avec de la broche » prendra toute sa signification ce matin dans presque toutes les régions du Québec. Des bourrasques pouvant dépasser les 90 km/h sont à prévoir lorsqu'un front froid en provenance de l'Arctique fera chuter le mercure à -10 et peut-être même jusqu'à -12 degrés dans la région métropolitaine.

Environnement Canada prévoit donc pour aujourd'hui une journée semblable à celle qu'on a connue vers la mi-décembre où l'on avait eu les quatre saisons en une seule et même journée. Quelque 35 mm de pluie et près de 25 cm de neige étaient alors tombés sur la région métropolitaine. Des vents violents s'étaient ensuite mis de la partie.

Hier, le menu météorologique a été des plus varié. On a connu en matinée du grésil, de la pluie verglaçante, de la pluie et de la bruine. Le mercure a passé de -5 le matin, à 2 degrés en soirée à Montréal. Il devait même grimper jusqu'à 5 degrés au cours de la nuit, mais redescendre à compter de 4 h.

Cette dépression en provenance du centre des États-Unis nous a apporté entre 5 mm et 10 mm de pluie verglaçante sur tout le sud du Québec.

Gilles Brien, météorologue à Environnement Canada, a précisé hier qu'on pourrait perdre un degré à l'heure lorsque la masse d'air arctique atteindra Montréal en fin de nuit.

Ce refroidissement soudain risque de créer des conditions routières dangereuses sur tout le réseau routier québécois, l'eau accumulée n'ayant pas eu le temps de s'évaporer. Les fortes bourrasques prévues



Photo BERNARD BRAULT, La Presse ©

La pluie verglaçante d'hier qui a gelé les trottoirs et les rues de Montréal a rendu la vie difficile aux piétons, comme en fait preuve cet homme qui courait ventre à terre avant de se retrouver dans cette fâcheuse position dans la côte de la rue Peel à proximité de l'avenue des Pins.

pourraient être la cause de problèmes de conduite pour les camionneurs au volant de semi-remorques sur les autoroutes où le vent a de l'emprise, comme la 20 et la 10. On n'a qu'à se souvenir de ce qui s'est passé en décembre dernier sur le pont Pierre-Laporte à Québec, où les semi-remorques étaient littéralement soulevés de terre comme de vulgaires jouets.

Si le vent dépasse les 90 km/h aujourd'hui, des dommages aux structures pourraient être causés.

Hier soir, les températures se sont élevées à 2 degrés dans la val-

lée du Richelieu alors qu'il faisait toujours -1 à Montréal. Près de la frontière américaine, le mercure indiquait 5 degrés ce qui a permis à la pluie qui tombait de faire fondre la glace qui s'était accumulée sur les fils à haute tension ainsi que sur la chaussée et les trottoirs.

Ce n'était toutefois pas le cas à Montréal où les trottoirs ont été transformés en de véritables patinoires. Ce n'est qu'en fin de journée, lorsque la pluie verglaçante s'est changée en pluie et que la voirie municipales a réussi à reprendre un tant soit peu le dessus sur Dame

Nature, que les piétons ont eu un certain répit. Si la circulation automobile se faisait relativement facilement sur les grandes artères montréalaises, les rues secondaires sont demeurées extrêmement glissantes durant toute la journée.

Hier matin, une collision impliquant deux camionnettes, dont une du ministère des Transports, a fait un mort et quatre blessés sur la route 104 à La Prairie. Les deux véhicules se sont heurtés sur une chaussée recouverte de glace et se sont enflammés après l'impact. La victime est un Américain du Massachusetts.

Trois autres accidents mortels sont imputables aux mauvaises conditions routières.

Bourrasques de vent et de neige

En plus du vent qui pourrait atteindre des vitesses vertigineuses, des bourrasques de neige sont à prévoir pour aujourd'hui sur toute la vallée du Saint-Laurent. Au cours de ces bourrasques de neige qui sembleront venir de nulle part, la visibilité pourrait devenir nulle par moments. Les accumulations seront toutefois négligeables, de 1 à 3 cm de neige sont prévus.

Selon M. Brien, il est relativement rare qu'un tel phénomène météorologique de cette ampleur et qui s'étend sur près de 1500 km frappe le Québec.

Si de faibles précipitations de neige sont prévues pour le sud du Québec, l'Abitibi et le Témiscamingue ainsi que les régions au nord du Lac-Saint-Jean pourraient recevoir de 15 à 25 cm de neige.

Pour le sud du Québec, le refroidissement que nous connaissons aujourd'hui sera très intense et il faudra bien se couvrir. Le facteur de refroidissement éolien sera très important et même si en après-midi le mercure atteint la marque des -10 degrés, il nous semblera qu'il fait encore beaucoup plus froid.

Demainmance, les températures demeureront froides. Un maximum de -10 est prévu le jour et -20 la nuit. Ce n'est que mardi que les températures se réchaufferont graduellement alors que des chutes de neiges légères sont au menu.

Malgré tout, on est loin de la situation de janvier 1998, où tout le sud du Québec avait été frappé par la pire tempête de pluie verglaçante de son histoire.

Le procès Hilton continue, tranche la juge

CHRISTIANE DESJARDINS

IL N'Y A PAS de raison d'arrêter le procès de Dave Hilton, a tranché la juge Rolande Matte, hier, en rejetant la requête pour arrêt du processus judiciaire présentée la veille par l'avocat du boxeur.

M^e Paul Skolnik avait fait cette requête après qu'un de ses témoins, Jimmy Hilton, le frère de l'accusé, se fut fait mettre en boîte par un témoin surprise de la Couronne. Ce témoin, le sergent-détective Johanne Bérubé, a rapporté chacune des paroles que Jimmy Hilton, une des victimes alléguées et la mère de cette dernière auraient échangées lors d'une rencontre fortuite au palais de justice de Montréal, le 26 janvier dernier.

Jimmy, qui venait de raconter cette brève rencontre en cour, en avait omis de grandes parties. La Couronne les lui a mises sous le nez et comme il niait les paroles échangées, la policière a été appelée à la barre. La mère des victimes avait dit: «Il ne m'a pas laissé le choix. Pourquoi il n'a pas voulu faire de *deal* avant? Et Jimmy de répondre en parlant de son frère Dave: il n'a pas toute sa tête à lui.» Elle avait aussi ajouté que Jimmy pleurait.

Mais voilà, M^e Skolnik n'était pas au courant des paroles échangées ni qu'une policière avait fait un rapport sur l'événement. L'avocat a sauté sur l'occasion pour demander un arrêt du processus en alléguant que la Couronne lui avait caché de la preuve.

Hier, M^e Hélène Di Salvo a fait valoir qu'elle avait avisé M^e Skolnik le 29 janvier, soit trois jours après l'incident, que cette fameuse rencontre avait eu lieu. Elle avait mentionné qu'il n'y avait pas eu de menaces, sans plus. M^e Skolnik ne pensait pas qu'il y avait là de quoi fouetter un chat, et il n'a pas poussé plus avant. Il a toutefois gardé l'incident en mémoire et c'est lui-même qui a interrogé son témoin sur cette rencontre, dans le but de montrer qu'il n'y avait pas d'animosité entre Jimmy et les victimes alléguées. Cela lui a rebondi en plein visage.

Après avoir mis l'affaire en délibéré pendant quelques heures, la juge en est venue à la conclusion, hier, que les deux parties ont leurs torts dans cette affaire. La Couronne aurait pu être plus explicite quand elle a avisé M^e Skolnik et ce dernier aurait pu se montrer plus curieux. Mais au bout du compte, cet incident n'a rien à voir avec les faits de la cause, même s'il est pertinent à la défense. Et si la crédibilité du témoin Jimmy Hilton peut certes en être affectée, ce dernier n'est qu'un témoin parmi tous les autres. Ce n'est pas suffisant pour ordonner un arrêt du processus.

La juge a toutefois accordé la permission à M^e Skolnik de contre-interroger la mère des victimes sur cette rencontre. Comme elle est retournée en Floride, où elle habite maintenant avec ses enfants, cet interrogatoire se fera par le truchement de la vidéo, probablement mardi.

cyberpresse.ca Tous les textes du procès de Dave Hilton, ainsi qu'une chronologie de ses démêlés avec la justice, sont regroupés dans notre dossier spécial sur www.cyberpresse.ca/davehilton



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©

Dave Hilton, l'air pensif, s'est assis quelques instants à côté de sa mère, Jeannie, hier au palais de justice de Montréal.

La bière coulait à flots dans l'entourage de Hilton

«On buvait jusqu'à être saouls morts», racontent les témoins

CHRISTIANE DESJARDINS

Quand Dave Hilton préparait un combat, il menait une vie de « moine ». Mais dans les temps morts de la boxe, c'était beuverie dessous beuverie pour Dave Hilton, ses frères et leurs amis.

C'est ce que plusieurs des témoins de la défense au procès du boxeur accusé d'agressions sexuelles sur deux mineures, sont venus dire jusqu'ici. Hier après-midi, c'était au tour de Johnny Watson, un ami de Dave Hilton, de témoigner. L'homme de 48 ans est venu exprès de La Nouvelle-Orléans pour aider son ami Dave, qui lui a avoué « être dans le trouble. » Watson est arrivé à Montréal il y a quatre jours. Hier, il a admis qu'il avait pris un coup jusque tard dans la nuit d'hier. Bref, il n'avait dormi que quelques heures avant de se présenter devant le tribunal.

L'homme venait pour dire qu'il avait travaillé avec Dave Hilton quand celui-ci résidait sur un terrain de camping de l'Ontario,

où se trouvait aussi l'une des deux victimes. Les deux hommes faisaient des petits boulots de construction sur les fermes. Watson a dit que jamais il n'avait vu Dave avoir un comportement déplacé avec la jeune fille. Dave n'était jamais seul avec la petite, affirme-t-il.

Comment est-ce possible ? Parce que lorsqu'ils avaient fini de travailler, a-t-il raconté, ils buvaient jusqu'à tomber par terre. Ils partaient sur des virées, écumaient les bars de la région et se rendaient parfois jusqu'à Toronto, Montréal, ou ailleurs. Ils couchaient où ils tombaient. Voilà.

Il va sans dire qu'en contre-interrogatoire, le témoin s'est fait « varloper » par M^e Hélène Di Salvo, de la Couronne. Elle l'a confondu sur des dates, des époques, lui a fait admettre des énormités, comme le fait que c'est sa femme qui lui avait dicté les dates, parce que lui ne s'en souvient pas.

« Pour un alcoolique, les dates, c'est difficile... » a-t-il répondu en s'excusant de ne pouvoir faire mieux.

Après ce fut au tour de Matthew Hilton, un autre frère du boxeur, de venir témoigner. L'homme de 35 ans a raconté que lui aussi a un problème. En 1997 et 1998, il demeurait chez ses parents. Et comme ceux-ci ne tolèrent pas que leurs fils prennent un coup, il allait souvent demeurer chez Dave pendant des jours pour boire en paix. Il a souvent vu Dave avec les victimes alléguées et jamais ce dernier n'a eu un comportement déplacé, dit-il. À une certaine époque, il a arrêté de boire et a recommencé après le combat de son frère contre Alain Bonamie. Son témoignage se poursuivra lundi.

Avec toutes ces histoires d'alcool, M^e Skolnik craint-il pour la crédibilité de ses témoins ? « C'est certain que l'entourage de mon client, ce ne sont pas des architectes, ni des gérants de banque. Je dois fonctionner avec les témoins qui étaient là au moment des événements », a dit l'avocat en sortant hier de la salle d'audience. Chose certaine, il n'a pas la tâche aisée.

TÉLÉMARKETING

Un important réseau de fraudeurs démantelé

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

DES FRAUDEURS d'une entreprise de télémarketing opérant depuis Laval auraient fraudé des gens démunis habitant au Canada et aux États-Unis pour des millions de dollars en leur faisant croire qu'ils avaient gagné d'intéressants prix, mais que pour les recevoir, il leur fallait faire parvenir de l'argent pour couvrir divers frais. Une enquête à laquelle ont participé une centaine des policiers de la GRC, de la SQ, du SPCM, du FBI et des enquêteurs du service des postes ont conduit, hier, à cinq perquisitions et à l'arrestation de 20 individus: 16 à Laval, trois à Montréal et un aux États-Unis. Après interrogation, ils ont été libérés sur promesse de comparaître. Vu que la perquisition était effectuée sur son territoire, la police de Laval a été appelée à collaborer. Le réseau, dont la centrale téléphonique était située dans les anciens locaux de la succursale du CLSC du Marigot, à l'angle du boulevard des Laurentides et de la rue Meunier, a fraudé au moins 505 personnes, dont 125 demeurant aux États-Unis. Parmi

les victimes, on retrouve des handicapés et des personnes âgées de plus de 85 ans. Cette opération était sous la juridiction de la GRC et le caporal Léo Monbourquette a indiqué que le réseau qui venait d'être démantelé était le plus important du genre à avoir opéré dans la région de Montréal.

La porte-parole de la GRC a ajouté que l'enquête sur cette organisation, amorcée le 4 octobre, avait déterminé que ses participants avaient réalisé des fraudes totalisant sept millions de dollars. «Selon nos spécialistes, la capacité de fraude de cette organisation pouvait atteindre un million par semaine», a précisé le caporal Monbourquette. Il a été expliqué que cette organisation obtenait légalement des listes de personnes qui s'attendaient à gagner un prix quelconque. Puis un représentant entraînait en contact avec plusieurs d'entre elles, principalement celles du troisième âge, et il leur faisait miroiter qu'elles avaient gagné.

Toujours en discutant avec ces personnes, le porte-parole de l'organisation signalait que pour recevoir leur prix, elles devaient envoyer une certaine somme d'argent

pour payer les différentes taxes et les frais de douanes. Heureux d'avoir enfin gagné quelque chose dans leur vie, ces gens, souvent sans aucune ressource, faisaient parvenir la somme réclamée. Puis par la suite, un autre représentant de l'organisation téléphonait à la personne en se faisant passer pour un représentant de la loi et il prétendait avoir besoin d'un supplément d'argent afin d'entreprendre le processus légal.

Lasses d'attendre leurs prix, plusieurs téléphonaient à un numéro bidon. Leur interlocuteur leur disait de ne pas être inquiet car tout était sur le point d'être finalisé. Il est arrivé qu'une même personne perde plus de 50 000 \$ US.

Le caporal Monbourquette a précisé que pas moins de 3000 plaintes étaient déposées annuellement à la police au Canada par des hommes et des femmes affirmant être victimes de fraudes par télémarketing qui rapportent à leurs auteurs au moins 200 millions de dollars. Il a ajouté avoir déjà été informé qu'une femme s'était même suicidée aux États-Unis parce qu'elle avait perdu trop d'argent.



Le solde « Soleil en tête » d'Air Canada

BERMUDES 299\$ 13 FÉVR. – 22 FÉVR. 2001	FORT LAUDERDALE MIAMI 299\$	TAMPA FORT MYERS 319\$	WEST PALM BEACH 319\$ 17 FÉVR. – 28 AVRIL 2001	LAS VEGAS 419\$
PHOENIX 419\$	MONTEGO BAY KINGSTON 449\$	SAN FRANCISCO LOS ANGELES 449\$	SAN DIEGO SAN JOSE 459\$	HONOLULU 519\$

Réservez par Internet en peu de temps: **www.aircanada.ca**

Faites votre réservation en communiquant avec
votre agent de voyages ou Air Canada au :
1 888 247-2262
ATS: 1 800 361-8071

Afin de faciliter le processus de réservation, le paiement doit être effectué au moment de la réservation.

Tarifs en vigueur au moment de la publication. Applicables aux nouvelles réservations seulement. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA et les frais d'aéroport ne sont pas inclus. Les billets doivent être achetés au plus tard le 21 février 2001. Pour les destinations américaines : achat sept jours à l'avance; les voyageurs doivent prendre fin au plus tard le 30 avril 2001 (sauf avis contraire). Pour les destinations des Caraïbes : achat trois jours à l'avance; la dernière date de départ est le 31 mars 2001 (sauf avis contraire). Les billets sont totalement non remboursables. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon les dates de départ et de retour. Séjour minimal et maximal. D'autres conditions s'appliquent.



**LES PLAISIRS DE LA TABLE
ET LA GASTRONOMIE VOUS
INTÉRESSENT ?**

FORMATION POUR TOUS

Cours pratiques, démonstrations et
dégustations (soirs ou fins de semaine)

- ADOS EN TABLIER
- CUISINE POUR DEUX EN 30 MINUTES
- LE POULET AUTREMENT VU
- CUISINE ASIATIQUE
- FINE CUISINE À L'ÉRABLE
- CHOCOLATS

ET PLUSIEURS AUTRES

Faites vite, les places sont limitées.

Québec 

ITHQ INSTITUT DE
TOURISME ET
D'HÔTELLERIE DU QUÉBEC

Pour information
Registrariat
514 282-5113 ou
1 800 361-5111, poste 5113
www.ithq.qc.ca

 **SHERBROOKE**

2932034A

ÉPILATION AU LASER

SOYEZ PRÊT POUR L'ÉTÉ PROCHAIN



RAJEUNISSEMENT FACIAL
au laser sans récupération
NOUVEAU AU CANADA
399\$ par traitement

SPECIAL ST-VALENTIN
Jusqu'au 25 fév. 2001
BIKINI + AISSELLE
199\$ par traitement

NOUVEAU !! ARTECOLL Collagène permanent

Téléphonez pour obtenir une consultation gratuite avec un de nos médecins de famille.

OFFRONS AUSSI : Traitement des rides • Couperose • Taches brunes • Botox • Augmentation des lèvres • Liposuccion • Varices

INSTITUT DE CHIRURGIE LASER DE MONTRÉAL
COMPLEXE DE SANTÉ REINE ELIZABETH
2111, rue Northcliffe, bureau 306, Montréal

(514) 485-9934
STATIONNEMENT DISPONIBLE

236-92707



VENDÔME

PAIEMENT COMPTANT

NOUS ACHETONS LES BIJOUX, DIAMANTS, MONTRES ET TABLEAUX DE QUALITÉ.

La demande internationale très forte nous permet d'acheter au prix le plus élevé possible et de payer sur-le-champ. Toutes les transactions sont strictement confidentielles.

Bijoux

Victoriens, Tiffany, Cartier, Van Cleef & Arpels, Or, monnaie et platine sous toutes les formes.

Diamants

Toutes les formes et toutes les tailles.

Montres

Rolux, Patek Philippe, Vacheron & Constantin, Cartier, Omega, Le Coultre, etc.

Tableaux

Oeuvres européennes et canadiennes des 19e et 20e siècles, aquarelles, fleurs, paysages, enfants, animaux, scènes arabes, Louis Icart.

2031609

VENDÔME

ARTGOLD

Membre du Bureau
d'Éthique Commerciale

4937, rue Sherbrooke Ouest

484-3515

PIERRE FOGLIA

pfoglia@lapresse.ca

Un hiver épouvantable

Tiens, une coccinelle ! Quand on était petit et qu'on trouvait une coccinelle, on la faisait grimper le long de notre doigt en lui demandant : coccinelle, coccinelle, fera-t-il beau dimanche ? Si arrivée au bout de notre doigt elle s'envolait, alors il faisait beau le dimanche suivant.

C'est joli une coccinelle. En fait, pas si joli. Le mot est joli. Les syllabes chantent comme souvent dans les mots en « L », ritournelle, ribambelle, pimprenelle, mirabelle, tourterelle. On roucoule en disant tourterelle, il n'y a pourtant pas d'oiseau plus irascible que la tourterelle. Méfiez-vous de la force d'évocation des mots. J'ai rêvé toute ma vie de la Finlande, j'aimais le mot Finlande, probablement à cause de la « lande » qui me suggérait un territoire fantomatique de clair-obscur et des silences mous. Tu parles, j'y suis finalement allé en Finlande : des paysages aussi disgraciés que ceux de l'Abitibi. Méfiez-vous de ce que les mots ne disent pas, j'avais une amie qui s'appelait Rose-Aimée, une pute ! Mais une pute ! Je l'ai rebaptisée Georgette. N'hésitez pas à redonner aux choses leur vrai nom, je parlais à un ami l'autre jour au téléphone, j'entendais en arrière une musique mortuaire, il me dit oui, c'est la Symphonie des mille de Gustave Malheur. Bref, la coccinelle est pareille à Rose-Aimée, quand on y regarde de près, c'est rien qu'un vilain petit cafard.

Tiens, une autre coccinelle ! Et une autre encore. Et une autre. Cinq coccinelles. Dix. Cent. Mille ! Depuis l'automne dernier, ma maison est envahie par les coccinelles. Une peste de petits cafards à dos rond qui sortent des plinthes et des joints de fenêtres. J'en jette des dizaines tous les matins.

J'ai consulté monsieur bibite de *La Presse*, mon collègue Pierre Gingras. As-tu entendu parler d'invasion de coccinelles dans des maisons, ou c'est moi qui suis déjà en phase

terminale ? Pierre m'a rassuré. La chose n'est pas si rare. Et de m'apprendre, du même souffle, qu'il a lui-même acheté, l'été dernier, des coccinelles...

— Attends un peu.

Redis-moi ça tranquillement. Tu as acheté des coccinelles ?

— Oui, oui. J'ai acheté 30 000 coccinelles à Laval.

Je vous parlais, il y a un instant, des mots qui nous abusent. Eh bien il y a aussi les gens comme ça. Prenez Pierre Gingras. Vous le voyez passer dans la rue, boudoum boudoum, bonhomme et benoît. Vous vous dites que ce type-là s'en va sûrement acheter du steak haché. Eh bien pas du tout. Il s'en va acheter 30 000 coccinelles à Laval.

— Grand Dieu ! pour quoi faire ?

— Pour qu'elles mangent les pucerons de mes arbres fruitiers.

— Combien ça coûte 30 000 coccinelles ?

— 100 \$.

— Ça se transporte comment ?

— Dans un sac tout simplement. Elles sont agglutinées sur des effilochures de bois...

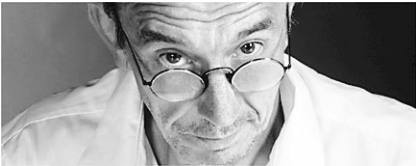
— Ça a marché ? Elles ont bouffé tes pucerons ?

— Pas du tout ! Elles sont parties.

Disparues !

— Elles sont chez nous !

Il semble que non. Ce ne serait pas les mêmes. Les miennes auraient été importées d'Asie par les fermiers du sud des États-Unis, également pour manger les pucerons dans les cultures. C'est bien les scientifiques ! On leur a demandé un truc pour se débarrasser des pucerons, et tout de suite ils ont pensé aux coccinelles. Comment ont-ils découvert que les coccinelles bouffaient des pucerons ? Très simple. Ils ont fait jeûner des coccinelles pendant un



mois et demi et about d'un mois et demi ils leur ont servi des pucerons. Yé elles aiment ça.

Évidemment. Affamées comme elles étaient, elles auraient bouffé de la tarte aux poireaux. Et dire

qu'on donne le prix Nobel à ces gens-là.

Anyway.

Les coccinelles sont donc remontées du sud des États-Unis jusque par ici. Elle se trouveront fort dépourvues l'hiver venu, et pas si folles, plutôt que mourir de froid dans leur tutu jaune à points noirs, elles sont entrées dans ma maison. Où il n'y a pas le moindre puceron. Alors elles se sont rabattues sur les puces de mes chats. Mes chats n'ont plus une seule puce. Par contre ils sont pleins de coccinelles. C'est embêtant.

En plus, elles sont si nulles en météo qu'elles pourraient la dire à la radio. J'en mets une sur mon doigt. Coccinelle, coccinelle fera-t-il beau dimanche ? Elle s'envole à chaque fois. Pourtant il ne fait pas beau dimanche depuis au moins trois mois.

Quel hiver épouvantable.

La scientologie

RADIO-CANADA a rapporté cette semaine l'histoire d'un policier de Mercier qui donnait des conférences sur les drogues dans les écoles, pour le compte de l'Église de scientologie. Bien entendu il ne se réclamait pas de l'Église de scientologie, il disait représenter Narconon, un organisme-écran de cette soi-disant église.

Comme m'a dit Daniel Faguy, un parent directement concerné : « Je préférerais apprendre que mon fils fume un joint de

temps en temps que d'apprendre qu'il est entré dans l'Église de scientologie. » Le reportage de Radio-Canada nous a cependant fait entendre d'autres parents et quelques directeurs d'école beaucoup moins pénétrés de la gravité de cette intrusion. On a même entendu une directrice déclarer que, certes, elle trouvait regrettable la duplicité du policier, certes elle aurait préféré savoir, mais l'avoir su, ajoutait-elle, elle n'excluait pas d'autoriser cette conférence en toute connaissance de cause. On pouvait l'entendre penser tout bas : pourquoi pas ? Il y a des catholiques, il y a des protestants, il y a des juifs, il y a des musulmans, il y a des bouddhistes, et il y a ce policier membre de l'Église de scientologie, à laquelle adhèrent aussi Tom Cruise et Nicole Kidman, ce ne doit pas être si grave que ça...

Il y a une différence, madame. Les catholiques, les protestants, les juifs, les musulmans, les bouddhistes croient en un dieu ou en plusieurs qui les sauveront.

Les scientologues croient que c'est eux qui vont sauver le monde, mais d'abord le soigner et le purifier. Les scientologues croient en un thérapeute (Ron Hubbard) et en sa thérapie : la dianétique, une bouillie mystico new-age qui fait dépendre l'avenir de l'humanité de la multiplication des initiés, appelés « clairs ». Le devoir premier des clairs étant DE RECRUTER d'autres clairs pour accoucher, ensemble, d'une nouvelle humanité. D'où le sournois prosélytisme de l'Église de scientologie. D'où Narconon.

Un critère objectif permet de distinguer entre religions et sectes. Posez-vous cette question : le recrutement des nouveaux « croyants » est-il obstiné ? Insidieux ?

| NAPSTER |

Décision de justice cruciale lundi

Agence France-Presse

SAN FRANCISCO — Le site d'échange de musique américain Napster se prépare à une décision de justice cruciale, un tribunal devant se prononcer lundi en appel sur son éventuelle fermeture.

La Cour d'appel de San Francisco a annoncé hier, dans un bref communiqué sur son site Internet, qu'elle rendrait sa décision lundi vers 10h locales.

Elle doit se prononcer sur une injonction d'un juge de San Francisco, qui avait ordonné à Napster, en juillet 2000, d'arrêter tout échange de musique protégée par les droits d'auteur.

Le site, arguant qu'une telle décision le contraindrait de facto à cesser toute activité et entraînerait sa mort certaine, avait aussitôt fait appel de la décision qui est depuis suspendue.

La Cour d'appel peut confirmer cet ordre de fermeture ou autoriser le site à poursuivre ses activités, une décision lourde de conséquence compte-tenu du succès de Napster, qui compte plus de 55 millions d'utilisateurs, et de son impact potentiel sur toute l'industrie de la musique.

Les cinq géants mondiaux de l'édition musicale (Sony, Warner Music, Bertelsmann, EMI et Vivendi Universal) ont déposé plainte en décembre 1999 contre Napster pour violation des droits d'auteur, estimant que le groupe encourage la piraterie à grande échelle.

Bertelsmann Music (BMG) et Napster ont depuis bousculé la donne en concluant une alliance, en novembre 2000, au terme de laquelle le site doit devenir payant pour ses utilisateurs. Bertelsmann a toutefois subordonné l'abandon de sa plainte contre Napster à la mise en place effective d'un système payant.

Les deux partenaires multiplient depuis les efforts pour convaincre les grandes maisons de disques de rejoindre leur alliance, qui consacrer un nouveau modèle de distribution de la musique. Jusqu'ici, seule la maison allemande indépendante Edel a répondu à l'appel.

Napster doit mettre en place des abonnements payants à partir de juin ou juillet 2001, selon le pdg de Bertelsmann, Thomas Middelhoff.

Napster, lancé en 1999 par un étudiant américain, Shawn Fanning, permet d'échanger des fichiers de musique gratuitement sur Internet grâce à un logiciel disponible sur son site. La musique, comprimée au format MP3, est transférée facilement, sous forme de fichier, d'un ordinateur à un autre.

À VOS MARQUES, PRÊTS, LISEZ!

Tous les jours dans **La Presse**

SPORTS

ACTION!

Les vendredis et samedis dans **La Presse**

CINÉMA

Simplement **irrésistible!**

LECTEUR DVD **GRATUIT!**

Sur une sélection de téléviseurs à projection et d'ensembles cinéma maison en magasin.

Laissez-vous tenter par la haute-fidélité du cinéma maison!

DENON et Klipsch Ensemble cinéma maison

Ensemble cinéma maison de 6 pièces

Récepteur Dolby Digital DTS SONY

- 5 x 60 watts • 3 entrées S-Vidéo
- Télécommande pré-programmée

Les enceintes Klipsch, fabriquées aux États-Unis depuis 1946, vous offrent toute l'essence de la musique. Venez découvrir le son légendaire de ces enceintes.

- 2 enceintes avant Klipsch • 94 db • 2 voies • 100 watts chacune
- Enceinte centrale Klipsch • 2 voies • 80 watts chacune
- 2 enceintes arrières Klipsch • 92 db • 2 voies • 75 watts RMS chacune

GRATUIT! Lecteur DVD

1998\$

Financement disponible!

SONY et AXIOM

400 watts au total

Ensemble cinéma maison

Récepteur Dolby Digital DTS SONY

- 5 x 80 watts • 11 modes DSP • Amplification discrète
- Entrée optique/coaxiale • Télécommande
- 2 enceintes avant AXIOM • 2 voies • 175 watts
- Grave de 6 1/2" • Aigüe titanium de 1"
- Enceinte centrale AXIOM • 2 voies • 2 graves de 5 1/4"
- 175 watts • Aigüe titanium de 1"
- 2 enceintes arrières AXIOM • 2 voies • Grave de 4 1/2"
- 125 watts • Aigüe de 1"

GRATUIT! Lecteur DVD

1298\$

Financement disponible!

JVC D-SERIES

Projection 50"

- Image sur image à 2 syntoniseurs
- Filtre peigne numérique 3DYC
- Entrée vidéo à composants
- Téléc. multimarques
- Écran protecteur intégré

2688\$

Financement disponible!

Aussi disponible Projection 55" 2988\$

GRATUIT! Lecteur DVD

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications

Magasinez en ligne! dumoulin-direct.com

2931561A

MONTRÉAL	Centre-ville de MONTRÉAL	ST-LÉONARD	POINTE-CLAIRE	LONGUEUIL	BROSSARD	ST-BRUNO	LAVAL	LASALLE
8251, 8390, rue St-Hubert Électronique : (514) 388-4777 Informatique : (514) 385-1777	2050, boul. St-Laurent Électronique : (514) 288-7755 Informatique : (514) 288-7973	6870, Jean-Talon Est Électronique : (514) 255-5577 Informatique : (514) 255-7054	2355, rte Transcanadienne Électronique et Informatique : (514) 428-1616	2203, chemin Chambly Électronique : (450) 468-1993 Informatique : (450) 468-5651	5705, boul. Taschereau Électronique et Informatique : (450) 462-8867	Les Promenades St-Bruno Électronique et Informatique : (450) 441-5020	1599, Autoroute Laval Ouest Électronique : (450) 681-7770 Informatique : (450) 688-1001	7197, boul. Newman Électronique : (514) 368-3937 Informatique : (514) 368-8697

(Sud de la Métropolitaine) (Stationnement facile) (Langelier & Galeries d'Anjou) (MEGA MALL/boul. des Sources) (Près de Curé-Pointier) (À l'est du Mail Champlain) (Entrée #1) (Sortie boul. Industriel) (Près du Carrefour Angrignon)

CHATEAUQUAY 102, St-Jean-Baptiste 692-6769 • DRUMMONDVILLE 740, boul St-Joseph 474-2727 • GATINEAU 195, Bellemeur 246-2533 • GRANBY 633, Dufferin 372-7732 • GRAND-MÈRE 2601, 6e Avenue 533-5533 • JOLIETTE 404, St-Viateur 759-6956
LASALLE 31, 5e Avenue E. 333-6710 • LA TUQUE 586, rue Commerciale 523-6115 • MAGOG 1739, Sherbrooke 843-6621 / 1739, Principale O. 843-6627 • MANIWAKI 100, rue Principale Sud 449-5974 • MONT-LAURIER 1771, boul Paquette 623-1343
ROUYN-NORANDA 463, Larivière 764-6920 • SHAWINIGAN 4370, boul. Royale 539-0808 • SHERBROOKE 1112, du Conseil 565-3177 / 2222 King O. 566-0261 • SOREL 1815, Marie-Victorin 742-4511 • ST-HYACINTHE 2487, Ste-Anne 773-7353 • ST-JEAN 391, du Séminaire 348-9377
St-Jovite 315, route 117 425-2748 • Ste-MARTINE 789, St-Jean-Baptiste 427-2217 • St-REMI 101-E, Lachapelle 454-7161 • TROIS-RIVIÈRES 5115, boul Jean XXIII 693-4755 • VAL-D'OR 1817, 3e Avenue 824-3994 • VICTORIAVILLE 525, Bois-Francs Sud 357-2208

Michel Belzil prend les rênes de la FQM

Presse Canadienne

QUÉBEC — Le maire de Barnson-Ouest et préfet de la MRC Coaticook dans l'Estrie, Michel Belzil, est, depuis jeudi, le nouveau président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM).

Il succède à M. Pierre Ménard, décédé le 5 janvier dernier, et demeurera en poste au moins jusqu'à la prochaine assemblée générale à l'automne 2001, alors que tous les postes des administrateurs de la FQM seront en élection.

La tâche qui attend le nouveau président n'est pas mince puisque c'est lui qui aura à terminer les négociations avec la ministre d'État aux affaires municipales et à la Métropole Louise Harel dans le dossier du renforcement des MRC proposé dans le cadre de la réorganisation de la carte municipale québécoise.

M. Belzil sera aussi appelé à faire progresser le dossier de la ruralité, un élément important du développement régional fort attendu. « Qu'il la nomme politique de la ruralité ou autrement, a-il noté, le gouvernement devra avoir un énoncé de politique clair et proposer des mesures tangibles, accompagnés des budgets nécessaires, pour bien démontrer qu'il a l'intention de soutenir le développement des collectivités hors des grands centres urbains. »

Selon le cadre fixé par le livre blanc sur la réorganisation municipale, publié au printemps 2000, les MRC seront appelées à remplir de nouvelles responsabilités régionales, entre autres, la planification de l'aménagement du territoire, l'entretien des cours d'eau régionaux, la sécurité civile et incendie, la gestion des matières résiduelles, le logement social et les équipements et services à vocation supralocale.

Ces changements de vocation et cette redistribution des tâches en région font en sorte que les négociations que devra poursuivre M. Belzil sont cruciales.

Selon l'échéancier fixé par la ministre Louise Harel, les premiers changements devraient se concrétiser au cours de l'année en cours.



Photothèque, La Presse ©

Le chef du Parti libéral Jean Charest aurait profité de la grogne antifusion pour gagner des points dans les sondages. On le voit ici participer à une manifestation contre les regroupements municipaux, en novembre dernier.

Le PLQ remonte dans les sondages... ... tandis que le PQ et l'ADQ reculent, selon les libéraux

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Plutôt que de réaliser des gains importants dans les intentions de vote, l'Action démocratique de Mario Dumont recule, affirment les libéraux de Jean Charest sur la foi de sondages de la maison CROP.

Si une tendance se dessine, affirme CROP, c'est plutôt la remontée du PLQ depuis septembre. Un sondage express réalisé par la firme du 18 au 26 janvier pour le compte du PLQ leur donne 38 % des intentions de vote avant répartition des indécis, soit trois points de plus que le Parti québécois (35 %). L'ADQ récolte 8 %.

En utilisant une méthode de répartition inspirée des résultats de l'élection de 1998, qui attribue 60 % des indécis au PLQ, 30 % au PQ et 10 % à l'ADQ, CROP place les libéraux à 49 % des voix, dix

points devant le PQ. L'ADQ reste à 10 %.

« Depuis quelques mois, le PLQ est en remontée, croit Claude Gauthier, vice-président de CROP. On voit que l'automne leur a rapporté. M. Charest a été un petit peu plus présent et au bon moment. » Le dossier des fusions forcées apparaît comme un des facteurs dont aurait profité le PLQ.

Les chiffres de CROP sont à des lieues de ceux du dernier Léger Marketing réalisé pour le *Journal de Montréal* et *The Globe and Mail*, qui identifie l'ADQ comme le principal bénéficiaire du départ de Lucien Bouchard. Après répartition des indécis (selon une méthode qui n'a pas été divulguée), le sondage donne le PLQ et le PQ à égalité (38,5 % contre 38,1 %), tandis que l'ADQ grimpe à 20,1 % des intentions de vote.

« Je ne vois pas ça dans nos sondages », dit Claude Gauthier. Le CROP de décembre donnait même 12 % des voix à l'ADQ (après répartition), ce qui témoignerait d'un léger recul. Le meilleur score attri-

bué par CROP à l'ADQ date d'avril dernier (17 %).

« C'est un sondage bâclé qui est utile au gouvernement pour faire de la diversion au moment où il est pris dans une tourmente », lance pour sa part le whip en chef de l'opposition, Jean-Marc Fournier, député de Châteauguay.

Ce dernier ne voit rien dans les dernières semaines qui expliquerait une remontée de l'ADQ. « La seule nouvelle qu'il y a eu de Mario Dumont, c'est de dire qu'il créait un comité sur la constitution, ajoute-t-il. Les gens ne sont pas très forts sur les comités. »

Le CROP réalisé pour le compte du PLQ démontre cependant que les libéraux ont encore du chemin à faire pour convaincre les francophones. Avant répartition, ces derniers ne leur accordent que 31 % des voix, soit dix points de moins que le PQ (41 %). L'ADQ récolte 9 % du vote francophone. « Le PLQ a encore des croûtes à manger en milieu francophone », conclut M. Gauthier.

La satisfaction à l'égard du gouvernement a par ailleurs augmenté considérablement, selon CROP, entre décembre (42 %) et janvier (55 %), même si cela ne s'est pas traduit dans les intentions de vote. Ce dernier taux est néanmoins le plus élevé mesuré par la firme depuis la réélection du PQ en novembre 1998.

Selon Claude Gauthier, le phénomène serait une sorte de bilan — très positif — dressé spontanément par l'électorat après l'annonce de la démission de Lucien Bouchard, le 11 janvier. « Un certain phénomène de sympathie collective », dit-il. « C'est un peu un jugement posé sur ses années de gouvernement. »

Le creux de décembre résultait vraisemblablement du mécontentement engendré par l'adoption du projet de loi sur les fusions forcées. Il survenait aussi après la performance décevante du Bloc québécois aux élections fédérales.

Nouveau conseiller de Jean Charest

LE PARTI LIBÉRAL du Québec annoncera lundi la nomination de M. Philippe Dubuisson à titre de conseiller politique et économique du chef de l'opposition officielle, M. Jean Charest. M. Dubuisson, âgé 40 ans, entrera en fonction le 12 mars. M. Dubuisson travaillait depuis 12 ans au quotidien *La Presse*. Il a été successivement journaliste à la section économie, chef du bureau de *La Presse* à Ottawa et adjoint au directeur de l'information comme responsable des pages politiques et économiques.



Philippe Dubuisson



TOUJOURS PLUS LOIN.

- ENSEMBLE ÉLECTRIQUE
- RADIO AM/FM/CD
- ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 H
- CLIMATISEUR
- SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES
- MOULURES LATÉRALES
- MOTEUR 2,4 L DE 155 CHEVAUX
- TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

279\$ PAR MOIS, location 48 mois*

ALTIMA

ou financement à l'achat à partir de 4,8%** sans paiement et intérêt pendant 90 jours†



2930188A

*Location de 48 mois pour l'Altima GXE 2001 (T4RG51 AA00). Acompte ou échange équivalent de 2995\$. Limite de 24000 km par année avec 0,08\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Taux de financement à partir de 4,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. † Cette offre n'est valable que pour les véhicules neufs ou de démonstration et lorsque le financement s'effectue par NCFI. Cette offre prend fin le 28 février 2001. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Courtage à escompte



JE CHOISIS MES PLACEMENTS

Chez Courtage à escompte Banque Nationale, c'est vous qui gérez, de façon autonome, votre portefeuille. Que vous transigiez en mode Direct ou Express, vous avez accès à une gamme complète de produits de placement, dont :

- Actions et options sur les marchés canadien et américain.
- Plus de 1600 fonds communs.
- Obligations.
- Produits indiciaires tels que i60, DIAMONDS, SPRD.
- Bons du Trésor.
- Tous les produits financiers de la Banque Nationale, dont les fonds communs Fonds Banque Nationale ainsi que les CPG indiciaires.

De plus, vous disposez gratuitement des meilleurs outils pour vous aider à réaliser vous-même vos objectifs financiers, dont :

- **Morningstar®**, la plus importante source d'information sur les fonds communs (3 000) au Canada.
- **Conseils aux investisseurs®**, qui fournit des données financières sur plus de 4 500 entreprises canadiennes.
- Cotes boursières en temps réel.
- Graphiques et nouvelles sur titres.

Vous pouvez ouvrir un compte REER autogéré, transiger ou obtenir de l'information de plusieurs façons : par Internet (voir démonstration sur notre site), par téléphone avec un représentant, auprès d'un conseiller à l'une des succursales de la Banque Nationale ou par téléphone cellulaire.

www.invesnet.com

1 800 363-3511
(514) 866-6755

UN BON CHOIX REER



COURTAGE À ESCOMPTE
BANQUE NATIONALE

VOUS SEREZ PLUS À L'AISE



| SIROP D'ÉRABLE |

Le Vermont nie toute velléité protectionniste

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — L'État du Vermont se défend vigoureusement d'utiliser le prétexte du formaldéhyde pour camoufler des velléités protectionnistes aux dépens des producteurs de sirop d'érable du Québec.

« Le seul enjeu en est un de contrôle de la qualité et de la pureté », lance Jason Aldous, porte-parole du ministère de l'Agriculture du Vermont.

« Ça n'a rien à voir avec les surplus », ajoute-t-il, au moment où le ministère de l'Agriculture du Québec et la Fédération des acériculteurs de l'UPA soupçonnent le Vermont de chercher par des moyens détournés à empêcher un dumping de sirop québécois. Les surplus de production de la saison dernière ont entraîné ici une forte baisse des prix.

La Presse a révélé hier que dans une lettre du 10 janvier aux gouvernements québécois et canadien, le commissaire à l'Agriculture du Vermont, Leon C. Graves, a laissé planer la menace d'un embargo sur le sirop québécois. Il y presse les deux gouvernements d'enquêter sur l'utilisation par des acériculteurs québécois de pilules de paraformaldéhyde, interdites depuis 1991 au Canada et depuis 1982 dans cet État américain.

Les préoccupations du Vermont viennent des propos qu'auraient tenus deux producteurs québécois à un producteur du Vermont à l'effet que ces pilules étaient encore « largement utilisées » au Québec sur les entailles. En plus de désinfecter les entailles, le paraformaldéhyde en retarde la fermeture et prolonge du coup leur saison productive, ce qui explique qu'un marché noir subsiste.

Mais selon M. Aldous, le MAPAQ et l'UPA ont tort d'interpréter la lettre comme une menace d'embargo sur tout le sirop québécois. Le Vermont est la porte d'entrée américaine du sirop québécois, exporté à 80 % aux États-Unis. La lettre a donc créé beaucoup d'inquiétudes à l'UPA et au MAPAQ.

« Pas question d'un blocus à la frontière », assure M. Aldous. Le Vermont entend cependant augmenter ses contrôles afin de tester le sirop, qu'il soit du Canada ou des États-Unis. Les produits altérés par l'utilisation des pilules seront bloqués, explique-t-il. Entre-temps, le Vermont attend du Canada et du Québec des assurances que ces allégations sont prises au sérieux et veut qu'on l'assure que tout ce qui est possible de faire a été fait pour enrayer l'utilisation du formaldéhyde, explique M. Aldous.

« C'est sûr qu'ils ne peuvent pas aller aussi loin que ce que M. Graves a écrit, parce qu'il y a au Vermont deux transformateurs qui ont absolument besoin du sirop du Québec », a réagi hier le président de la Fédération des acériculteurs du Québec, Pierre Lemieux.

La pilule n'est pas aussi utilisée que ne le craignent les Américains, plaide la Fédération, qui en veut pour preuve qu'un désinfectant de remplacement à base d'alcool est désormais utilisé pour au moins deux tiers des entailles au Québec. La compagnie Citadelle exige en outre de ses fournisseurs qu'ils garantissent par écrit qu'ils n'utilisent pas la pilule.

M. Lemieux a néanmoins l'intention de « sécuriser » Ottawa et Québec. « Il va probablement falloir activer nos contrôles au niveau des producteurs, reconnaît-il. On va également faire pression sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour qu'elle fasse davantage de visites sur le terrain au printemps. »

Après réception de la lettre de M. Graves, le MAPAQ a écrit à la Fédération en la pressant de mettre au pas les derniers utilisateurs de la pilule. Mais selon le ministère, les consommateurs ne courent aucun risque puisque les analyses de l'Agence canadienne d'inspection des aliments démontrent que les échantillons de sirop dépassent très rarement la norme de Santé Canada pour le formaldéhyde.

Les infirmières courtisent les élèves du secondaire

STÉPHANIE MORIN

Pénurie de main-d'oeuvre oblige, l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec (OIIQ) n'épargne aucun effort pour attirer les jeunes dans la profession.

Fort du succès de la journée d'informations de l'an dernier, pendant laquelle plus de 1350 jeunes avaient profité d'un service téléphonique sans frais pour parler carrière avec des infirmières, l'Ordre propose aux finissants du secondaire une journée portes ouvertes, mercredi prochain, dans quelque 40 hôpitaux de la province.

Au programme : visite des unités de soins intensifs ou des unités de naissance, mais surtout, rencontre avec des infirmières pour démystifier la profession.

« Les jeunes ont une vision très traditionnelle du métier, explique Sylvie Vallières, de l'OIIQ. Plusieurs croient encore que le travail se limite à donner des piqûres et des pilules. »

On estime actuellement qu'il faudrait 1500 infirmières pour combler les besoins du système de santé du Québec. Bien qu'on observe depuis deux ans une hausse de 44 % des inscriptions au programme collégial de techniques infirmières et de 15 % au programme universitaire, les hôpitaux sont loin d'être tirés d'affaire. « Entre 35 % et 40 % des étudiants ne terminent pas leur formation », déplore en effet Mme Vallières.

Selon Gyslaine Desrosiers, présidente de l'Ordre, la journée portes ouvertes pourrait permettre de maintenir ce taux élevé d'inscription et, peut-être, attirer de meilleurs candidats, plus décidés, qui mèneraient leur formation à terme.

Cette initiative s'inscrit dans une série de mesure entreprises par l'OIIQ pour gonfler ses rangs. On pense notamment à la vaste campagne de séduction entreprise auprès des infirmières étrangères pour régler à court terme une partie du problème de main-d'oeuvre.

Les élèves qui s'inscriraient cette année se retrouveraient sur le marché du travail en 2004 ou 2005 : juste à temps pour remplacer le personnel qui prendra sa retraite. « Selon les dernières statistiques, nous aurons besoin de 2000 à 2500 nouvelles infirmières en 2005, indique Mme Desrosiers. Ceux qui s'inscrivent en soins infirmiers sont donc assurés de se trouver un emploi. »

Les jeunes intéressés à participer à cette journée portes ouvertes doivent préalablement réserver leur place auprès de leur hôpital.

« VOTRE RÉGIME D'ÉPARGNE RETRAITE,



PART-IL D'UNE BONNE STRATÉGIE ?»

► « En tant que conseiller du Groupe Investors, mon rôle est de vous aider à établir une stratégie de placement à long terme sur mesure. »

Une stratégie payante

« Notre approche de la planification financière prend en compte tous les aspects. Avec l'appui de nos spécialistes en placements, en assurance, en planification successorale et en fiscalité, je vous dresse un programme assez souple pour que vous puissiez aussi profiter des occasions qui se présentent, comme celles qui découlent des récentes modifications apportées à l'imposition des gains en capital. »

« Pour ce faire, je dispose d'une gamme complète d'options de placement, notamment des fonds

de placement de la série Maître^{MC} Investors et des neuf autres familles de fonds communs de placement que nous offrons. Vous pouvez aussi acheter des actions et investir dans d'autres types de placements par l'entremise de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.* »

Pour préparer l'avenir

« En fin de compte, mon mandat est clair : vous établir un programme sur mesure pour vous permettre de profiter pleinement de votre retraite. »

Pour en savoir plus long ou pour obtenir des conseils au sujet de votre plan de retraite, composez le 1-888-293-5036 ou rendez vous au www.investorsgroup.com



DES SOLUTIONS À VOTRE MESURE.™

Les Services Investors Limitée
Cabinet de services financiers

- PLANIFICATION ET GESTION DE PORTEFEUILLE
- PRÊTS HYPOTHÉCAIRES
- PLANIFICATION DE LA RETRAITE
- ASSURANCES
- PLANIFICATION FISCALE
- GESTION DES LIQUIDITÉS
- PLANIFICATION SUCCESSORALE

Un investissement dans un fonds communs de placement peut donner lieu à des courtages, des commissions de suivi, des frais de gestion et autres frais. Veuillez lire le prospectus avant de faire un investissement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement dans l'avenir.

^{MC} Marque de commerce propriété du Groupe Investors Inc. avec usage sous licence pour ses sociétés affiliées.

*Service de courtage offerts par l'entremise de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

La loi 101 à l'heure du Net

De nombreux articles devraient être réécrits au regard des nouvelles technologies

FRANÇOIS BERGER

De nombreux articles de la Charte de la langue française, ou Loi 101, devront être modifiés afin de tenir compte de la nouvelle réalité de l'Internet et des technologies informatiques, ont estimé hier des représentants de l'Office de la langue française (OLF) dans un mémoire remis à la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir du français au Québec.

Les états généraux sur la langue française, mis sur pied en juin dernier, se sont penchés exclusivement, hier à Montréal, sur les effets linguistiques des nouvelles technologies de l'information et des communications. La place du français dans ces technologies, et dans le réseau Internet en particulier, y a été décrite autant par des fonctionnaires que par des chercheurs universitaires et des spécialistes du secteur privé.

Dans leur présentation, les porte-parole de l'OLF ont relevé une situation plutôt encourageante de l'usage général du français dans les technologies de l'information, mais ils ont, du même souffle, identifié des lacunes rendant « vieillots » de nombreux articles de la loi 101 qui devraient être réécrits dans le langage renouvelé de ces technologies. La loi, d'abord adoptée en 1977 et amendée à quelques reprises, ne fait aucune référence, par exemple, aux termes Internet, Web ou commerce électronique.

Actuellement, l'application de la loi à ces nouvelles réalités se fait « par extension » des concepts exposés dans la législation, tandis

qu'il faudrait des articles plus explicites, considère Lise Filion, conseillère de l'OLF.

Le rajeunissement de la loi, en particulier ses articles 51 à 70 qui régissent l'usage de la langue dans les affaires et le commerce, va faire l'objet de recommandations, au printemps, à la ministre Louise Beaudoin, responsable de la Charte de la langue française, a indiqué hier Laurent Bélisle, chef du service de la francisation des entreprises et des technologies de l'information à l'OLF. Il n'a pas précisé la nature exacte des changements proposés.

L'organisme de surveillance de la langue va aussi suggérer un « enrichissement » de l'article 141 sur le français en milieu de travail. En ce moment, le « principe du libre choix » de la langue de travail et l'offre de logiciels multilingues ont des effets « laxistes », dit le mémoire de l'OLF, sur l'utilisation de logiciels en version française. L'Office estime que moins de la moitié des logiciels existants en langue française se retrouvent, au bout du compte, dans l'ordinateur des employés, au Québec, autant parce que les distributeurs négligent leur mise en marché que parce que certains travailleurs préfèrent les versions anglaises auxquelles ils ont été habitués pendant leur formation.

L'OLF a souligné, hier, que la Charte « règle en une seule ligne » toute la question relative aux tech-

nologies de l'information au travail, tandis qu'elle met « pas moins de 12 articles » pour traiter de la langue d'enseignement. Bref, l'Office considère que la loi 101 n'est pas à « l'heure Internet ».

L'organisme proposera également au gouvernement d'introduire dans la loi des règles régissant l'usage du français dans les technologies de l'information utilisées par l'administration publique, plutôt que de laisser cette dernière à l'autodiscipline par la voie de simples politiques ou directives administratives. L'Office veut aussi créer des obligations d'usage du français dans l'utilisation des nouvelles technologies par les cégeps et les universités, où existe actuellement une totale liberté de choix des logiciels.

L'introduction, dans la loi, de nouvelles références concernant Internet pourrait aussi simplifier la vie à l'Office ainsi qu'à la Commission de protection de la langue française, qui reçoit les plaintes au sujet de l'usage ou du non-usage du français dans l'affichage et le commerce. Quelques sites Web commerciaux québécois, diffusant uniquement en anglais, ont été obligés, depuis 1998, de mettre en ligne une version française, en vertu d'un article régissant la langue de la publicité. Mais il suffirait d'une contestation juridique de cet article pour que son application à l'Internet devienne problématique, craint l'OLF.

L'Office estime que moins de la moitié des logiciels existants en langue française se retrouvent, au bout du compte, dans l'ordinateur des employés, au Québec.

Internet: une nouvelle langue est née

FRANÇOIS BERGER

UNE NOUVELLE langue est née sur le réseau Internet, selon des chercheurs universitaires québécois qui ont étudié, entre 1997 et 2000, le comportement d'élèves du secondaire face à ce nouveau média.

Le clavardage (bavardage au clavier ou « chat » en anglais) a permis aux jeunes de 12 à 17 ans d'inventer un langage nouveau, une « langue particulière » qui constitue un genre en soi et un système complet, ont constaté les chercheurs Jacques Piette et Christian-Marie Pons, de l'Université de Sherbrooke, ainsi que le chercheur Luc Giroux, de l'Université de Montréal.

Une fascination pour les linguistes

Dans leur présentation faite hier à Montréal, aux états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec, les chercheurs ont qualifié de « fascinante pour les linguistes » cette nouvelle langue faite de raccourcis et de symboles (par exemple : mdr pour « mort de rire », en réaction à une farce racontée par un internaute; ou encore le symbole :-), pour signifier un sourire approuvateur ou amadouer un interlocuteur).

C'est une langue de « commodité », ajustée à la rapidité et à l'instantanéité du clavardage sur Internet, ont-ils souligné. Ce « français du Net » n'est, pour ses utilisateurs, qu'une « transcription, une transposition qui doit être rapide, commode et efficace », ont dit les chercheurs.

La « sténo du Net »

Il s'agit d'une sorte de « sténo du Net » que les jeunes ne confondent d'ailleurs pas avec le français écrit conventionnel ni avec la langue parlée. La langue du clavardage ne « pollue pas » la langue parlée ni la langue écrite, ont insisté les universitaires en soulignant que l'Internet permet d'autre part aux adolescents de lire beaucoup et de développer leur vocabulaire.

Selon leur étude, qui a porté sur des centaines d'élèves du secondaire à Montréal et à Sherbrooke, les adolescents ont déjà utilisé Internet dans leur quasi-totalité (à 99 %) et 80 % d'entre eux se déclarent des usagers réguliers. Ils fréquentent le Web en moyenne durant une heure chaque jour et considèrent d'abord Internet comme un instrument de divertissement.

Les parents exercent peu de contrôle sur la fréquentation du Web par leurs enfants, mais la grande majorité des adolescents font un usage « modéré et raisonnable » d'Internet, dit l'étude. Des études similaires menées en parallèle et avec les mêmes critères chez des adolescents en France, en Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne et au Portugal, auraient montré des résultats semblables à ceux du Québec, selon les chercheurs québécois.

Un autre chercheur, le professeur Jean-Paul Lachance, de l'Université du Québec à Montréal, a constaté lui aussi l'émergence d'une « nouvelle langue » dans les milieux de travail, au fur et à mesure du développement de l'Internet et des intranets (réseaux de communication électronique propres à chaque entreprise).

Retour de l'écrit

M. Lachance parle de « l'étonnant retour de l'écrit » grâce à l'Internet, où les textes sont largement plus nombreux que les images. Dans la messagerie électronique du monde des affaires, « l'oral devient écrit et, comme par un effet de retour, l'écrit se rapproche de l'oral », note le chercheur dans son mémoire aux états généraux sur la situation du français. Un phénomène qui place d'ailleurs certains travailleurs peu scolarisés dans une situation « d'analphabétisme fonctionnel », dit-il.

États généraux sur la situation et l'avenir du français : <http://www.etatsgeneraux.gouv.qc.ca>

Les étudiants de l'UdeM gèrent un programme de subvention Pepsi

MARC THIBODEAU

LA FÉDÉRATION des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) suscite des protestations en raison du programme de subvention qu'elle administre avec l'argent hérité de l'entente d'exclusivité conclue entre l'institution et Pepsi.

L'organisme chapeaute depuis deux ans « l'Acti-fonds Pepsi-FAECUM », qui dispose de 20 000 \$ pour financer les projets en tous genres pouvant émaner des associations étudiantes ou de simples étudiants.

Dans le plus récent numéro du *Quartier libre*, journal étudiant de l'UdeM, un lecteur outré par ce programme accuse dans une lettre ouverte la FAECUM d'être « au service de la multinationale ». Il demande combien la Fédération « s'est fait acheter pour offrir ses bonbons » et pour maintenir « un superbe silence » relativement au contrat liant l'UdeM et « Papa Pepsi ».

Le secrétaire général de la FAECUM, Patrick Lebel, écarte ces critiques du revers de la main. « La décision d'appuyer l'entente avec Pepsi a été largement appuyée par les associations étudiantes qui sont membres de notre organisme, à l'issue d'un processus de consultation mené en bonne et due forme », dit-il. M. Lebel précise que son organisme n'est pas tenu d'associer cet argent au fabricant de boissons gazeuses par les ententes conclues avec l'UdeM. « On le fait mécaniquement. Il faut être cohérent avec nous-mêmes. On a toujours eu des partenariats avec le privé, notamment avec Molson, et on va continuer d'en avoir », indique-t-il.

Le secrétaire général va même jusqu'à dire que les sommes reçues de Pepsi constitueront une ressource précieuse pour mener la lutte actuelle contre le gouvernement et le convaincre de ne pas imposer des ponctions de 400 millions au réseau de l'éducation.

En vertu de l'entente avec Pepsi, la Fédération reçoit chaque année une somme de 100 000 \$, qui bénéficie d'abord et avant tout aux cafés étudiants. L'argent distribué par l'Acti-fonds Pepsi-FAECUM est tiré des sommes restantes.

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR OU EN GRIS
AJUSTEMENT MANUEL DE LA HAUTEUR

PRIX SUGG. : 72\$
29⁹⁹*

AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
PRIX SUGG. : 114\$
39⁹⁹*

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, GRIS, VERT OU BOURGOGNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

PRIX SUGG. : 161\$
79⁹⁹*

PRIX SUGG. : 202\$
99⁹⁹*

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR

PRIX SUGG. : 179\$
59⁹⁹*

CHAISE OPÉRATEUR
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU, VERT, GRIS OU BOURGOGNE
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR

PRIX SUGG. : 248\$
129⁹⁹*

FAUTEUIL ERGONOMIQUE
DOSSIER MOYEN
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU OU GRIS
• AJUSTEMENT PNEUMATIQUE DE LA HAUTEUR
• BRAS AJUSTABLES EN HAUTEUR
• DOSSIER AJUSTABLE

PRIX SUGG. : 343\$
169⁹⁹*

FAUTEUIL ERGONOMIQUE
HAUT DOSSIER
DISPONIBLE EN NOIR, BLEU OU GRIS
• MÉCANISME MULTI-AJUSTABLE
• BRAS AJUSTABLES

PRIX SUGG. : 428\$
199⁹⁹*

PRIX SUGG. : 500\$
299⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE
FINI ÉRABLE NATUREL
• DIMENSIONS : 40" L X 16" P X 28" H

PRIX SUGG. : 113\$
59⁹⁹*

BUREAU ÉTUDIANT
FINI CHÊNE NATUREL
• 3 TIROIRS
• DIMENSIONS : 48" L X 20" P X 29" H

PRIX SUGG. : 148\$
89⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE
DISPONIBLE EN DESSUS NOIR ET CÔTÉ AULNE
• TIROIR CLAVIER 27"
• ESPACE POUR CPU
• ESPACE POUR 17" CD
• DIMENSIONS : 42" L X 20" P X 60" H

PRIX SUGG. : 228\$
119⁹⁹*

ARMOIRE INFORMATIQUE
FINI CHÊNE NATUREL
• DIMENSIONS : 40" L X 20" P X 55" H

PRIX SUGG. : 339\$
189⁹⁹*

POSTE INFORMATIQUE
FINI CERSIER ITALIEN ET NOIR
• DIMENSIONS : 60" L X 24" P X 54" H

PRIX SUGG. : 449\$
199⁹⁹*

FOURNITURES DE BUREAU
Denis

COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES • OUVERT 7 JOURS
MAGASINEZ EN LIGNE : www.denis.ca

NOUVEAU POINTE-CLAIRE 2355, RTE TRANSCANADIENNE (ANGLE DES SOURCES) (514) 428-8044
ANJOU LES GALERIES D'ANJOU (514) 351-1055
BROSSARD 7503, BOUL. TASCHEREAU O. (450) 656-4840
GATINEAU 120, BOUL. DE L'HÔPITAL (819) 561-5611
LAVAL 2990, BOUL. LE CORBUSIER (450) 687-8682

OTTAWA 850, INDUSTRIAL AVENUE (613) 739-8900
QUÉBEC 1415, BOUL. CHAREST O. (418) 682-3113
ST-JÉRÔME 291, DE VILLEMURE (450) 438-4111
TROIS-RIVIÈRES 2450, BOUL. DES RÉCOLLETS (819) 376-2538

LIVRAISON GRATUITE**
MÊME LE SAMEDI

9 MAGASINS ET SALLES DE MONTRE

OFFRE EN VIGUEUR JUSQU'AU 20 FÉVRIER 2001. CERTAINS ARTICLES PEUVENT ÊTRE LIMITÉS À UN PAR CLIENT ET/OU JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS. AUCUNE COMMANDE NE SERA DIFFÉRÉE. * ASSEMBLAGE REQUIS ** TERRITOIRES LIMITÉS

Deux délégués d'Ottawa auprès des autochtones

STEPHEN THORNE
Presse Canadienne

OTTAWA — Le ministre fédéral des Pêches et Océans, Herb Dhaliwal, et le ministre des Affaires indiennes, Robert Nault, ont annoncé hier le lancement de la stratégie fédérale à long terme faisant suite à l'arrêt Marshall rendu par la Cour suprême en 1999, et la mise en oeuvre des traités signés avec les communautés micmaques et malécites.

Les deux ministres ont également dévoilé le nom des négociateurs chargés de représenter le gouvernement fédéral auprès des bandes autochtones (ils espèrent qu'il y en aura 34). Ils ont cependant refusé de divulguer les budgets prévus à cette fin. Selon certaines sources, une somme pouvant atteindre 500 millions \$ aurait été autorisée pour la pêche autochtone et pour apporter des améliorations aux réserves.

Les deux négociateurs sont Thomas Molloy et James MacKenzie. M^e Molloy examinera les questions

des droits ancestraux et des droits issus de traités concernant les terres et droits de propriété, ainsi que les ressources et l'autonomie administrative. M. MacKenzie représentera le gouvernement dans les négociations de pêche et sera autorisé à signer des ententes de un à trois ans.

Matthew Coon Come, chef de l'Assemblée des premières nations, s'est refusé à tout commentaire à la suite de sa rencontre de deux heures avec M. Nault. Les deux hommes ont convenu de se rencontrer chaque mois pour discuter de questions autochtones et donner suite aux promesses contenues dans le discours du trône.

Les accords provisoires conclus l'an dernier prennent fin en mars. Ces ententes, qui prévoient fournir une formation, des équipements et des permis aux bandes autochtones, ont coûté 160 millions au gouvernement.

Les bandes de Burnt Church, au Nouveau-Brunswick, et d'Indian Brook, en Nouvelle-Écosse, ont refusé de signer ces accords, alléguant qu'ils desservaient les droits ancestraux autochtones.

À Burnt Church, où ont eu lieu de violents affrontements entre les représentants fédéraux et les pêcheurs autochtones, un membre du conseil de bande, Brian Bartibogue, doute que son groupe participe au processus de négociation.

Quant au chef de la bande d'Indian Brook, Reg Maloney, il se montre peu enthousiaste et dit qu'il devra d'abord en discuter avec les chefs et la communauté.

Denny Morrow, porte-parole de l'Alliance de l'industrie de la pêche dans l'Atlantique — une organisation non autochtone —, estime que jusqu'à 20 % de la pêche sur la côte Est pourrait être transférée aux autochtones dans le cadre des accords pluriannuels.

L'alliance croit que le gouvernement fédéral garde en réserve environ 430 millions pour acheter des permis et subventionner les autochtones. Le jugement de la Cour suprême n'a jamais prévu un tel transfert, dit M. Morrow, précisant que les accords de l'an dernier ont déjà fait bondir le prix des permis de pêche et causent de l'incertitude dans l'industrie.



Photo CP

Matthew Coon Come, chef de l'Assemblée des premières nations, à l'issue de sa rencontre avec le ministre Robert Nault, au bureau des Affaires indiennes, à Hull hier.

Le gouverneur du Massachusetts pourrait être nommé ambassadeur au Canada

Associated Press

WASHINGTON — Le gouverneur du Massachusetts, Paul Cellucci, a été pressenti par le président américain George Bush pour occuper le poste d'ambassadeur au Canada, ont fait savoir hier des responsables de l'administration américaine, selon lesquels sa candidature doit encore faire l'objet d'un ultime examen.

Les dirigeants du Sénat américain et le gouvernement canadien se penchent actuellement sur la candidature de M. Cellucci, dont les antécédents sont également vérifiés. Si le gouverneur franchit avec succès ces étapes, M. Bush compte aller de l'avant avec sa nomination, ont indiqué ces responsables sous le couvert de l'anonymat.

Si jamais M. Cellucci devenait ambassadeur à Ottawa, Jane Swift, lieutenant-gouverneur en ceinture de jumeaux, lui succéderait

à Boston, du moins d'ici aux prochaines élections, prévues en 2002.

Paul Cellucci a été l'un des premiers gouverneurs républicains à encourager les ambitions présidentielles de George W. Bush, et il a contribué à ce que dernier obtienne le soutien de la majeure partie des gouverneurs américains. Il s'est également révélé un allié clé lors de la primaire républicaine du New Hampshire, perdue par M. Bush aux mains du sénateur John McCain.

M. Cellucci a été pressenti par l'équipe Bush au sujet d'un éventuel poste au sein du cabinet. Il se serait toutefois montré peu enthousiaste.

À titre de gouverneur du Massachusetts, M. Cellucci a à maintes reprises travaillé de concert avec les dirigeants du gouvernement canadien, traitant avec eux de questions telles que l'énergie, la pêche et les échanges commerciaux.

FABRICANT / INSTALLATEUR • UNE ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS PLUS DE 30 ANS

Fibro

25 ans DE GARANTIE

Piscines monocoques en fibre de verre

Venez rencontrer nos conseillers dans l'une des plus belles salles de montre en Amérique du Nord dans une ambiance de détente.

Nous avons aussi un grand choix de piscines de petites dimensions pour les espaces restreints.

PISCINE à partir de 7500⁰⁰\$ (93⁰⁰/mois)

PISCINE AVEC SPA INTÉGRÉ

SPA DIRECTEMENT DU MANUFACTURIER

Chaise longue thérapeutique incorporée à la piscine.

CARACTÉRISTIQUES

- Bancs moulés à l'intérieur.
- Tourbillon inclus
- Isolation avec mousse polyuréthane
- Eau plus chaude de 8 à 10 degrés.
- Marche de sécurité tout le tour de la piscine.
- Économie de produits chimiques
- Installation en une journée.
- Aucun sous-traitant
- Plan d'aménagement personnalisé gratuit
- Ouvert 7 jours

PISCINE Fibro CANADA LTÉE

(450) 622-2664
(450) 628-0088

1456, rue de Jaffa, Fabreville, Laval
(sortie 16, Autoroute des Laurentides)

VEZ VOIR NOS PROMOTIONS
www.fibro.ca

JOURNÉE PORTES OUVERTES À L'ÉTS

Vendredi 16 février 2001
de 10h à 20h

Visites guidées

Démonstrations animées dans les laboratoires
Stands d'information et démonstrations de projets étudiants

L'ÉTS offre

- des baccalauréats en génie pour les titulaires d'un D.E.C. technique* incluant trois stages rémunérés en entreprise
- des maîtrises et doctorat intégrant un projet orienté vers le transfert technologique en entreprise

*techniques physiques ou informatique

École de technologie supérieure
1100, rue Notre-Dame Ouest (angle Peel)
Montréal (métro Bonaventure)
Renseignements : (514) 396-8800
www.etsml.ca

Université du Québec
École de technologie supérieure

Halifax 79\$⁺ Ottawa 45\$

(en dollars canadiens s'il vous plaît !)

Les prix garantis de Royal

Maintenant et pour une durée limitée, Royal offre des tarifs garantis sur tous ses sièges en classe économique en direction d'Ottawa ou Halifax, sur les vols sans arrêt. Aucune condition, aucune restriction et c'est sérieux! Il suffit de vous envoler avant le 30 avril 2001.



Réservez en ligne avec royal.ca ou composez le 1.888.828.9797.

Vous pouvez aussi contacter votre agent de voyages.

Aéropian^{MD}
Maintenant partenaire du programme **Aéropian**.

Tous les vols sont du lun. au ven. Les prix mentionnés étaient les plus bas au moment de l'impression, indiquent des tarifs aller simple et s'appliquent sur certains vols. 1Ce prix s'applique uniquement sur les vols sans arrêt. Taxes, NAV Canada et surcharge de carburant en sus. Aucune réservation d'avance ou séjour minimum requis. Les réservations peuvent être modifiées moyennant une surcharge mais ne sont pas remboursables. ^{MD}Aéropian est une marque déposée d'Air Canada. Les membres **Aéropian** peuvent accumuler 50 % des milles réels parcourus sur les vols réguliers de Royal à l'intérieur du Canada (minimum de 250 milles) et 100% des milles réels parcourus entre le Canada et la Floride ou l'Hawaï (minimum de 500 milles). Les vols notifiés et les vols réguliers effectués entre le Canada et l'Europe ne sont pas admissibles pour l'accumulation de milles ni pour les primes-voyages. D'autres conditions s'appliquent.

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

10 février 2001

Page A10 manquante



Photo Presse Canadienne
Hier midi, à Ottawa, Brian Evans, le vétérinaire en chef du Canada, a rappelé que l'embargo sur le boeuf brésilien était une mesure temporaire de précaution.

Nerf de boeuf

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le ministre de l'Agriculture, Lyle Vancilief, est catégorique : l'embargo décrété le 3 février contre les importations de boeuf brésilien au Canada n'a rien à voir avec une guerre commerciale. « Il a tout à voir avec la sécurité de la chaîne alimentaire canadienne et les aliments importés au Canada », a-t-il assuré hier aux Communes.

Les déclarations de deux scientifiques de Santé Canada, publiées le matin même dans un quotidien anglophone, avaient semé l'émoi hier dans les rangs de l'opposition. Les deux scientifiques — dont Margaret Haydon, de Santé Canada, la seule à s'identifier — avaient affirmé que les craintes soulevées par Ottawa autour d'une possible contamination par la maladie de la vache folle des importations de boeuf brésilien n'étaient qu'une « ruse » politique afin d'exercer des représailles commerciales contre le Brésil. Selon eux, aucune preuve scientifique ne permettait de suspendre l'importation de ces produits animaux en provenance du Brésil.

Cette sortie confortait les déclarations du président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, qui menace de déclencher une guerre commerciale tous azimuts contre le Canada si les mesures d'interdiction ne sont pas levées d'ici trois semaines. Plusieurs Brésiliens établissent un lien entre cette affaire et le différend qui oppose l'avionneur montréalais Bombardier et son rival brésilien Embraer. Des dépêches rapportent que le Canada est pris à partie dans les restaurants des grandes villes brésiliennes où l'on refuse de vendre désormais des aliments canadiens.

Une conférence de presse a aussitôt été convoquée hier midi à Ottawa par l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et Santé Canada. Le docteur Brian Evans, le vétérinaire en chef du Canada, a qualifié « d'extrêmement irresponsables » les déclarations publiées la journée même dans le quotidien anglophone. De plus, le docteur Diane Kirkpatrick, de Santé Canada, a affirmé que le docteur Margaret Haydon était un vétérinaire de Santé Canada qui travaillait dans le département des médicaments vétérinaires, qu'elle n'avait pas été impliquée dans le dossier de la vache folle et que ses commentaires devaient être considérés dans ce contexte.

« Nous avons indiqué la semaine dernière, a expliqué le docteur Evans, que la mesure de suspension avait été prise en s'appuyant sur le rapport de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (OAA) de l'ONU du 25 janvier 2001 qui affirmait qu'il existait une probabilité réelle que la maladie de la vache folle ait déjà dépassé les frontières de l'Europe. De plus, cela a été suivi par l'annonce au Brésil de la confirmation d'importations d'animaux vivants de pays européens. »

« Cela nous a beaucoup inquiétés, poursuit le docteur Evans. Nous avons dit à ce moment-là, et je le répète, que nous n'avons aucune preuve qui suggère que la maladie de la vache folle soit présente au Brésil. Il s'agissait de mesures temporaires de précaution. Il s'agissait d'être prudents et responsables, de façon à compléter les analyses. »

Le ministre de la Santé, Allan Rock, a plus tard confirmé ce point de vue, affirmant que Santé Canada appuyait la décision prise par l'ACIA. « Nous avons eu des informations à l'effet que le Brésil importait de pays européens contaminés par la vache folle des produits bovins. Nous avons demandé aux Brésiliens des clarifications et nous ne les avons pas eues. Tant qu'on ne sera pas rassuré par les Brésiliens, nous continuerons d'interdire ces importations. »

Selon les deux scientifiques canadiens qui ont mis en doute la sincérité du gouvernement dans cette affaire, la décision d'imposer un embargo au Brésil aurait été prise par des dirigeants de l'ACIA sans consultation avec les experts scientifiques de l'agence. Le docteur Evans a démenti cette information, affirmant que la décision finale de l'interdiction était de son entière responsabilité. « J'ai pris cette décision, a-t-il dit, à la lumière des informations reçues entre le 25 janvier et le 31 janvier. » Le médecin a simplement par la suite avisé le ministre responsable de sa décision.

Le docteur Evans a de plus souligné hier que le Brésil faisait preuve d'une bonne collaboration pour tenter d'identifier l'origine des animaux de France et d'Allemagne qu'ils ont utilisés dans les années 90. « Ce travail n'est pas complété », a-t-il ajouté. « Nous travaillons également à la question centrale qui nous permettra d'aller de l'avant dans ce dossier, c'est-à-dire la question de savoir quels seront les règles et les programmes de contrôle que le Brésil entend mettre en place à l'avenir pour empêcher que les animaux importés d'Europe n'entrent pas dans la chaîne alimentaire, lorsque ceux-ci, bien sûr, auront été localisés au Brésil. »

Le Canada a annoncé qu'il mènera une mission technique commune avec le Mexique et les États-Unis au Brésil dès le début de la semaine prochaine pour compléter l'évaluation de l'information déjà reçue.

RELATIONS BRÉSIL/CANADA

La guerre des vaches

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

La guerre commerciale entre le Canada et le Brésil, au sujet de l'interdiction d'importer du boeuf brésilien, est montée d'un cran, moins à cause des menaces de représailles du gouvernement de Brasília que des signes de plus en plus manifestes qu'Ottawa a agi à la légère.

À un peu plus de deux mois de la tenue du Sommet des Amériques à Québec, cette mésentente est très préoccupante. Un sommet, qui réunit 34 pays, n'est généralement pas une occasion pour faire des discussions approfondies et conclure de nouveaux accords. Presque tout le travail se fait auparavant, pour que les participants soient sûrs de pouvoir rentrer chez eux avec des résultats convaincants.

Or, le Canada, qui organise le sommet et qui exerce la présidence de l'Organisation des États américains (OEA), joue forcément un rôle central dans ce processus. Il faut se demander s'il en est capable, compte tenu du différend au sujet des avions de Bombardier et d'Embraer et de

cette bévue au sujet de la vache folle. Le Brésil est le deuxième pays des Amériques, par sa population et par son produit intérieur brut. Il est conscient de son rôle dominant en Amérique du Sud et tient à l'affirmer au cours des négociations d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Il veut notamment que le Mercosur, le marché commun qui comprend aussi l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, soit mieux intégré pour pouvoir négocier solidairement en bloc.

Or, le Mercosur éprouve des difficultés à faire son unité et le Brésil voudrait, par conséquent, que les négociations de la ZLEA dure, comme prévu, jusqu'en 2005. Plusieurs pays, dont le Chili, voudraient accélérer le processus pour qu'un accord puisse être signé en 2003, mais ni les États-Unis ni le Canada ne se sont encore prononcés à ce sujet.

On voit mal comment le Canada pourrait jouer son rôle présidentiel dans cette question, tant que dure sa mauvaise querelle avec le Brésil. Et il serait très regrettable que la première fois que le Canada joue un rôle de premier plan dans l'OEA,

son sommet soit bâclé ou se termine en queue de poisson.

Le Brésil n'est pas sur le point de se montrer conciliant à l'égard du Canada, maintenant que des scientifiques canadiens ont accusé le gouvernement

Le Brésil n'est pas sur le point de se montrer conciliant.

d'avoir fait une mise en scène et rusé pour essayer d'aider Bombardier, comme le rapportait hier *The Globe and Mail*. En effet, on peut regretter que le Brésil ne se soit jamais empressé de négocier de façon constructive avec le Canada, après les nombreuses déci-

sions de l'Organisation mondiale du commerce. Mais un affront aux éleveurs brésiliens, un des segments les plus soupe au lait et les plus politisés de la population, c'est courir au désastre.

Au cours d'un entretien télévisé, le président brésilien, Fernando Henrique Cardoso, a donné trois semaines au Canada pour régler le problème. À l'approche d'un sommet, qui pourrait être houleux, il n'y a pas une minute à perdre.

IL FAUT ÊTRE PRÉSENT LE 15 FÉVRIER POUR S'INFORMER. LE SEREZ-VOUS?



Assistez à la *Soirée demande d'admission express* de l'UQAM, ce jeudi 15 février, entre 16 h et 20 h, sur la Grande Place du pavillon Judith-Jasmin, pour vous renseigner sur tous nos programmes, ainsi que sur les conditions d'admission et l'aide financière. Vous pourrez également remplir une demande d'admission sur place !

Dans le cadre du *Forum des études de cycles supérieurs*, qui a lieu à l'UQAM cette semaine, vous aurez également la chance d'obtenir tous les renseignements sur les programmes de 2^e et 3^e cycles.

Notez que la *Soirée de demande d'admission express* se déroule au même moment dans tous les Centres d'études universitaires de l'UQAM situés en région. Pour obtenir les adresses, visitez notre site www.uqam.ca.

Soirée demande d'admission express

Le jeudi 15 février, de 16 h à 20 h
Grande Place du pavillon Judith-Jasmin
405, rue Sainte-Catherine Est
Métro Berri-UQAM
(514) 987-3132

Il faut être présent le 15 février pour s'informer. Nous le serons.

UQAM
www.uqam.ca

600 entrepreneurs débarquent à Pékin



LA PRESSE
EN CHINE

VINCENT MARISSAL

PÉKIN — Équipe Canada a pris du plomb dans l'aile ces dernières années avec les annulations en Russie et en Australie et une récolte décevante en Amérique latine, mais la formule redémarre de façon spectaculaire aujourd'hui avec le débarquement de plus de 600 entrepreneurs canadiens à Pékin.

Le Boeing 747 d'Équipe Canada transportant le premier ministre Jean Chrétien, les premiers ministres provinciaux et environ 300 gens d'affaires s'est posé en fin d'après-midi (à l'aurore à l'heure de Montréal) dans la capitale chinoise, point de départ d'une mission de neuf jours qui passera aussi par Shanghai et Hong Kong.

Quelque 300 autres entrepreneurs sont déjà arrivés en Chine ou se grefferont à la caravane en cours de route, ce qui fait grimper à plus de 600 le nombre de participants du milieu des affaires, sans compter les nombreuses délégations politiques. Équipe Canada 2001 est sans contredit la plus importante mission commerciale jamais entreprise par le Canada.

La formule Équipe Canada, qui a été mise à l'essai la première fois en Chine en 1994 avec Jean Chrétien, reprend son souffle après un certain ralentissement. Trop difficile à organiser, disaient les uns, trop lourd, trop lent, ajoutaient les autres. Les gens d'affaires ont aussi critiqué la trop grande place faite aux politiciens, les mondanités qui n'en finissent plus et les incontournables séances de photos avec les premiers ministres lors de la signature des contrats.

Après l'annulation de la tournée en Russie à cause de la crise économique, l'abandon de la portion australienne faute d'intérêt des gens d'affaires canadiens pour le pays des kangourous et des résultats mitigés en Amérique latine, plusieurs ont prédit la mort d'Équipe Canada.

« La réponse des entrepreneurs à notre invitation en Chine démontre le grand intérêt pour ce pays et pour Équipe Canada », a indiqué plus tôt cette semaine un responsable de la mission commerciale.

Le succès de la formule, selon les entrepreneurs qui connaissent bien



À l'instar de ses soldats appelés à dégager les rues de Pékin, en janvier dernier, la délégation canadienne débarquée à Pékin hier espère bien débayer le terrain en vue d'obtenir des contrats des Chinois.

la Chine, s'explique d'abord par des raisons culturelles et politiques.

« En Chine, c'est le gouvernement qui décide tout et le protocole est tellement important, explique Jean-Pierre Sauriol, de la firme d'ingénierie Dessau-Soprin, de Laval. C'est pour ça que c'est aussi important de faire des missions comme celle là avec les premiers ministres. Ça ouvre des portes. »

Même les grandes entreprises qui sont déjà en Chine depuis longtemps et qui investissent énormément dans le développement de nouveaux marchés à long terme bénéficient de la visibilité d'une telle délégation commerciale.

« C'est très utile, affirme Michael Novack, président de SNC-Lavalin International, c'est une question de confiance pour les Chinois qui sont très impressionnés de voir les entrepreneurs avec les dirigeants du Canada. »

D'autres habitués des dernières missions d'Équipe Canada, par contre, se sont lassés de la formule et soutiennent qu'il est plus rapide et plus efficace des mener ses affaires seul.

« Il y a beaucoup de temps perdu dans ces missions, dit un entrepreneur montréalais qui ne souhaite pas être identifié. Un dîner officiel ici, une réception là, une

séance de photos avec le premier ministre, ensuite, il faut attendre dans l'avion que les premiers ministres arrivent... Finalement, on sert souvent de figurants pour les séances de photos des politiciens. »

Prudents, les dirigeants d'Équipe Canada et l'entourage du premier ministre ne fixent pas d'objectif en matière de contrats signés ou de retombées économiques pour les entreprises canadiennes.

On veut éviter les déceptions et les querelles de chiffres, comme ce fut le cas en 1998 à la fin d'Équipe Canada en Amérique latine.

« Il ne faut pas limiter l'évaluation d'Équipe Canada seulement en termes de contrats signés et de dollars, insiste Pierre Pettigrew, le ministre du Commerce international. Il faut aussi considérer le nombre d'ententes signées pour les prochaines années, les alliances entre les entrepreneurs canadiens et chinois, mais aussi les contacts entre les entrepreneurs canadiens eux-mêmes qui se côtoient pendant 10 jours dans le même avion. Cet aspect seulement donne lieu à des retombées importantes que l'on ne peut quantifier à la fin d'une mission d'Équipe Canada. »

Le secret des contrats est bien gardé, mais on s'attend à de nouvelles percées des géants SNC-Lavalin et Bombardier, qui offrira une

visite de ses installations de Shanghai à la délégation canadienne.

Entre 60 et 70 % des entreprises de la mission sont des PME, ce qui n'était pas le cas en 1994, précisent les responsables d'Équipe Canada. De plus, une quinzaine d'universités canadiennes sont du voyage, dont McGill et Sherbrooke, ce qui démontre l'importance accordée au volet culturel de la mission.

Politique et tourisme

Outre le volet commercial et la signature dans les trois villes de contrats et d'ententes de principe, la mission comporte un important segment politique et, dépaysement oblige, un peu de tourisme.

M. Chrétien et ses homologues provinciaux rencontreront le président chinois, Zhang Zemin, le premier ministre, Zhu Rongji, le président de l'Assemblée nationale, Li Peng, le gouverneur Cheng Andong de la province de Shaanxi et le chef de l'exécutif de la Zone administrative spéciale de Hong Kong, Tung Chee Hwa.

Et même à des milliers de kilomètres du Canada, Jean Chrétien pourra discuter de politique intérieure canadienne. Les premiers ministres et leur conjointes feront en effet une croisière sur la rivière Huangpu à bord d'un bateau au nom évocateur de *New Friendship*.



M^{me} Jin Yu Li, l'épouse d'un militant du Falun Gong emprisonné en Chine.

Ce sera l'occasion pour MM. Chrétien et Bouchard d'échanger (ou de croiser le fer) une dernière fois avant la retraite du premier ministre du Québec.

Comme l'ont rappelé les nombreux groupes de défense des droits de la personne cette semaine à Ottawa, le premier ministre Chrétien ne pourra éviter cette délicate question en Chine.

Les collaborateurs de Jean Chrétien affirment qu'il abordera franchement la question lors de ses rencontres avec les dirigeants chinois ainsi que dans un important discours, mercredi, à la East China University of Politics and Law.

« C'est fondamental dans nos relations avec la Chine, affirme un conseiller du premier ministre. On s'inquiète de certains phénomènes dans le domaine de la gouvernance et le premier ministre abordera ces questions.

Le premier ministre, ajoute-t-il, poursuivra aussi les efforts entrepris par le Canada pour engager un dialogue entre le dalaï-lama et les autorités chinoises pour trouver un terrain d'entente sur le Tibet.

Les récents déboires d'un Canadien d'origine chinoise emprisonné en Chine à cause de son appartenance au mouvement Falun Gong ont provoqué un tollé des organismes non gouvernementaux et des députés fédéraux de tous les partis.

Selon l'organisme Human Rights Watch, plus de 37 000 adeptes du mouvement ont été emprisonnés depuis 1999, l'année où la Chine a interdit Falun Gong.

L'an dernier, 16 800 étudiants ont choisi Concordia

Un choix déterminant

Choisir votre université est une décision déterminante pour votre avenir. D'où l'importance d'être accepté à l'université de votre choix, une université qui vous propose le programme le plus susceptible de vous mener à la réussite, quelle que soit votre définition du succès.

Un choix évident

Choisir Concordia pour la variété de ses programmes, cela va s'en dire! Avec 230 programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles ou de certificats dans des domaines aussi diversifiés que l'administration, les arts et les sciences, l'informatique, le génie et les beaux-arts, l'Université Concordia jouit d'une excellente réputation, au pays comme à l'étranger, qui ne peut que vous conforter dans votre décision.

Le choix de Concordia

Les étudiants choisissent Concordia parce qu'ils savent qu'« on les prépare pour le monde ». Ils viennent aussi pour son ambiance chaleureuse et la grande disponibilité de ses professeurs.

Avec des étudiants d'horizons multiples, Concordia est unique en son genre et vous promet des études inoubliables.

À vous de choisir

Ensemble, évaluons vos choix et préparons votre succès dès aujourd'hui.

Pour plus de renseignements, appelez le **(514) 848-2668** ou consultez notre site Internet : **www.concordia.ca**



UNIVERSITÉ
Concordia

1455, boul. de Maisonneuve O., Montréal (Québec) H3G 1M8 • Tél. : (514) 848-2668 • Téléc. : (514) 848-2621 • Site Internet : www.concordia.ca

| ARMÉE CANADIENNE |

Le trop grand nombre de missions affaiblit le niveau d'entraînement

ANDRÉ DUCHESNE

SAINTE-FOY — L'accroissement du nombre de missions de paix effectuées par les soldats canadiens à l'étranger a un effet insidieux sur le niveau et la qualité d'entraînement des troupes. Résultat, les militaires sont moins bien préparés pour affronter le stress sur le théâtre des opérations.

C'est du moins l'avis du major Daniel Massé de la base de Valcartier, qui plaide en faveur d'un retour aux entraînements traditionnels destinés à préparer les soldats à une situation de guerre extrême.

« Autrefois, les entraînements à la guerre extrême étaient nombreux, mais ils ont été réduits en raison de nos déploiements comme gardiens de la paix de l'ONU. Or, le rôle des soldats n'y est pas du tout le même. Ils vont faire par exemple de l'observation et n'assureront une protection (armée) qu'en cas d'agression contre eux-mêmes », expliquait-il jeudi en marge d'une conférence sur la santé mentale dans les Forces armées tenue à Sainte-Foy.

Par entraînement traditionnel ou extrême,

on entend l'habileté du soldat à fonctionner dans un contexte de guerre absolue, incluant celle de tuer un ennemi. Les fantassins sont exposés à tous les éléments d'une guerre comme celui d'être soumis à des tirs réels, dans un périmètre de sécurité, il va sans dire.

Ce manque d'entraînement empêche les individus d'être confrontés à leurs limites physiques et psychologiques et d'évaluer leurs capacités à gérer le stress, poursuit le major Massé. « On forme les soldats juste assez pour les préparer à des missions mais pas suffisamment à affronter les coups durs », déplore-t-il.

Selon le lieutenant-commandeur Sylvain Landry, psychiatre et directeur du Centre de soutien pour trauma et stress opérationnels (CSTSO) de la base de Valcartier, l'entraînement à la guerre ultime constitue une forme de désensibilisation au stress. « C'est de la prévention secondaire », soutient-il.

Au cours des dernières années, les soldats canadiens ont été déployés dans des zones de conflits où les éléments de stress étaient nombreux, à commencer par les massacres perpétrés entre belligérants et impliquant des civils sans que les militaires puissent in-

tervenir en raison de leur mandat. La conception de MM. Massé et Landry ne fait pas l'unanimité au sein de l'armée.

Ainsi, le général Pierre Boutet, officier de liaison de la Défense nationale, estime plutôt qu'«il faut entraîner les militaires différemment, voire les surentraîner en vue de leurs missions et de leurs nouvelles responsabilités ».

Ce dernier reconnaît qu'il existe toujours des affrontements entre vieille et nouvelle mentalités à ce sujet. « Mais on a augmenté de façon significative les entraînements spéciaux, dans le respect des règles d'engagement de l'ONU. » Ces règles déterminent quand les soldats peuvent engager le combat.

Officiers et stress

Comme les simples soldats, les officiers sont également soumis à un stress énorme lorsqu'ils sont déployés dans des conditions difficiles. Si plusieurs souffrent de troubles psychologiques, ils sont peu enclins à faire appel à de l'aide, croit le major Massé, afin de ne pas affecter le moral des troupes.

Il en sait quelque chose, car son déploie-

ment en Croatie en 1993 l'a finalement amené à consulter... en 1999. « J'étais alors commandant d'infanterie et il n'était pas question d'ébranler la confiance de mes hommes, raconte-t-il. J'ai canalisé mon stress dans d'autres activités. »

En raison d'une vieille mentalité macho, plusieurs officiers ayant besoin d'aide préfèrent se taire et restent à leur poste, car l'armée est petite et les chances de retrouver un rang chèrement gagné sont minces. Ils vont plutôt attendre le moment où ils n'ont plus d'hommes sous leurs ordres pour consulter un professionnel.

Une participante, major et médecin dans les Forces, a fait remarquer qu'avec un tel comportement face à eux-mêmes, ces officiers ne seront pas les mieux placés pour encourager leurs hommes à chercher de l'aide s'ils éprouvent des problèmes de santé mentale.

Quant au général Boutet, il ne voit pas pourquoi un militaire souffrirait en silence, quel que soit son mal. « Si on se fait soigner pour une jambe cassée, je ne vois pas la différence avec une situation où il y a quelque chose de brisé entre les deux oreilles. »



Au cours des dernières années, les soldats canadiens ont été déployés dans des zones de conflits, comme la Bosnie, où les éléments de stress étaient nombreux, à commencer par les massacres perpétrés entre belligérants et impliquant des civils sans que les militaires puissent intervenir en raison de leur mandat.

Photothèque PC

Santé mentale: les réservistes, le talon d'Achille de l'armée

ANDRÉ DUCHESNE

SAINTE-FOY — Le manque de ressources en santé mentale pour le personnel régulier de l'armée canadienne est encore plus criant pour les réservistes, et la Défense nationale devra s'engager à fond pour rajuster le tir, a plaidé hier le lieutenant-général à la retraite Roméo Dallaire.

« Il y a presque 5000 réservistes au pays et ils ne reçoivent presque rien. Pourtant, ceux qui éprouvent des problèmes psychologiques sont des blessés de guerre au même titre que les autres. Ce ne sont pas des *trucks*, ce sont des humains », a-t-il mentionné hier au cours d'une rencontre sur la santé mentale dans les Forces, à Sainte-Foy.

Un des plus gros problèmes des réservistes est l'isolement. Une fois leur mission à l'étranger terminée, ils retournent chez eux sans autre formalité. « Ils n'ont pas de ressources, de points de contact et le support du groupe comme c'est le cas des soldats de la régulière », observe le psychiatre Sylvain Landry, directeur du Centre de soutien pour trauma et stress opérationnels (CSTSO) de Valcartier.

Le général Dallaire estime que les procédures administratives pour assurer des soins aux réservistes sont loin d'être claires à l'heure actuelle. Il a invité les participants à poursuivre leurs efforts afin de convaincre les officiers à agir.

Les jeunes officiers et, en bonne partie, les généraux, sont ouverts aux changements affirme le D^r Landry et le général Dallaire. C'est au niveau des officiers intermédiaires qu'il y a encore de la résistance.

À la retraite depuis avril 2000, le général Dallaire continue à travailler pour apporter des changements dans l'armée afin d'adapter celle-ci aux nouvelles réalités. Une de ses tâches consiste à sensibiliser les spécialistes civils en santé mentale à apporter leur soutien aux membres des Forces. « Même s'ils sont débordés, j'essaie de les convaincre de nous

aider à combler nos besoins », a-t-il confié à *La Presse*.

M. Dallaire, qui a ouvertement avoué avoir de graves problèmes psychologiques à la suite de sa mission au Rwanda en 1994 est considéré comme un héros et un précurseur chez les personnes qui s'occupent des militaires vivant des problèmes liés au stress. Hier, on l'a présenté comme « la bougie d'alumage » des changements qui s'opèrent actuellement.

Établir des ponts

Un des plus importants problèmes auxquels les soldats font face est la capacité d'établir des ponts entre l'armée et le ministère des Anciens combattants (ACC) lorsqu'ils sortent des rangs.

« La première chose qu'ils nous demandent, ce n'est pas si on va leur verser une pension, mais si nous allons continuer à les suivre. Or, il y a un problème de continuité des soins entre la Défense nationale et l'ACC », indique le D^r Landry.

Selon lui, les militaires qui consultent un professionnel ne peuvent maintenir les mêmes liens avec leur thérapeute lorsqu'ils sont remis à la vie civile.

Il croit au contraire que ce lien devrait être maintenu. « Selon moi, il devrait y avoir deux cliniques conjointes au Québec, le CSTSO et une autre à l'Hôpital des vétérans de Sainte-Anne-de-Bellevue. Les patients, qu'ils soient des militaires encore en poste ou à la retraite y seraient suivis. »

Des actions ont été entreprises pour attacher les fils, mais elles s'embourbent encore dans des problèmes administratifs. Piqué par les propos du D^r Landry, le directeur d'un district régional de l'ACC a déclaré que le dossier avance. Une entente avec une firme privée qui se spécialise en santé mentale a récemment été conclue à cet effet, a-t-il mentionné.

Nos programmes ont du génie : venez les découvrir!

La Faculté de génie et d'informatique de l'Université Concordia vous propose une gamme de programmes d'études de 1^{er} cycle reconnus :

- Génie du bâtiment
- Génie informatique
- Génie mécanique
- Génie logiciel
- Génie civil
- Génie électrique
- Génie industriel
- Informatique

Sensible aux réalités du marché, la Faculté dispense des programmes très bien cotés et offre l'option co-op, enseignement coopératif, qui permet d'acquérir une expérience de travail inestimable tout en étudiant.

Pour découvrir l'étendue de notre génie, venez assister aux séances d'information prévues par les départements du 5 au 9 mars 2001. Inscription par téléphone : M^{me} Maria Ponte, Bureau du recrutement des étudiants, (514) 848-4779.

Profitez-en pour assister à la Semaine nationale du génie, organisée par l'Association des étudiants et étudiantes en génie et informatique, et célébrez une tradition de génie à Concordia. Au programme :

5 mars- Conférences sur les femmes et l'ingénierie
6 mars- Exposition des associations, sociétés et clubs étudiants
7 mars- Journée de la *Society for Automotive Engineers (SAE)*
8 mars- Concours annuel de combats de robots
9 mars- 17^e concours annuel de construction de ponts

Pour plus de détails, consultez le site de l'Association étudiante : <http://eca.concordia.ca>

Information en ligne sur les programmes : www.encs.concordia.ca
 Courriel : infofac@encs.concordia.ca
 Téléphone : (514) 848-3056

La Faculté de génie et d'informatique :
à l'avant-garde des technologies de l'information

UNIVERSITÉ
Concordia

On vous prépare pour le monde
www.concordia.ca

COLLÈGE FRANÇAIS
Le collège privé québécois d'influence française

INSTITUTION PRIVÉE MIXTE

Préscolaire • Primaire • Secondaire • Collégial • Transport • Pensionnat

PORTES OUVERTES

au **PRÉSCOLAIRE** et **PRIMAIRE**

au 1391, rue Beauregard,
Longueuil (450) 670-7391

Dimanche, le 11 février 2001 de 13h00 à 16h00

Un gage de réussite pour vos enfants

PRÉSCOLAIRE

- Temps plein dès l'âge de 4 ans
- Initiation à l'anglais et à l'informatique

PRIMAIRE

- Profils régulier et enrichi
- Anglais dès la 1^{re} année
- Bain linguistique anglais en 6^e
- Service d'aide aux comportements
- Service d'aide à l'apprentissage
- Concentration soccer (5 hres/semaine)

SERVICE DE PENSIONNAT

- Offert à Longueuil (primaire).

Pour informations : (450) 670-7391

Site Internet : www.collegefrancais.ca

Réfection complète du tablier du pont Jacques-Cartier

STÉPHANIE MORIN

LES AUTOMOBILISTES devront s'armer de patience : pendant les deux prochaines années, le pont Jacques-Cartier va se transformer en vaste chantier.

Le gouvernement fédéral a annoncé hier un investissement de 120 millions de dollars pour la réfection complète du tablier. Certaines portions n'ont pas été remplacées depuis l'ouverture du pont, il y a 70 ans.

Pour perturber au minimum la circulation sur le pont le plus achalandé du Canada, avec son flot annuel de 45 millions de véhicules, les travaux s'effectueront pendant la nuit et les week-ends à compter du 20 avril.

« Aucune voie ne sera fermée pendant les heures de pointe, a répété à plusieurs reprises Pierre Beaudoin, directeur général de la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain. La réfection n'aura donc aucun impact sur 90 % des usagers. »

Les problèmes vont survenir le soir après 20 h 30, du dimanche au jeudi, et après 22 h le vendredi, alors que le pont sera complètement fermé à toute circulation jusqu'au lendemain matin, 5 h 30. Une voie restera libre en tout temps pour le passage des véhicules d'urgence. Pendant les week-ends, une

seule voie sera ouverte dans les deux sens. « On s'assurera qu'il n'y ait pas de travaux majeurs sur les autres ponts pendant cette période », explique M. Beaudoin.

Les automobilistes qui circulent en soirée devront donc faire le détour par les ponts Victoria ou Champlain. Ils pourront toujours se consoler en se disant que le nouveau tablier ne devrait pas être retouché avant une cinquantaine d'années...

On profitera des travaux pour corriger la géométrie de la courbe Craig, près de Montréal. Baptisée la courbe de la mort par plusieurs en raison de son haut niveau de danger, elle sera adoucie et inclinée afin de rendre les virages plus sûrs.

On ajoutera aussi sur le côté ouest du pont une piste cyclable de 2,5 m de largeur, tandis qu'un trottoir réservé exclusivement aux piétons sera érigé sur le côté opposé. Notez que pendant toute la durée

des travaux, l'île Sainte-Hélène sera accessible par une des deux rives, et ce même la nuit. Cette année, on s'attaque à la portion entre Longueuil et l'île, de sorte qu'il faudra passer par Montréal pour aller à la Ronde. Ce sera le contraire en 2002.

Le contrat de réfection a été attribué au Groupement SMDB, composé des entreprises SNC-Lavalin et Montaciers et de la firme française Demathieu et Bard. Le gouvernement fédéral a prévu des amendes salées pour limiter tout délai dans l'exécution du projet : pour chaque retard de 10 minutes qui entraînera la fermeture non prévue des voies du pont, l'entrepreneur devra verser 15 000 \$ d'amende.

On estime que le chantier du pont Jacques-Cartier va amener la création de 2000 emplois directs et indirects.

CALENDRIER PRÉVU DES FERMETURES

LES TRAVAUX S'ÉCHELONNERONT SUR DEUX SAISONS:	
> Première saison:	d'avril 2001 au 30 octobre 2001
> Deuxième saison:	d'avril 2002 au 30 octobre 2002

> Du dimanche au jeudi	pont fermé de 20h30 à 5h30
> Vendredi	pont fermé de 22h à 7h
> Fin de semaine	1 seule voie ouverte dans chaque direction entre 7h le samedi et 20h30 le dimanche



Les employés de Télécentrics de retour au travail

Presse Canadienne

SHERBROOKE — Les employés de ACI Telecentrics, de Sherbrooke, seront de retour au travail à compter d'aujourd'hui.

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a donné le feu vert après consultations avec le CLSC-CHSLD du Haut-Saint-François, la Direction de la santé publique et le ministère de l'Environnement du Québec.

Fermée depuis le début de la semaine en raison de malaises ressentis par les employés, l'entreprise a fait l'objet d'analyses approfondies au cours des trois derniers jours. Les études menées au cours de la semaine ont démontré que le milieu de travail est sain et sécuritaire et ne présente aucun risque pour les employés qui y travaillent.

Les intervenants de la CSST, du réseau de la santé et du ministère de l'Environnement ont rencontré les employés par petits groupes au cours de la journée d'hier pour leur expliquer la situation et les rassurer par rapport à la reprise des activités normales chez ACI Telecentrics.

Les mesures de qualité de l'air du laboratoire mobile du ministère de l'Environnement confirment qu'aucune quantité significative de contaminant n'a été détectée. Le ministère de l'Environnement confirme d'autre part que le sol et l'eau souterraine ne sont pas contaminés au site de ACI Telecentrics.

Le Canada a importé de la viande peut-être contaminée

Presse Canadienne

OTTAWA— Le Canada a importé 125 000 kilos de viande et d'engrais britanniques, durant les années 90, même s'il était déjà montré du doigt comme cause possible de la « maladie de la vache folle », révèlent des documents britanniques.

Ces chiffres, provenant du service des douanes du Royaume-Uni, contredisent les propos tenus par le ministre canadien de l'Agriculture, Lyle Vanclief, qui a nié de façon catégorique que le Canada ait importé de l'engrais de pays de l'Union européenne.

« Jamais, a lancé M. Vanclief à l'extérieur des Communes, hier. Le Canada n'a importé ni viande ni engrais de l'Union européenne. »

La semaine dernière, le quotidien *Sunday Times*, de Londres, rapportait que la compagnie britannique Prosper de Mulder avait exporté des produits possiblement contaminés dans 70 pays, incluant le Canada.

Les données du gouvernement britannique indiquent que le Canada a reçu 30 000 kg de viande et d'engrais en 1993, 22 000 kg en 1994, 31 000 kg en 1995 et 42 000 kg en 1996.

La semaine dernière, l'ONU a fait savoir que plus de 100 pays avaient importé de la viande et de l'engrais européens depuis 1986.

La Congolaise n'est atteinte d'aucun virus dangereux pour la santé publique

ANGELA PACIENZA
Presse Canadienne

HAMILTON – La femme d’origine congolaise actuellement maintenue en vie artificiellement dans un hôpital ontarien n’est atteinte ni du virus d’Ebola ni de tout autre virus dangereux pour la santé publique, ont fait savoir hier les responsables de Santé Canada.

Mais bien qu’ils aient jugé que les Canadiens ne couraient aucun

risque, les autorités ignorent toujours la nature de la maladie qui a failli emporter la dame, maintenue en vie à l’hôpital général Henderson de Hamilton, dans le sud de l’Ontario.

Des laboratoires de Winnipeg et d’Atlanta, en Géorgie, ont déterminé que la femme âgée de 32 ans ne souffrait pas d’un virus jugé dangereux pour la santé publique.

En conséquence, le ministère fédéral de la Santé a recommandé vendredi à l’hôpital général Henderson de renoncer aux mesures appliquées depuis lundi afin de faire face à de tels virus. Les médecins et le personnel de l’établissement

soignant la dame ne sont donc plus tenus de porter un masque, notamment, lorsqu’ils entrent en contact avec les fluides somatiques de la patiente.

Le Dr Doug MacPherson, spécialiste des maladies infectieuses, a déclaré en conférence de presse, hier, que les conclusions tirées par les laboratoires signifiaient que « nous nous trouvons encore dans une situation quelque peu incertaine ». Il a toutefois assuré que la santé publique n’était pas menacée.

Des journalistes ont demandé aux professionnels de la santé comment ils pouvaient assurer que la maladie n’était pas contagieuse

alors qu’il en ignoraient encore la nature.

« Cela pourrait être une maladie infectieuse. Cela pourrait ne pas être une maladie infectieuse. Le message clé envoyé au public est qu’il ne court aucun risque », a indiqué le Dr Mark Loeb, autre spécialiste de l’hôpital général Henderson.

Maintenant que la possibilité de fièvres hémorragiques a été écartée, les 70 personnes qui étaient considérées à risque parce qu’elles avaient été en contact avec la femme ne sont plus recherchées, a indiqué M. Loeb. On avait demandé à ces gens — parmi lesquels

deux amis ou membres de la famille de la femme, cinq employés des urgences, 23 travailleurs de laboratoire et 40 membres du personnel de l’hôpital — d’être à l’affût de tout signe d’infection.

Quant à elle, la femme demeure dans un état jugé critique. Le Dr Loeb a indiqué que ses traitements variaient en fonction des résultats de chaque examen. « À mesure que nous écartons un diagnostic, nous ajustons notre thérapie en conséquence », a-t-il indiqué.

La Congolaise a quitté l’Éthiopie et effectué des escales à Rome puis Newark, au New Jersey, avant d’arriver samedi dernier à Toronto, munie d’un visa de visiteur.

Centre Hudson
HUDSON
3100 Harwood

Place Joliboourg,
STE-DOROTHÉ
1263 Boul. Joliboourg

Jeans style “ cloche ”
pour femmes **49⁹⁹ \$**

Pantalons
pour hommes,
couleurs assorties **39⁹⁹ \$**

Chandails polars
pour hommes **44⁹⁹ \$**

Chandails
avec capuchon
pour femmes **29⁹⁹ \$ 2/50 \$**

Jeans “ Engineered ”
pour hommes **49⁹⁹ \$**

NOUVEAUTÉ
chemises manches
courtes pour hommes **19⁹⁹ \$ 2/35 \$**

Versant St-Sauveur
SAINT-SAUVEUR
191, ch. du Lac-Millette

Chemin Jean-Adam
Rue Robert
Avenue de la
Santé
Avenue de la
Santé
Avenue de la
Santé

Place du Quartier
ST-HYACINTHE
5870, boul. Laurier

Autoroute Jean-Lesage (route 20)
Métropole
PLACE DU QUARTIER
Avenue de la
Santé
Avenue de la
Santé

2931195

HEURES D’OUVERTURE
Lun.-mer.: 10 h - 18 h • Jeu.-ven.: 10 h - 21 h • Sam.: 9 h - 17 h • Dim.: 11 h - 17 h



Deux employés de la compagnie Brinks étaient aux aguets, jeudi, lors d’une livraison à la Banque de réserve fédérale de Cleveland. La veille, un fourgon blindé s’était fait subtiliser une somme de 640 000 dollars.

Un homme rend 640 000 dollars volés

Agence France-Presse

CLEVELAND — Un homme a rapporté 640 000 dollars au FBI hier, trois jours après s’être emparé des sacs de billets qui dépassaient d’un fourgon blindé mal fermé faisant la navette entre plusieurs banques, ont indiqué les autorités hier.

Mais un informateur avait donné à la police la description de l’homme qui avait subtilisé les sacs.

L’indicateur pourrait quand même gagner 75 000 dollars, offerts par la compagnie de transports de sécurité, a indiqué Stu Shoaff, un responsable du FBI.

Le chauffeur du camion blindé avait pris livraison d’une cargaison de liquide auprès de la Banque de réserve fédérale de Cleveland (Ohio) et était en route vers une autre localité, Akron, lorsqu’il s’est aperçu qu’il avait perdu des sacs, a indiqué le FBI. Un témoin a indiqué jeudi au FBI qu’un Afro-Américain, vêtu d’un costume gris portant une cravate rouge et un manteau noir, avait ramassé trois sacs dépassant du fourgon, qui circulait la porte arrière entrouverte dans le centre ville de Cleveland.

La police a fait savoir dans les médias que le voleur encourait 20 ans de prison si l’argent n’était pas rendu. Tôt hier matin, un homme correspondant à la description s’est présenté à la police, avec les billets inclus dans trois sacs d’une vingtaine de kilos.

Vendre son âme sur Internet

Agence France-Presse

SEATTLE — Un étudiant de l’État de Washington âgé de 20 ans a vendu son âme aux enchères pour 400 dollars sur le site Internet eBay tout en reconnaissant que sa livraison serait difficile.

Adam Burtle de Woodinville (État de Washington), avait mis en vente « l’âme à peine usagée d’un garçon de Seattle de 20 ans » et les enchères avaient commencé à cinq cents, a précisé hier le *Seattle Times*.

Une guerre d’enchères s’est déroulée aux dernières heures de la vente jeudi lorsque le prix de l’âme en question est passé de 56 dollars à 400 dollars.

L’acheteur est une femme de Des Moines (Iowa) mais « franchement, je ne sais pas comment elle va avoir mon âme », reconnaît Adam Burtle.

Les responsables à eBay, le site de ventes aux enchères basé à San Jose (Californie), ont retiré « l’article » de la vente et interdit à Adam Burtle de lancer d’autres enchères.

« Vous devez proposer un article qu’un vendeur peut livrer », a expliqué un porte-parole d’eBay.

1988

1998

Bavaria Motor Works

Serie 7, 1988

Serie 5, 1997

Serie 3, 1997

Z3, 1996

Serie 6, 1988

Serie 3, 1991

Inspection exceptionnelle en 33 points pour 33 \$

Un coup de maître à votre œuvre d’art

Votre BMW* est une pièce unique. Elle mérite un traitement particulier, œuvre de nos seuls experts. Jusqu’au 2 mars, offrez à votre petit bijou une révision vraiment exceptionnelle à un prix exclusif. Profitez d’une inspection complète en 33 points pour seulement 33 \$ (valeur de 75 \$). Et en moins d’une heure!

Rendez-vous chez votre concessionnaire BMW, votre maître d’œuvre.

* Achetée entre 1988 et 1998.

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
Boulevard St-Martin Auto
Nouvelle adresse
2450, boul. Chomedey, Laval
(450) 682-1212/(514) 990-2269
www.bmwval.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662/(514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.complexauto.com

Le plaisir de conduire.™

LA PEUR DU DOCTEUR
> Bien des hommes ne veulent pas aller chez le médecin. Cette phobie masculine constitue un sérieux problème de santé publique, notamment dans le dépistage des maladies cardiaques et du cancer, et contribue à la hausse de la mortalité.

MIAM MIAM, DU SAVON
> Ce n'est pas d'hier que les marchands nous attrapent par l'estomac. Mais aujourd'hui, l'industrie de la beauté a compris que les produits reliés à la bouffe et les ingrédients appétissants sont synonymes de succès. Après le «comfort food», les savons rassurants...

À DEUX, C'EST MIEUX!
> Pour profiter de fond d'un petit moment de quiétude en Tandem, en ce jour de Saint-Valentin, pourquoi ne pas s'offrir le luxe d'un spa. Vachement tendance, on en trouve aujourd'hui pour tous les goûts et tous les budgets.

LES LENTILLES
> Ricardo Larrivée nous concocte un menu à base de lentilles, une des grandes tendances du moment en cuisine.

LES PETITES CHINOISES
> Le Québec est le grand champion canadien de l'adoption internationale. L'an dernier, environ 1000 petits de toutes les couleurs, dont 500 petites Chinoises, ont été adoptés par des couples d'ici. Nous avons voulu savoir comment grandissent et s'intègrent ces enfants.

LUNDI | **MARDI** | **MERCREDI** | **JEUDI** | **VENDREDI**

+

FORUM

Ces aliments qu'on cloue au pilori!

On doit se méfier des exagérations et des simplifications à outrance, aussi télégéniques soient-elles!

NATHALIE JOBIN
et DOMINIQUE GARREL

Nathalie Jobin est nutritionniste et candidate au doctorat en nutrition à l'Université de Montréal, alors que Dominique Garrel est médecin et directeur du département de nutrition de l'Université de Montréal.

« Tout est bénéfique avec modération, et tout est mauvais avec excès. » Si les clichés ont la vie aussi dure, c'est peut-être parce qu'ils énoncent des vérités à la fois criantes et impérissables. Chose certaine, la récente sortie médiatique d'un médecin québécois, le docteur Marc-André Lavoie, dans le cadre de la très courue émission culinaire de Daniel Pinard, *Les Pieds dans les plats*, aura permis de constater qu'il arrive même aux plus crédibles et aux plus sympathiques de mettre, eux aussi, les pieds dans les plats...

Ainsi, après la pomme de terre jadis réputée propager la lèpre, après la tomate qui, au 17^e siècle, était dite dangereuse pour l'estomac et, plus près de nous, après le cholestérol et notamment les oeufs qui semblaient s'être donné la main afin de jurer notre perte, voilà que le sucre et le lait se retrouvent à leur tour cloués au pilori.

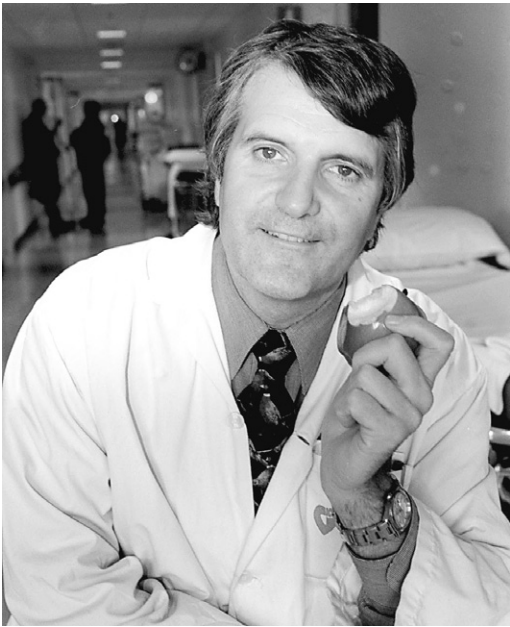
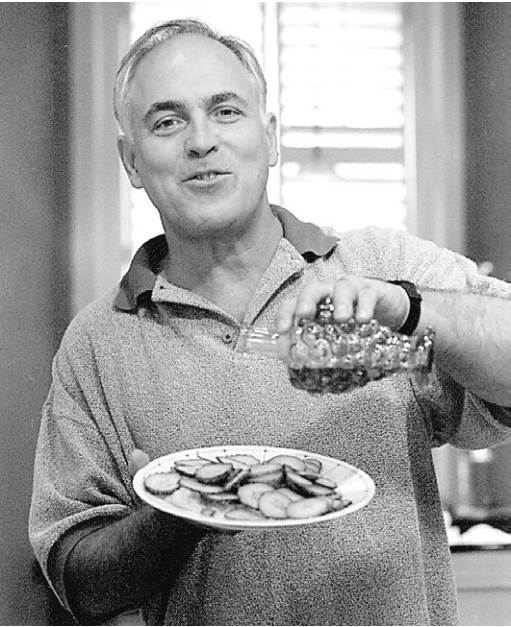
En tant que spécialistes de la nutrition, impossible pour nous cependant de passer sous silence ces faussetés brandies à grand renfort de polémique afin, paraît-il, d'alerter le consommateur et de faire trembler les bases d'un pseudo-conglomérat alimentaire et industriel qui comploterait dans notre dos.

Il serait vain — mais pas inintéressant — de s'attarder ici sur ces soi-disant visées et autres machinations présumées. Contentons-nous de mettre en relief certaines zones grises contenues dans les interventions du médecin Lavoie. Des zones floues et réductrices, qui non seulement faussent le débat, mais qui contribuent également à maintenir la population dans l'ignorance quant aux vrais enjeux personnels, sociaux et économiques que soulève la question de nos habitudes alimentaires.

Établir par exemple un lien de causalité aussi direct et sans appel entre les maladies cardio-vasculaires, l'obésité ou le cancer et l'ingestion de certains aliments ou certaines combinaisons d'aliments, cela relève de la démagogie. Un peu plus, à peine plus, et on serait en droit d'affirmer que le docteur Lavoie fait en tribune publique exactement la même chose que les tenants des régimes-miracles, quand il s'agit de frapper les imaginations. La seule grande différence, c'est qu'il émaille son discours d'aliments-santé et qu'il prône la bonne nutrition, le tout servi à la sauce manichéenne. À l'entendre, on devrait carrément interdire certains aliments et attribuer à d'autres des vertus incroyables. Or s'il est vrai que plusieurs d'entre eux procurent des bienfaits spécifiques, il est illusoire de s'imaginer pour autant qu'il s'agit de panacées.

Des arguments qui portent à faux

L'un des problèmes soulevés par l'argumentation du Dr Lavoie, c'est que même les



Voilà que le sucre et le lait se retrouvent cloués au pilori, et pas à n'importe quelle tribune. Invité à l'émission de Daniel Pinard (photo de gauche), *Les Pieds dans les plats*, le Dr Marc-André Lavoie y est allé de conseils qui n'ont pas manqué d'en faire sursauter certains.

fruits et légumes, qu'il chérit au demeurant à bon droit, renferment de ces fameux sucres dont il faudrait apparemment se méfier.

En fait, l'erreur, c'est que les glucides (sucres, amidons, fibres, etc.) et les produits laitiers notamment ciblés par l'émission de télévision ne sont en soi aucunement néfastes ni dangereux, ni même sujets à réelle controverse. Comme en toute chose, et les plus grands chercheurs d'ici et d'ailleurs ne cessent de le répéter, c'est le rejet total d'un aliment ou au contraire sa consommation effrénée qui peuvent causer problème. Une alimentation variée, elle-même facteur intrinsèque de modération, a toujours constitué et constituera toujours un rempart contre bon nombre de désordres nutritionnels.

Pour illustrer d'ailleurs à quel point l'équation à faire doit être globale en ce qui concerne la santé, même les gâteries, ces fameuses « calories vides » apportées par exemple par les grignotines, ne sont pas incompatibles avec un régime alimentaire sain et normal dans la mesure où elles font seulement office de soupapes occasionnelles.

On pourrait encore aborder la question du diabète, une maladie d'origine génétique qui ne « s'attrape » pas et donc d'aucune façon causée par les sucres, même si bien entendu les personnes atteintes doivent gérer de manière plus serrée leur consommation de glucides durant la journée. Quant aux sucres qui causeraient selon certains l'hypoglycémie, il fut récemment démontré que le sucre granulé, même à l'état pur, était moins susceptible d'élever le niveau de glucose sanguin que le pain ou la pomme de terre. Là où par contre nous

abondons dans le sens du Dr Lavoie, c'est que la présence parfois non évidente de sucres dans des aliments transformés « soupes, sauces, etc. » devrait inciter certains consommateurs à bien vérifier au préalable l'étiquetage des aliments.

Oui à une alimentation variée

Mais nous n'allons pas nous enfermer dans une bataille d'arguments scientifiques. L'important, c'est de véhiculer le bon message global auprès des téléspectateurs et de la population.

D'ailleurs, l'animateur Pinard y parvient en règle générale très bien, en mettant l'accent sur l'importance de bien s'alimenter et de choisir des ingrédients de qualité. Le piège cependant, c'est de tourner les coins ronds et de brandir des épouvantails qui non seulement peuvent nuire aux industries concernées et aux personnes qui y travaillent, mais surtout induire en erreur un public toujours friand de discours frondeur et accrocheur, fût-ce au risque de faire à son insu les frais d'une désinformation.

Non pas qu'il faille interdire le choc des idées et fuir la confrontation. Bien au contraire, de la discussion jaillit la lumière, comme dit le proverbe. Nous souhaitons donc que le débat se poursuive à la lueur d'informations scientifiques actuelles et crédibles. Ne perdons pas de vue non plus que les nutritionnistes sont les personnes-ressources en matière de nutrition, et que la nutrition elle-même est une science à part entière, complexe et en constante évolution. Pour cette raison, on doit se méfier des exagérations et des simplifications à outrance, aussi télégéniques soient-elles.

La Gaspésie est-elle québécoise?

JULES BÉLANGER

La Gaspésie est-elle québécoise ? Quelle question saugrenue ! Elle m'est pourtant venue, il y a peu de temps, à cause d'une coïncidence dans les difficultés que connaissent les services de santé au Québec. Au mois de décembre dernier, pendant qu'au moins une quinzaine de Gaspésiens et Gaspésiennes, dont certains très gravement traumatisés, devaient se déplacer sur plus de 300 milles pour obtenir de nécessaires services d'orthopédie, ce qui signifiait pour les plus mal en point une douloureuse épreuve de sept heures en ambulance, de jeunes mères de Shawinigan s'indignaient et protestaient vigoureusement parce qu'une pénurie temporaire de gynécologues dans leur ville menaçait de leur imposer un déplacement de trente minutes pour aller accoucher à Trois-Rivières. S'agit-il donc là de deux pays différents ?

On déplore la rareté des services de santé en maints endroits du Québec mais ce problème ne correspond pas toujours à une rareté de spécialistes de la santé dans l'ensemble du Québec. L'État a le devoir d'assurer la présence dans toutes les régions du Québec d'un minimum de ce qu'on peut appeler les services essentiels de santé. Il y travaille mais il n'y réussit pas toujours. Pour convaincre des spécialistes

de travailler en régions excentriques, il a multiplié de généreuses mesures d'incitation qui se sont trop souvent avérées vaines, c'est bien connu.

Les spécialistes en santé sont des citoyens et citoyennes libres qui ont le droit de choisir de pratiquer leur profession où bon leur semble. Mais comment peut-on accepter qu'ils puissent exiger d'être rémunérés par l'État quand celui-ci estime que, dans une répartition raisonnable des effectifs nationaux, ils devraient oeuvrer ailleurs ? Existe-t-il une seule autre profession dont les membres peuvent exiger d'être payés sans que le payeur n'ait un mot à dire sur le choix du lieu où leurs services seront dispensés ?

Le temps est venu pour le Québec de prendre le taureau par les cornes et de procéder à une régionalisation des enveloppes budgétaires affectées à la santé, comme le réclament la Régie de la Santé et des Services sociaux de la Gaspésie, de nombreux députés des régions dont celui de Gaspé et le programme lui-même du Parti québécois. En clair, cela voudrait dire que lorsqu'il aurait été établi, selon une juste répartition des effectifs québécois, que, par exemple, la population de la métropole a besoin de 100 orthopédistes, il resterait deux possibilités pour les autres orthopédistes : soit travailler dans la métropole à

leur compte, soit aller travailler ailleurs au Québec où l'État employeur-payeur a besoin d'eux.

Or, cela ne se fera pas facilement, car, tout le monde le sait, il y a, du côté de la profession médicale, une opposition puissante, fort bien structurée et rodée, qui est très efficace auprès du gouvernement, pour contrer toutes mesures de telle nature. Il faudrait donc du courage politique pour régionaliser les enveloppes budgétaires affectées à la santé. Mais il est permis d'être optimiste. Une expression populaire fort imagée décrit bien l'attitude qui s'impose, ici aussi : « Mettre ses culottes. »

Un politicien important a déjà dit : « Si les Gaspésiens veulent les services du métro, qu'ils aillent à Montréal. » Et il avait raison. Or, les Gaspésiens ne veulent chez eux ni d'un métro, ni d'un centre de chirurgie cardiaque, ni d'un centre de neurochirurgie. Ils veulent, à des distances acceptables, un minimum décent de services de santé essentiels.

Au pays du Québec, il y a égalité dans les tables d'impôts des citoyens de toutes les régions. Ça va. Mais, par ailleurs, il y a une très grande disparité, d'une région à une autre, dans la disponibilité des services essentiels de santé. Ça, ça ne va pas. Et pourquoi ? Parce qu'il y a des culottes qui, hélas, attendent sur les tablettes...

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Après Bouchard...

Le départ de Lucien Bouchard aurait normalement dû signifier, pour le PLQ de Jean Charest, le début de la fin de la traversée du désert. Ce n'est pourtant pas exactement ce qui se passe, si l'on se fie au sondage que la firme Léger Marketing vient d'effectuer pour le *Globe and Mail* et le *Journal de Montréal*.

Alors que la cote du PQ descend légèrement et que celle du PLQ reste stable, l'ADQ semble avoir le vent dans les voiles, particulièrement auprès des gens de 25 à 34 ans. Dans l'électorat francophone, son chef Mario Dumont devance même Jean Charest par sept points.

S'il y avait des élections aujourd'hui, le PQ et le PLQ seraient coude à coude, avec, respectivement, 38,1 et 38,5 % des suffrages. Et l'ADQ, avec 20,1 % des voix, deviendrait un acteur qui compte, et qui pourrait théoriquement déclencher des luttes à trois dans certains comtés, avec ce cela comporte de résultats imprévisibles.

■ ■ ■

Il est vrai qu'il faut se méfier des sondages, en particulier de ceux de Léger Marketing qui, à l'instar de plusieurs autres maisons de sondages, a historiquement tendance à sous-estimer le vote libéral.

Aux deux dernières élections, le PLQ, tant sous Daniel Johnson que Jean Charest, avait obtenu un score bien supérieur à ce qu'annonçaient les sondages de la campagne électorale. (La principale raison de cette disparité est que les sondeurs ne tiennent pas assez compte du fait qu'une fois dans l'isoloir, la majorité des indécis et des « discrets » finit par voter libéral.)

Autre bémol, on sait que l'ADQ est plus populaire entre les élections qu'au jour du scrutin, parce qu'elle sert de « parking » aux indécis. La différence, c'est que le parking paraît plus fréquenté qu'autrefois.

On ne sait pas non plus ce qui se passe vraiment sur le terrain, là où les élections se gagnent et se perdent. Jean Charest en est à sa cinquième tournée provinciale. Il travaille en dehors de la mire des médias, à ras de terre, renforçant ses liens personnels avec les militants, jugeant d'éventuels candidats, et multipliant les contacts avec des personnalités locales. Selon un de ses députés, « il connaît maintenant tous les maires dans toutes les régions du Québec ! ».

L'ADQ, par contre, est encore le parti d'un seul homme, et son organisation ne peut tenir la route face aux deux grosses machines du PQ et du PLQ.

Il reste que depuis quelques mois, ce petit parti fait des efforts surhumains pour se renouveler. Il a enfin laissé tomber la philosophie de la liste d'épicerie — l'inepte plateforme héritée du rapport Allaire — et s'active, sous la houlette intellectuelle du politologue Guy Laforest, à définir « une nouvelle approche, une stratégie novatrice capable de faire avancer le Québec ».

Attendons de voir le résultat de ces cogitations, mais enfin, pour l'instant, l'ADQ est le seul des trois partis québécois qui ose sortir des sentiers battus et rebattus.

Pendant ce temps, le PLQ s'enlise dans ce que l'ADQ appelle, méchamment mais non sans raison, « un fédéralisme de quéteux », toujours accroché aux « demandes traditionnelles » et à la stratégie qui a eu, de Meech à Charlottetown, le succès que l'on sait. Le projet de liste-forme politique du PLQ contient d'autres volets, plus intéressants et plus novateurs, mais ils perdent du relief en raison du retour des revendications constitutionnelles à la sauce Meech.

■ ■ ■

Le sondage Léger Marketing aura aussi de quoi décevoir les péquistes. Par rapport aux données recueillies en 1998 par la même firme, l'appui à l'indépendance a baissé de près de dix points (de 23,9 à 14,3 %) et l'appui au statu quo constitutionnel a doublé, de 10,1 à 20,1 %. Les concepts les plus populaires sont aussi les plus vagues (renouvellement du fédéralisme, souveraineté-partenariat).

Mais surtout, plus des trois quarts des répondants (76,4 %) souhaitent que le Québec fasse partie du Canada... et seulement 29 % se considèrent « Québécois seulement ».

Le sentiment d'appartenance a toujours été considéré comme l'indicateur le plus sûr de l'adhésion à la souveraineté. Or, la double allégeance reste très marquée. Si seulement 12 % des francophones s'estiment « Canadiens d'abord, Québécois ensuite », 24 % se considèrent « également Canadiens et Québécois ». À peine plus (29 %) se considèrent « Québécois d'abord, Canadiens ensuite ».

Mauvaise nouvelle, enfin, pour Bernard Landry qui se promettait d'inaugurer son règne en reprenant la croisade pour la souveraineté. « Sortir, parler, convaincre », telle était la ligne d'action qu'il s'était fixée. Il a d'ailleurs déjà commencé à sillonner le Québec pour faire la promotion du projet souverainiste.

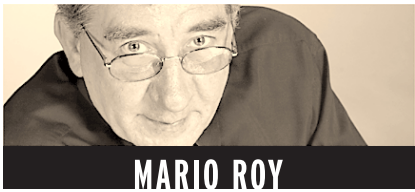
Or, seulement 23 % des Québécois souhaitent que leur gouvernement fasse la promotion de la souveraineté et une bonne majorité (57 %) s'y oppose carrément.

Quant aux péquistes qui réclamaient récemment que le gouvernement utilise les fonds publics pour promouvoir la souveraineté, le message qu'on leur envoie est encore plus clair : les trois quarts des répondants s'y opposeraient.

Si les sondages continuent à illustrer le même état d'esprit, le futur premier ministre sera obligé de modérer son discours souverainiste — au moins jusqu'aux prochaines élections... Sa priorité sera de ramener son parti au pouvoir, ce qui lui sera moins facile qu'à Lucien Bouchard.

FORUM

Culture: une autre voie



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

La réflexion sur la diversité culturelle entre dans l'âge adulte, en France, après avoir longtemps erré sur les voies adolescentes du protectionnisme, de l'antiaméricanisme et de la technophobie — symptômes d'un mal plus profond, la peur du changement, qui n'épargne pas le Québec, comme on sait.

La France est un pays plein de ressources intellectuelles, culturelles, technologiques, économiques. Et il était prévisible qu'elle allait un jour se charger d'actualiser le concept de la diversité culturelle... en commençant par remettre en question l'attitude de repli défensif, adoptée d'instinct aux premières heures de la mondialisation.

Certes, on ne songe pas à renoncer carrément aux bonnes vieilles mesures défensives, législation, réglementation, quotas, subventions.

Mais les limites de celles-ci étant chaque jour plus visibles, on envisage dorénavant des stratégies offensives utilisant notamment le pouvoir des grands conglomérats. Ceux-là mêmes qui ont trop souvent joué le rôle de « victimes expiatoires », selon le mot de Bertrand Cousin, porte-parole d'un de ces groupes, Vivendi.

Bref, on commence à croire celui-ci lorsqu'il dit que la technologie, et en particulier l'Internet, « est peut-être le moyen de renverser, à moyen ou long terme, la tendance à l'uniformisation des cultures ».

Il faut « aider, oui, mais pas en

mettant les créateurs perpétuellement sous tente à oxygène », disait pour sa part Catherine Lalumière, députée au Parlement européen, lors d'un colloque tenu récemment à Paris. Elle ajoutait : « Je ne crois pas qu'on puisse défendre la culture en n'ayant recours qu'aux seules méthodes artisanales. »

Derrière des portes closes, certains sont plus directs encore et qualifient maintenant de « misérabilistes » les positions traditionnelles en matière de protection culturelle — et ce, précisément au moment où les éditeurs québécois réclament à nouveau, après deux refus de l'État, une loi réglementant le commerce du livre, déjà en état de précarité sur le marché !

Au surplus, un argument de poids en faveur du progrès est venu, il y a quelques jours, des chiffres dévoilés lors du Marché international du disque et de l'édition musicale.

Dans ce secteur dominé à 96 %, en France, par cinq groupes multinationaux et configuré pour véhiculer la musique anglo-saxonne, le disque français a, l'an dernier, occupé 60 % du marché hexagonal et produit la moitié des records de vente ; l'exportation a compté pour 22 % du chiffre d'affaires de l'industrie ; 46 % des albums proposaient de nouveaux talents ; tous les genres ont été touchés.

De l'avis de tous, c'est la *french touch*, la qualité, la créativité, l'éclectisme et le métissage de la musique populaire française — sans parler d'un appui logistique imposant — qui a déterminé ce succès. Les quotas radiophoniques ont eu peu à y faire : avec 29 000 passages radio, Madonna a continué à régner sur les ondes...

Tout cela donne certainement matière à réflexion.

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
GUY CREVIER > Président et éditeur
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef



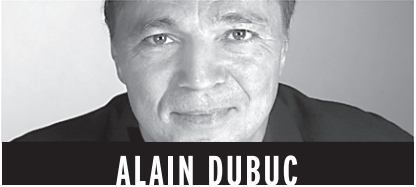
Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

LANGUE: POUR UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

Un débat à repenser

Le débat sur la langue doit être une occasion pour les francophones de définir un nouveau contrat social avec la minorité anglophone et les communautés culturelles



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

Le gouvernement du Québec a rouvert le débat linguistique en lançant la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec.

La façon dont ce débat s'est amorcé suscite certaines inquiétudes, en raison de l'extrême politisation de la démarche et des risques de dérapage qui compromettraient la qualité de notre vie sociale. Mais puisqu'il a lieu de toutes façons, aussi bien que ce soit un vrai débat, serein et constructif.

Nous avons, en mars dernier, publié une série d'éditoriaux sur l'avenir du Québec, dont la thèse centrale consistait à dire que, pour s'extraire du cul-de-sac politique, le Québec devait sortir de ses ornières, s'affranchir des symboles qui ne reflétaient plus la réalité du Québec contemporain.

Cette grille d'analyse peut, dans une large mesure, s'appliquer à la question du français, de sa place, de son avenir. Le dossier de la langue ne peut pas échapper à la modernité. On ne peut pas bâtir notre avenir linguistique et affronter les défis qui pourront confronter le français avec des outils conçus il y a 25 ans pour affronter des problèmes d'il y a 25 ans. Ce serait, là aussi, se préparer à l'avenir en regardant dans le rétroviseur.

Cette réflexion doit également s'élargir pour aborder l'avenir de notre société majoritairement francophone dans toutes ses facettes et déboucher sur les rapports de la majorité francophone et des autres groupes avec qui nous avons le Québec en partage.

La démarche que nous proposons ne vise pas à nier les progrès accomplis et à remettre en cause les moyens dont le Québec s'est dotés, notamment la Charte de la langue française, mais plutôt à proposer un cadre plus large pour les étapes qui nous attendent, qui reflèterait mieux nos progrès et notre dynamisme. Le Québec a assez changé pour que ses institutions reflètent ces changements et que les outils de protection et de promotion de la langue changent eux aussi.

On ne peut pas faire le point sur la question de la langue sans prendre acte des remarquables progrès réalisés au Québec en un quart de siècle. Ils sont notables en ce qui a trait à la pénétration du français comme langue commune du Québec. Mais ils sont tout autant significatifs dans les autres sphères de l'activité humaine.

La majorité francophone maîtrise sa propre destinée, domine la vie économique, sociale, culturelle et politique du Québec, rayonne à travers le monde. On doit aussi tenir compte de cette bascule dans les rapports de forces. Voilà un pouvoir considérable qui change radicalement les paramètres du débat linguistique.

Et c'est dans ce contexte que l'on doit mesurer le chemin accompli. Une affiche où l'anglais prend trop de place quelque part dans le West Island, ou une franchise de Second Cup, ne peuvent avoir la même signification en l'an 2001 qu'en 1975, lorsque les francophones se battaient pour assurer leur dignité et trouver leur place au soleil.

■ ■ ■

A priori, la Commission des états généraux s'inscrit mal dans cette modernité. Entre autres parce que sa naissance s'est faite dans un cadre partisan peu propice à une réflexion collective fructueuse : ce sont en effet les éléments les plus radicaux du Parti québécois qui ont poussé le gouvernement Bouchard à déclencher ce processus. Le mandat que la ministre responsable du dossier linguistique, Mme Louise Beaudoin, a confié à cette commission, reflète d'ailleurs la vision alarmiste sur l'avenir de la langue, exprimée par ceux que l'on peut appeler les purs et durs.

Le président de la commission, M. Gérald Larose, s'est distancé de cette approche. Mais sa modération, bienvenue, ne doit pas nous faire oublier, qu'en marge des états généraux, le Parti québécois se prépare à un débat interne sur la langue, dont l'issue sera affectée par le départ du premier ministre Bouchard qui a toujours joué un rôle temporisateur dans ce dossier.

Les risques de dérapages politiques restent donc importants, comme nous l'a si bien montré « l'affaire Michaud ». C'est lors d'une présentation aux états généraux que l'exposé de M. Yves Michaud sur la langue a dérivé sur les choix politiques de la communauté juive et sur les devoirs des immigrants.

Les réflexions troublantes de M. Michaud sont certes détestables, mais elles auront néanmoins eu la vertu de mettre en relief certaines réalités de la question linguistique. D'abord, l'intensité des réactions que cette affaire a suscitées et ses effets en cascade ont bien illustré le caractère potentiellement explosif de ce débat. Ensuite, les dérapages du Robin de la langue montrent aussi qu'on ne peut pas dissocier la question de l'avenir du français d'une réflexion beaucoup plus globale sur les liens entre la majorité francophone et les minorités, sur la place et sur le rôle des anglophones et des communautés culturelles.

Enfin, l'affaire Michaud a révélé de façon très crue à quel point l'acharnement linguistique est devenu un combat réactionnaire.

Toute cette réflexion oppose, à défaut d'utiliser des mots comme gauche et droite vidés de leur sens, les forces qui ont à cœur le progrès et l'évolution sociale et les forces conservatrices qui s'opposent au changement.

Les inquiétudes sur l'avenir du français portent essentiellement sur trois thèmes : la crainte que les immigrants rendent minoritaires les francophones montréalais, l'impact de la mondialisation sur la langue de travail et l'effet accélérateur des nouvelles technologies sur l'affirmation de l'anglais comme *lingua franca*.

Les craintes linguistiques portent donc sur des grands bouleversements qui marquent le tournant du millénaire. Ces trois peurs, l'immigration et la pluri-ethnicité des grandes villes, la globalisation économique et la révolution technologique sont très exactement celles que ressentent, dans toutes les sociétés industrialisées, les courants de résistance au changement. Ce n'est pas là un hasard. Mais plutôt le reflet du fait que les forces sociales conservatrices du Québec ont, sans doute involontairement, reporté sur le terrain linguistique les peurs classiques qui agitent toutes les sociétés.

■ ■ ■

Voilà ce qui nous amènera, dans les jours qui viennent, à proposer une réflexion qui permettrait aux Québécois d'amorcer un vrai débat sur la langue et sur les rapports entre les communautés qui composent la société québécoise.

Cette démarche reposera sur deux passions. En premier lieu, évidemment, c'est celle du français. La presse écrite francophone québécoise vit en français et vit de la langue française. Son avenir dépend de façon incontournable des progrès que la langue française, de sa solidité, de sa qualité et de l'attachement que les Québécois y portent. Pour nous, le débat sur la langue n'a donc rien d'abstrait, c'est une question de survie.

La seconde passion, c'est celle de Montréal et de son avenir, son dynamisme, son succès, sa capacité de vibrer au rythme du monde, son rôle important pour l'ensemble des citoyens québécois, en raison du lien que la métropole permet d'établir entre le Québec et un monde en changement. Cette passion, c'est également celle de la richesse qu'apporte à Montréal son brassage de populations, les synergies que permettent les rapports, même tendus, entre ses communautés.

Montréal, après une période difficile, a retrouvé un dynamisme, qui repose en très grande partie sur le fait que ses communautés se sont remises à travailler ensemble et apprennent à s'enrichir et à se renforcer mutuellement. La grande région de Montréal ne peut pas se payer le luxe de vivre le genre de clivages auxquels peuvent mener ces débats. Ces deux passions nous mènent à cinq convictions.

Premièrement, les francophones du Québec constituent une minorité en Amérique du Nord. Leur langue devra toujours être protégée et encouragée, et son épanouissement ne sera pas possible sans vigilance et sans un certain degré de tension créatrice. La loi 101 était donc nécessaire et ses acquis, remarquables, doivent être préservés.

Deuxièmement, l'alarmiste quant à l'avenir du français, à la source de la tenue de ces États généraux, n'est pas fondé. Sans nier les problèmes qui se posent encore, on peut être résolument optimiste sur la capacité des Québécois de les résoudre.

Troisièmement, la loi 101, malgré ses succès, a atteint ses limites. Sans remettre en cause ses principaux acquis, il faut réaliser que très peu de progrès pourront encore être accomplis par une stratégie de durcissement, par exemple dans l'affichage. La charte, qui a acquis au fil des ans un poids considérable, ne peut plus être le fondement et le cadre de référence unique par lequel les Québécois francophones définissent la problématique linguistique.

Quatrièmement, les nouveaux problèmes, comme l'immigration et la mondialisation, sont insolubles par des outils législatifs. Pour aller plus loin dans les progrès et l'épanouissement du français, le Québec est rendu au stade où il doit faire un virage radical et quitter le champ des politiques linguistiques pour déployer ses énergies dans de nouvelles approches, économiques, urbanistiques, culturelles. Il y a beaucoup à faire pour la langue, mais par le biais de la promotion plutôt que de la coercition.

Cinquièmement, cette nouvelle approche doit nous mener à constater que les Québécois francophones, devenus une majorité confiante de son avenir, ne peuvent aborder les questions linguistiques comme le faisait une minorité opprimée.

S'ils sont capables de penser en gagnants, les Québécois francophones sont rendus à l'étape où ils doivent repenser leurs rapports avec les autres composantes de la société québécoise, et proposer à la minorité anglophone et aux communautés culturelles un nouveau contrat social qui reflète ce que nous sommes et ce que nous voulons devenir.

Nous sommes persuadés que les Québécois y sont prêts.

Demain: La bataille du français est gagnée

CE TEXTE PEUT AUSSI ÊTRE CONSULTÉ À :
www.cyberpresse.ca/langue

FORUM DES COMMUNICATIONS

Un groupe de presse à la mesure du Québec moderne

Une entreprise comme Gesca doit disposer des moyens pour assurer sa croissance en atteignant la masse critique nécessaire au maintien de ses objectifs de qualité

Nous publions dans cette page un résumé du mémoire que Guy Crevier, président et éditeur de *La Presse* ainsi que président de Gesca, présentera à la Commission parlementaire chargée d'étudier la problématique de la concentration des entreprises de presse au nom de ce holding qui regroupe sept quotidiens québécois, dont *La Presse* et *Le Soleil*. Au cours des prochains jours, nous publierons également d'importants extraits d'autres mémoires présentés à la Commission, dont ceux de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, du Conseil de presse, de Quebecor et du Syndicat des travailleurs de l'information de *La Presse*.

Le projet de Gesca consiste essentiellement à créer un groupe de presse, c'est-à-dire à réunir dans un même ensemble plusieurs quotidiens qui bénéficieront d'économies d'échelle et de la mise en commun de ressources matérielles, financières et intellectuelles. Bien qu'il s'agisse du premier véritable groupe de presse à se former dans le territoire québécois, cette forme de structure n'a rien de nouveau dans la presse écrite. Cette approche a au contraire été éprouvée depuis des décennies, et le groupe de presse constitue le mode d'organisation de l'information quotidienne dominant au Canada anglais, aux États-Unis et dans la plupart des pays européens. Ainsi, même si nos projets ont été guidés par la nécessité d'adapter nos structures aux bouleversements du monde des communications, tels que la convergence, la stratégie que nous avons choisie constitue une approche classique qui s'inscrit dans les traditions bien établies du monde de l'information. Gesca possède maintenant sept quotidiens francophones au Québec, ce qui lui permet de mieux couvrir le territoire québécois et d'atteindre la masse critique favorisant la création d'un véritable groupe de presse.

La réalité de la convergence
Le développement accéléré des technologies et des réseaux de distribution conduit, à travers le monde, les entreprises de communication à redéfinir leur territoire, à élargir leur champ d'action et à exploiter les occasions d'affaires liées au phénomène de la convergence. L'industrie canadienne des communications n'échappe pas à cette réalité. Au total, près de 27 milliards de dollars ont été consacrés au cours de l'année 2000, au Canada, à la mise en place de stratégies d'acquisitions dans le seul secteur des communications et des médias. En proportion, l'investissement de Gesca fait figure de goutte d'eau dans cette mer de milliards qui a contribué à modifier considérablement les structures de l'industrie canadienne des communications. Un nombre considérable de médias ont pignon sur rue au Québec, où l'on trouve sept chaînes de télévision conventionnelle, 21 canaux spécialisés et payants, 177 stations de radio, 13 quotidiens, 274 hebdomadaires et 530 périodiques

Gesca s'engage à...

GESCA s'engage de façon formelle auprès de ses employés et de ses lecteurs à :

> maintenir le caractère original de chacun de nos quotidiens ;

> reconnaître et favoriser l'indépendance des directions de l'information et des salles de rédaction ;

> respecter les pratiques journalistiques ;

> encourager et promouvoir la diversité d'opinions ;

> actualiser les politiques d'information de nos quotidiens ;

> réinvestir dans les contenus et la qualité ;

> soutenir La Presse Canadienne ;

> et enfin, fournir au Conseil de presse du Québec, les moyens de mieux remplir sa mission.

sans compter les innombrables sites Internet. À tout cela s'ajoutent de solides réseaux de distribution qui donnent accès à un nombre impressionnant de chaînes de télévision, de sites Web, de magazines spécialisés et de publications internationales. De plus, la numérisation de l'information et l'accroissement fulgurant des capacités de la bande passante contribueront à une croissance encore plus accélérée de l'offre média au cours des prochaines années. La concentration de la propriété d'une partie de la presse écrite ne représente pas un réel danger dans un marché où les consommateurs ont accès à des sources d'information de plus en plus variées et nombreuses. Dans un tel contexte, force est de constater que les critères conventionnels pour mesurer les niveaux de concentration et de concurrence sont dépassés et devraient désormais prendre en compte les particularités de chaque marché.

C'est pourquoi un marché qui possède la particularité d'être francophone et dont les limites sont moins extensibles qu'ailleurs en Amérique, l'accroissement du lectorat des quotidiens peut représenter un véritable défi. À l'échelle des pays développés, le Canada présente un des plus faibles taux de tirage des quotidiens per capita, soit 159 par 1000 habitants. À titre de comparaison, les taux sont de 593 en Norvège, de 455 en Finlande, de 332 pour le Royaume-Uni, de 311 en Allemagne, et de 212 pour nos voisins américains.

Gesca doit donc composer avec un environnement qui ne se compare à aucun autre et qui comporte trois éléments fondamentaux, soit un marché francophone limité, un faible taux de lectorat et une abondance des sources d'information.

Les quotidiens de Gesca occupent une place bien définie dans chacun de leur territoire, et le chevauchement, à toutes fins utiles, est presque inexistant. Dans un communiqué, le Bureau de la concurrence arrivait à la conclusion que la transaction ne soulevait aucun problème au chapitre de la concurrence dans les marchés publicitaires pas plus que dans le domaine de la convergence des médias.

Dans l'analyse des mouvements de propriété, il importe donc de considérer que le Québec se classe à l'avant-dernier rang des provinces canadiennes pour la part de tirage des quotidiens détenue par un même éditeur. Au total, Gesca détient une part de marché de 44 % du tirage total des quotidiens distribués au Québec. Les éditeurs principaux de chacune des provinces, sauf l'Ontario, détiennent une part largement majoritaire du tirage des quotidiens, comme l'indique le tableau ci-contre.

De plus, la décision de Gesca de se départir de ses hebdomadaires dans les marchés de Québec, Trois-Rivières, Chicoutimi et Hull a pour effet de diminuer la propriété des publications dans ces mêmes marchés.

Dans le développement de ses stratégies, Gesca doit tenir compte de l'environnement dans lequel ses quotidiens évoluent. Le fait que des quotidiens d'un même groupe de presse soient présents dans les marchés de Québec et de Montréal n'est pas un phénomène nouveau. Le *Journal de Québec* et *Le Journal de Montréal* évoluent au sein d'un même groupe depuis 33 ans.

L'histoire récente démontre également qu'au Québec le phénomène de la convergence se manifeste de manière significative. Pour illustrer ce fait, rappelons que *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec* évoluent au sein d'un groupe engagé dans des activités de radio-diffusion, d'Internet, de nouveaux médias, de publication, d'impres-

sion, de distribution, de vente au détail de produits culturels et bientôt, si le CRTC l'autorise, dans des activités accrues de télédiffusion et de télédistribution. Un tel niveau d'intégration a été rendu possible grâce à l'appui de la Caisse de dépôt et placement du Québec dont le mandat relève de l'Assemblée nationale.

Une masse critique nécessaire
Il faut bien comprendre la structure des quotidiens de Gesca pour éclairer le débat sur les impacts de la concentration. Cette structure comprend : un quotidien présent dans un marché classé primaire par les annonceurs nationaux (*La Presse*) ; un quotidien présent dans un marché classé secondaire par les annonceurs nationaux (*Le Soleil*) ; cinq quotidiens régionaux, soit, par ordre d'importance de tirage : *Le Nouvelliste*, *Le Droit*, *La Tribune*, *Le Quotidien* et *La Voix de l'Est*. *La Presse* et *Le Soleil* cheminent dans des marchés suffisamment importants pour être en mesure de soutenir, au sein d'un même groupe de presse, une stratégie dite de « journaux nationaux ». Il s'agit de journaux aptes à offrir une couverture complète de l'actualité, à consacrer une place importante à l'analyse et à la diversité d'opinions, à promouvoir la réalisation de dossiers et de séries ainsi qu'à faire appel à un bassin de correspondants à l'étranger. Il est d'ailleurs à noter qu'en Amérique du Nord la presque totalité des quotidiens dont le tirage



Guy Crevier

sèdent des structures et des mécanismes de décision complexes dont la responsabilité est assumée par des gestionnaires et par des professionnels de l'information, présentement en raison de leur solidité financière une plus grande indépendance vis-à-vis des groupes de pression de toute nature, disposent de meilleurs moyens pour innover, offrir des contenus diversifiés et de qualité.

Aucune loi, aucun règlement, aucune politique ne peut mieux garantir la qualité de l'information que la volonté et la capacité financière d'un groupe de presse à promouvoir une stratégie de qualité. C'est là que réside la meilleure garantie d'une presse libre et diversifiée.

de la salle de rédaction de *La Presse* a connu une augmentation malgré une réduction importante de personnel dans les autres secteurs de l'entreprise. En région, ce sont dans les salles de rédaction des quotidiens de Gesca que l'on trouve les effectifs journalistiques les plus nombreux. Les quotidiens de Gesca se démarquent par les ressources importantes allouées à ses équipes rédactionnelles et par l'importance accordée à sa politique éditoriale qui vise essentiellement à promouvoir en qualité et en grand nombre des pages d'opinions, des pages de lettres aux lecteurs, des chroniques et des analyses ainsi que la publication de séries et de dossiers sur des enjeux de société. Les quotidiens de Gesca se distinguent également par un nombre supérieur de collaborateurs spécialisés et de correspondants à l'étranger.

Des règles claires
En matière d'information, les pratiques et le passé parlent plus que toute autre chose. C'est pourquoi Gesca est fière d'affirmer qu'elle a toujours respecté, dès ses premiers pas dans la presse écrite, l'indépendance des salles de rédaction et le caractère original de chacun de ses journaux. Cette attitude et cette culture d'entreprise expliquent sûrement pourquoi l'annonce de la transaction a été accueillie avec soulagement par la très grande majorité des journalistes des salles de nouvelles des quotidiens d'UniMédia. Les quotidiens *La Presse*, *Le Nouvelliste* et *La Tribune* possèdent des règles internes bien établies concernant la circulation de l'information entre les quotidiens. Des règles similaires existent entre *Le Soleil*, *Le Droit* et *Le Quotidien*.

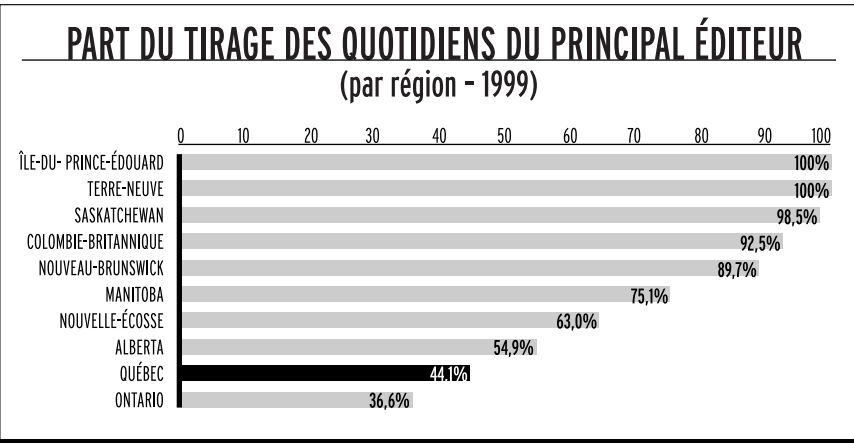
La direction de l'information de chaque quotidien a le contrôle absolu de son contenu. Ainsi, elle choisit à son gré de publier ou non une série ou un sondage, au même titre qu'elle est libre de reprendre les dépêches de la Presse Canadienne qu'elle juge pertinentes. Gesca est aussi sensible aux appels répétés du Conseil de presse sur le peu de moyens dont il dispose pour s'acquitter d'une mission exigeante et essentielle. Notre entreprise est d'ores et déjà prête à participer au renforcement des moyens de cet organisme, incluant un financement adéquat pour permettre l'analyse accélérée des plaintes. De plus, il nous paraît indispensable que l'ensemble des quotidiens du Québec contribue au financement et à la vitalité du Conseil de presse.

Possédant désormais un réseau de sept quotidiens, Gesca a mis en branle un processus de réflexion afin de revoir et de mettre à jour ses politiques d'information. Cet exercice conduira à un énoncé de principe portant sur notre engagement à remplir notre mission d'informateur en valorisant une information de qualité ainsi que l'expression de la diversité. La publication de cet énoncé constituera en fait un engagement formel envers nos lecteurs, premiers juges de la qualité et de la rigueur de l'information. L'atteinte des objectifs de qualité que nous nous sommes fixés suppose également que nous prenions des engagements envers nos employés et nos lecteurs. Certains de ces engagements font partie de notre tradition et des principes sur lesquelles reposent notre mission d'informateur. Et, d'autres visent à répondre au nouveau contexte dans lequel notre entreprise se trouve aujourd'hui. Ces engagements sont : maintenir le caractère original de chacun de nos quotidiens ; reconnaître et favoriser l'indépendance des directions de l'information et des salles de rédaction ; respecter les pratiques journalistiques ; encourager et promouvoir la diversité d'opinions ; actualiser les politiques d'information de nos quotidiens ; investir dans des contenus de qualité ; soutenir La Presse Canadienne ; et enfin, fournir au Conseil de presse du Québec, les moyens de mieux remplir sa mission.

À une époque où les paramètres d'analyse de la concentration ont radicalement changé, notre vision repose sur une presse quotidienne francophone forte, libre et indépendante. C'est l'ambition que nous entretenons pour chacun de nos quotidiens, et nous avons la certitude que c'est une ambition que le lecteur d'aujourd'hui partage avec nous.



À l'échelle des pays développés, le Canada présente un des plus faibles taux de tirage des quotidiens per capita, soit 159 par 1000 habitants. À titre de comparaison, les taux sont de 593 en Norvège, de 455 en Finlande, de 332 pour le Royaume-Uni, de 311 en Allemagne, et de 212 pour nos voisins américains.



est comparable à celui de *La Presse* et du *Soleil* évoluent au sein de groupes de presse où l'on trouve d'autres journaux de taille comparable. Pour leur part, nos cinq autres quotidiens jouent un rôle primordial dans leur région respective. Ils répondent aux besoins de leur marché et partagent également des objectifs de qualité, de diversité et d'indépendance. Une entreprise de presse comme Gesca doit disposer des moyens pour assurer sa croissance en atteignant la masse critique nécessaire au maintien de ses objectifs de qualité. En procédant à l'acquisition de nouvelles entreprises proches de la culture et de l'expertise qu'elle possède déjà, Gesca renforce la capacité et les moyens de chacun de ses quotidiens de produire des journaux de qualité et de défendre dans leur marché respectif la langue et la culture qui nous sont communes. On ne saurait rappeler assez l'importance du rôle d'une bonne santé financière et de l'accès à des capitaux pour le maintien et le développement d'une presse de qualité. D'ailleurs, une des recherches les plus intensives menées à ce chapitre aux États-Unis sur une période de 12 ans par le professeur David Demers, directeur général du *Center for Global Media Studies*, de l'Université de Washington, démontre que les groupes de presse de grande taille, accordent une importance plus grande à la qualité du produit et de l'information, pos-

Une expertise unique
Gesca consacre annuellement 48 millions de dollars au fonctionnement de ses salles de rédaction. Notre volonté de privilégier un modèle de fonctionnement en groupe de presse n'a pas pour objectif de réaliser des économies au chapitre de la cueillette d'information mais d'adopter un modèle d'organisation du travail qui favorise l'accroissement de la qualité de chacun de nos quotidiens. C'est pourquoi, si des économies au niveau des salles de nouvelles venaient qu'à être réalisées, grâce au mode de fonctionnement en groupe de presse, la totalité de ces économies seraient réinvesties dans l'amélioration des contenus. Il s'agit d'un engagement formel à l'endroit des salles de nouvelles, engagement propre à doter nos équipes rédactionnelles de meilleurs outils afin qu'elles puissent produire une information plus complète et encore de meilleure qualité. Au cours des 30 dernières années, Gesca a développé une expertise unique dans l'édition de journaux au sein de quatre quotidiens de langue française : *La Presse* (Montréal), *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières), *La Tribune* (Sherbrooke) et *La Voix de l'Est* (Granby). Malgré une baisse marquée de la rentabilité des journaux régionaux, au cours des 10 dernières années, aucune réduction de personnel n'est venue affecter le fonctionnement des salles de rédaction de la plupart de nos quotidiens. L'effectif

@

TEXTE INTÉGRAL DU MÉMOIRE: www.cyberpresse.ca/concentration

***Bibliothèque
et Archives
nationales***

Québec 

La Presse

10 février 2001

Page A20 manquante

MONDE

Ariel Sharon, élu lundi dernier premier ministre d'Israël, a 45 jours pour former un gouvernement et sollicite à cet effet le camp travailliste. Difficile, car l'élú refuse de reprendre, avec l'Autorité palestinienne, les négociations là où les avait laissées l'ex-premier ministre Ehud Barak.



PHOTOS AFP
L'Intifada bat son plein dans les rues de Ramallah (à g.) pendant qu'à Gaza, des militants du Jihad islamique qui ont fait le voeu de commettre des attentats suicides défilent devant des milliers de Palestiniens.



| PROCHE-ORIENT |

La violence s'amplifie pendant qu'Ariel Sharon forme son gouvernement

d'après AP et AFP

JÉRUSALEM – Ariel Sharon a entamé hier des tractations avec Ehud Barak en vue de former avec les travaillistes un gouvernement d'union nationale. Dans le même temps, de nouveaux affrontements se sont produits près de Ramallah, en dépit de l'engagement du nouveau premier ministre de ne pas reprendre les négociations de paix avant l'arrêt des violences.

Un photographe de l'agence Gamma, Laurent Van der Stockt, et 27 Palestiniens ont été blessés par balles réelles ou de caoutchouc, selon des médecins palestiniens sur place. Les soldats israéliens ont utilisé des mitrailleuses et des obus contre les Palestiniens armés re-tranchés dans des immeubles vi-des.

Ces affrontements en Cisjordanie ont commencé à l'issue d'une manifestation de plusieurs centaines de partisans du Fatah de Yasser Arafat, principale composante de l'OLP. Les manifestants ont jeté des pierres contre un poste de contrôle israélien, puis des Palestiniens ont ensuite ouvert le feu, selon des té-moins.

Les violences qui ont suivi la vi-site d'Ariel Sharon sur l'Esplanade des Mosquées, le 28 septembre, ont depuis coûté la vie à 331 Palesti-niens, 52 Israéliens, un Allemand et 13 Arabes israéliens. Marwan Barghouti, leader du Fatah en Cis-

jordanie, a averti que le soulève-ment se poursuivrait. « Il n'y a au-cune possibilité de négocier avec Sharon, nous devons cesser de per-dre du temps à y penser. »

À Gaza, 2500 personnes ont ma-nifesté leur soutien au mouvement islamique du Hamas, qui a menacé de commettre de nouveaux atten-tats contre Israël. Quelque 2000 Pa-lestiniens défilaient également dans la ville pour le Jihad islami-que.

La veille, une femme avait été lé-gèrement blessée par un attentat à la voiture piégée dans un quartier juif ultra-orthodoxe de Jérusalem.

De son côté, le Hezbollah liba-nais a appelé les Arabes à cesser de se lamenter, estimant qu'Ehud Ba-rak n'était pas mieux qu'Ariel Sha-ron et qu'il fallait « rejeter une rhé-torique destinée à terrifier la région et sa population », selon le cheikh Hassan Nasrallah.

Ariel Sharon s'est pour sa part entretenu au téléphone avec Yasser Arafat, auquel le nouveau prési-dent américain George W. Bush a demandé de « donner une chance » à son interlocuteur. Le chef de l'Autorité palestinienne a réaffirmé son intérêt pour la reprise des pourparlers de paix, d'après la ra-dio israélienne.

Le premier ministre israélien élu a fait de même, ajoutant qu'il exi-geait toujours l'arrêt des violences comme condition préalable à toute négociation. Il préférerait, a-t-il dé-claré à la presse, « un accord de non-belligérance » avec les Palesti-niens, « sans calendrier mais avec une liste d'attentes, plutôt qu'un accord de paix ».

Ariel Sharon a adressé hier une lettre à Yasser Arafat pour l'infor-mer que ces propositions n'avaient



Photo REUTERS

Les ennemis de l'élection de lundi dernier en Israël ont renoué contact hier à Jérusalem, au moment où le grand vainqueur, Ariel Sharon (à g.) tente d'impliquer son adversaire, le premier ministre sortant Ehud Barak, dans un projet de gouvernement national, ce à quoi s'opposent de nombreux collègues travaillistes de M. Ba-rak.

plus cours, a indiqué un membre de son bureau. « Le premier minis-tre a informé officiellement les Pa-lestiniens, comme il l'avait fait au début des négociations, que rien n'est ferme tant qu'il n'y a pas d'ac-cord et que seuls les accords signés sont valables », a dit David Baker.

C'est dans ce climat tendu qu'Ariel Sharon a commencé à

constituer son équipe, en propo-sant notamment, selon les médias, la Défense à Ehud Barak, et les Af-faires étrangères à un autre travail-liste, peut-être Shimon Peres, an-cien premier ministre et artisan des accords de paix de 1993. Les deux hommes ne sont pas opposés à une alliance, contrairement à d'autres travaillistes qui refusent de cau-tionner la politique du Likoud (droite). Les discussions doivent continuer demain.

La pression est forte, d'autant plus qu'une commission d'enquête de la Commission des droits de l'homme de l'ONU devait arriver hier pour établir l'existence éven-tuelle de violations commises par Israël depuis le 28 septembre.

Concernant Damas, M. Shoval a déclaré que « les conditions posées par la Syrie à une reprise des négo-ciations sont inacceptables », en ré-férence à l'exigence qu'Israël ac-cepte au préalable un retrait complet du Golan.

« Ces conditions avaient déjà été jugées inacceptables par le premier ministre sortant Ehud Barak quand elles avaient été soulevées par le père du président Assad (Hafez al-Assad). Elles le sont à fortiori pour M. Sharon », a précisé M. Shoval.

M. Shoval réagissait à une décla-ration du président syrien Bachar al-Assad, qui s'est déclaré disposé à négocier avec le gouvernement de M. Sharon s'il acceptait de « rem-plir les conditions de paix » de Da-mas. Les négociations entre la Syrie et Israël, qui avaient repris en dé-cembre 1999 à Washington, sont gelées depuis janvier 2000.

MOHAMED HASNI
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — Avant même de prendre ses fonctions, le premier ministre israélien élu, Ariel Sha-ron, a confirmé son intention de changer les règles du jeu avec les Palestiniens et rejeté les conditions mises par la Syrie pour une reprise des négociations.

Le conseiller diplomatique de M. Sharon, Zalman Shoval, a signifié aux Palestiniens qu'il n'était pas question pour Israël de reprendre les négociations au point où elles s'étaient arrêtées à Taba, en Égypte, avec le gouvernement sortant du travailliste Ehud Barak.

Il a aussi fait savoir aux Syriens qu'une restitution intégrale du pla-teau du Golan, occupé par Israël depuis 1967, était inacceptable pour le prochain gouvernement is-

raélien. « Le gouvernement (Sha-ron) ne sera tenu que par les ac-cords signés », a déclaré M. Shoval à propos des négociations avec les Palestiniens.

Il se référerait notamment aux ac-cords d'Oslo de 1993, de Wye Plan-tation, en octobre 1998, et de Charm el-Cheikh, en septembre 1999, le dernier accord en date si-gné par Israël avec les Palestiniens. « Il n'y a eu aucun accord de conclu à Taba et ce qui a été discuté n'en-gage pas le gouvernement que M. Sharon va former », a ajouté M. Shoval.

Il opposait ainsi une fin de non-recevoir aux dirigeants palesti-niens, qui avaient appelé plus tôt cette semaine M. Sharon à « re-prendre les négociations au point où elles avaient abouti » à Taba.

Aucun accord formel n'avait été conclu au terme de six jours de

pourparlers intensifs fin janvier dans cette station balnéaire de la mer Rouge entre négociateurs is-raéliens et palestiniens, mais des progrès avaient été réalisés, essen-tiellement sur les questions de Jérusalem et de l'ampleur du retrait israélien des territoires palesti-niens.

Les Palestiniens ont insisté sur leur demande. « Nous réaffirmons que les négociations ne peuvent re-prendre qu'à partir du point où el-les avaient abouti à Taba », a dé-claré Nabil Abu Roudaina, conseiller du président Yasser Ara-fat.

Le négociateur palestinien Saëb Erakat a également affirmé que « le nouveau gouvernement israélien commet une grave faute stratégique s'il nous croit capable de reprendre les négociations à zéro ».

Pendant sa campagne électorale,

M. Sharon avait averti que les Pa-lestiniens devaient se contenter des zones déjà sous leur contrôle, soit environ les deux tiers de la bande de Gaza et 42 % de la Cisjordanie. Il avait également exclu tout dé-mantèlement des 150 colonies où vivent 200 000 colons et toute divi-sion de Jérusalem.

Or, les négociations de Taba avaient pour base le plan de com-promis de l'ancien président améri-cain Bill Clinton.

Ce plan prône le transfert à un futur État palestinien de 95 % de la Cisjordanie et de 100 % de la bande de Gaza, au prix du main-tien de 80 % des colons juifs dans des blocs d'implantations qui se-raient annexés par Israël et d'une renonciation du droit au retour des réfugiés de 1948 et de leurs descen-dants, soit environ 3,7 millions de personnes.

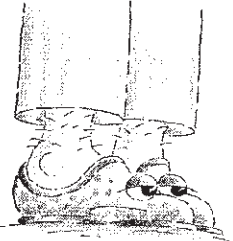
Abonnez-vous!

Professionnels de la santé et de la mise en forme à votre service
Évaluation médicale sérieuse, programme personnalisé
Golf • Sauna • Bicyclette • Volley-ball • Musculation • Massothérapie • Aérobixe • Step
Clinique anti-tabac • Cours de réanimation • Cours de natation et aquaforme • Contrôle du poids
Contrôle du cholestérol • Course et marche rapide sur piste surélevée...et bien plus!

(514) 374-1480

Visites guidées
chaque semaine

Tout ce qui
traîne
déperit!



Le Centre Épic de l'Institut de
Cardiologie de Montréal
5055, rue Saint-Zotique Est
Montréal (Québec) H1T 1N6

ÉPIC

2918006

Violente manifestation contre le régime islamique à Téhéran

d'après AFP

TÉHÉRAN – Téhéran a été le théâtre hier d'une manifestation contre le régime islamique qui a provoqué des affrontements avec les forces de l'ordre, faisant une vingtaine de blessés.

Les manifestants, au nombre de 3000, des jeunes pour la plupart, certains ayant moins de 16 ans, se sont rassemblés en fin de matinée à l'entrée du parc Mellat, le grand parc du nord de la capitale iranienne.

Ils ont scandé, lors de ce rassemblement qui n'avait pas été autorisé, des slogans hostiles au régime islamique, appelant notamment à la « liberté de pensée » et à la « liberté de parole ».

Arrivées en grand nombre, les forces anti-émeutes ont mis fin en quelques minutes au rassemblement, lançant à l'intérieur comme à l'extérieur du parc des grenades lacrymogènes et matraquant des manifestants, dont une vingtaine, selon des témoins, ont été blessés.

La police, qui était aidée par des miliciens islamiques, les « bassidjis », a arrêté de nombreux manifestants, une centaine selon certains témoins. « Ils m'ont frappée ainsi que mon frère, qui a été emmené », a raconté une manifestante âgée de 16 ans.

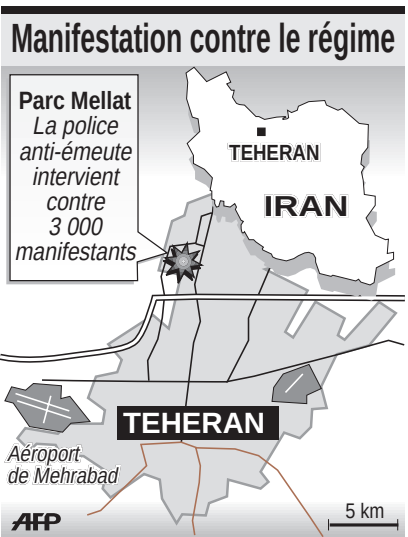
L'agence officielle IRNA a estimé le nombre des manifestants à 300, ne faisant état ni de blessés ni de personnes arrêtées. « Des groupes hostiles au régime islamique, basés dans des pays étrangers, ont invité leurs partisans à organiser ce rassemblement », a ajouté l'agence iranienne.

Parmi les manifestants hostiles au régime, y compris au président réformateur Mohammad Khatami, se mêlaient des personnes répondant à un appel du dirigeant activiste Hechmatollah Tabarzadi, ancien partisan du président, tandis que d'autres avaient été informées par la radio américaine de Los Angeles destinée aux Iraniens, Radio Iran, qui est de tendance monarchiste.

Plusieurs personnes ont déclaré avoir participé à la manifestation du parc Mellat pour exprimer « leur hostilité au régime islamique », aux côtés de militants « monarchistes ».

Intervenant avant la prière du vendredi, qui se tenait au moment de la manifestation, l'ayatollah conservateur Ahmad Jannati a dénoncé « tous les complots américains » contre la République islamique depuis 22 ans, affirmant qu'ils « continuaient, mais seraient déjoués à coup sûr ».

Le calme est revenu en début d'après-midi dans le parc, réinvesti par de nombreuses familles en cette journée ensoleillée. Mais les forces de l'ordre demeuraient en alerte,



très nombreuses, empêchant des regroupements.

Selon un manifestant, des rassemblements « sporadiques » devaient se poursuivre dans la journée et un autre a lieu aujourd'hui, jour anniversaire de la révolution islamique de 1979, à l'appel du « groupe de Tabarzadi ».

Outre Téhéran, des manifestations se sont déroulées en province, mais il n'y a pas eu de confirmation officielle. Ces manifestations, accompagnées de quelques incidents, se sont tenues à Ouroumieh, Qazvin (ouest), Machhad et Bodjnourd (est).

L'opposition monarchiste iranienne en exil aux États-Unis s'est félicitée du mouvement de protes-

tation. « Nous soutenons » ce mouvement, a déclaré le secrétaire général du Parti constitutionnel d'Iran (monarchiste), Khosrow Akmal, ajoutant que c'était la position de « la majorité, sinon la totalité » de l'opposition iranienne.

Akmal a indiqué que la radio monarchiste Radio Iran, qui diffuse en persan depuis Los Angeles, ne donnait pas de consignes de manifester, mais diffusait des messages d'auditeurs qui, depuis l'Iran, plaidaient pour de telles manifestations. Cette radio « donne aux gens une occasion de dire ce qu'ils veulent dire », a affirmé Akmal.

Il a également estimé qu'il « y avait sans aucun doute une relation » entre les manifestations de colère contre le régime et la récente décision du fils de l'ancien chah d'Iran, Reza Pahlavi, qui vit aux États-Unis, d'intensifier sa campagne en direction de l'Iran, notamment par l'Internet ou les radios basées à l'étranger.

Les jeunes Iraniens, pourtant pour la plupart nés après la révolution islamique de 1979, « le soutiennent, ce qui est une surprise », a-t-il ajouté.

Pahlavi avait, au cours d'une conférence de presse à Washington le 24 janvier, dénoncé « l'échec » des réformateurs conduits par le président Khatami et appelé à l'instauration d'un régime démocratique, qui pourrait prendre la forme d'une monarchie constitutionnelle.

| INDONÉSIE |

Wahid calme les siens

d'après AFP

PASURUAN, Indonésie – Le président indonésien Abdurrahman Wahid a appelé ses partisans au calme hier après six jours de manifestations, parfois violentes, dans l'est de Java et affirmé qu'il ne serait pas destitué par les parlementaires.

Wahid a annoncé une opération coup de poing contre la corruption en lançant qu'une dizaine de « grosses personnalités », qui seraient liées au régime de l'ex-président Suharto, seraient arrêtés la semaine prochaine.

Des milliers d'étudiants ont manifesté contre Wahid dans trois villes, dont Jakarta, où environ 3000 d'entre eux ont marché vers la présidence aux cris de « Gus Dur (surnom de Wahid) démission ».

Wahid s'est rendu à Pasuruan (est de Java), où il a été accueilli par des milliers de personnes, sous la haute surveillance des « Banser », une force d'autodéfense musulmane, avant de se rendre à Surabaya, deuxième ville du pays, théâtre d'une violente manifestation mercredi.

Depuis six jours, des partisans de Wahid manifestent dans l'est de Java et ont saccagé une dizaine de sièges locaux du Golkar, le parti de l'ex-président Suharto, dont celui de Surabaya qui a été incendié. Ils protestaient contre la décision du Parlement, la semaine dernière, de donner un avertissement à Wahid pour son rôle dans deux scandales financiers, première étape sur la voie d'une destitution.

« Il n'y aura pas de session spéciale » de l'Assemblée législative du peuple (MPR), qui peut destituer le président après deux avertissements du Parlement, a lancé Wahid, un leader musulman modéré. « Je suis persuadé qu'avec (mes) réponses (au Parlement), il n'y aura plus de problème », a-t-il dit. Wahid a trois mois pour répondre au premier avertissement des parlementaires. Il a de nouveau qualifié hier « d'illégale » la commission parlementaire qui l'a mis en cause.

Le chef de l'État a aussi affirmé qu'il ferait arrêter la semaine prochaine « dix importantes » personnalités, en réponse à une question sur ce qu'il comptait faire contre les « corrompus » de l'ancien régime du président Suharto, contraint à la démission en mai 1998 après des émeutes sanglantes. Il a appelé ses partisans à « s'en tenir à la loi » et à arrêter leurs attaques contre le Golkar.

À Pasuruan, les Banser, garde civile de la plus importante organisation musulmane, la Nahdlatul Ulama, ont expliqué être prêts à défendre Wahid jusqu'à la « dernière goutte de leur sang ».

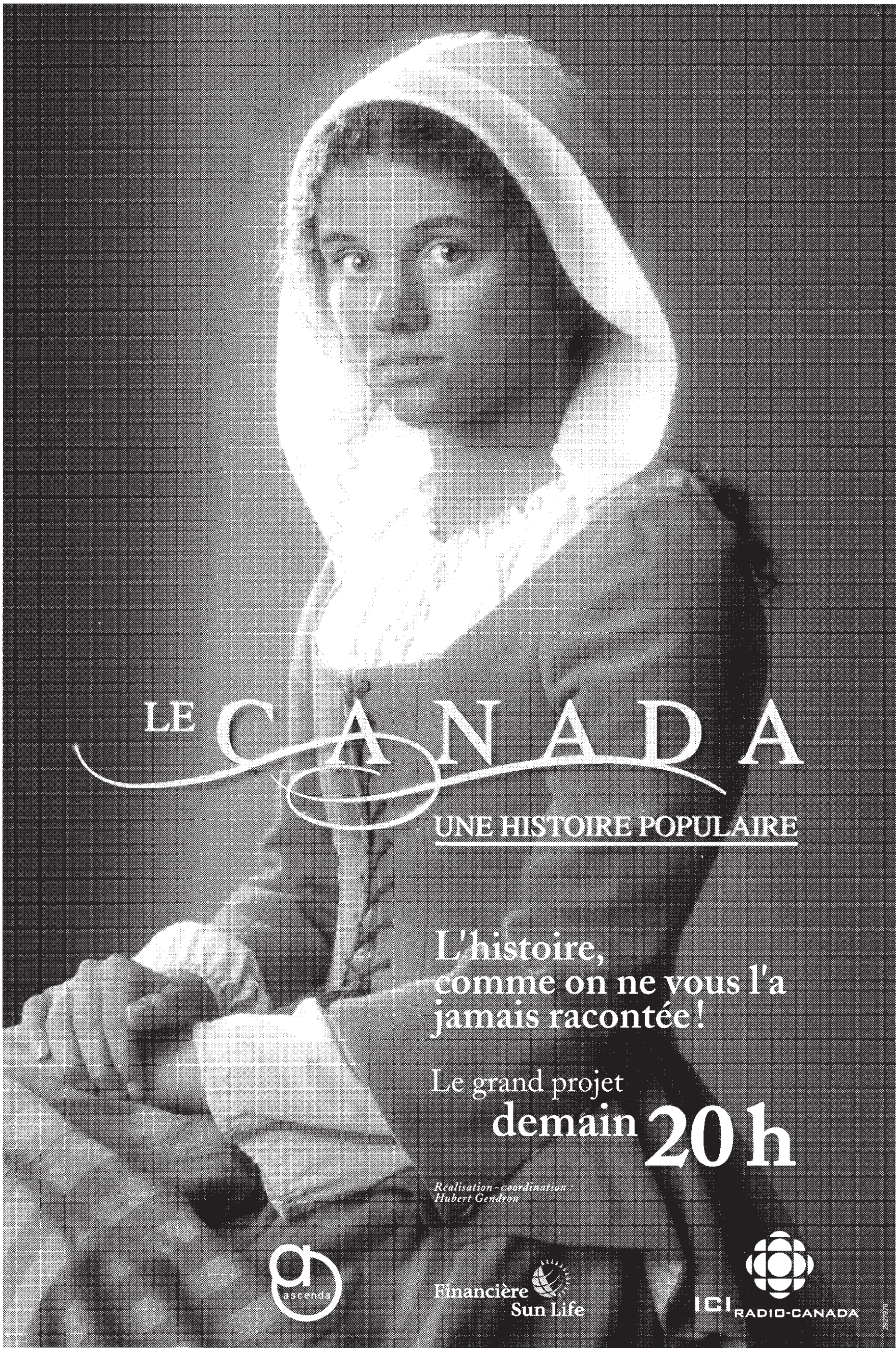
« Nous voulons attaquer le Golkar. Si on m'en donne l'ordre, je suis prêt à faire la guerre au Golkar », a lancé le chef des Banser de Pararuan, Hasyim Nur.

Des responsables politiques et des diplomates s'inquiètent des risques d'une extension des manifestations et des violences, pour le moment largement contenues dans l'est de Java et de la période d'instabilité que pourrait connaître le pays durant les prochains mois.

La Bourse de Jakarta, dans la crainte de nouvelles négatives sur le front politique, a perdu 3 % hier.

Premier président démocratiquement élu du pays, Wahid refuse de démissionner. Il affirme n'être pas impliqué dans les deux scandales financiers portant sur six millions de dollars US, baptisés « Bulogate » et « Bruneigate ».

Après avoir été lâché par tous ses ex-alliés au Parlement, où son parti ne dispose que de 10 % des sièges, Wahid a bénéficié d'un répit cette semaine, quand les deux principaux partis politiques et les militaires siégeant au Parlement ont rejeté une initiative de parlementaires réclamant une destitution immédiate.



LE CANADA

UNE HISTOIRE POPULAIRE

L'histoire, comme on ne vous l'a jamais racontée!

Le grand projet
demain 20 h

Realisation-coordination : Hubert Gendron

ascenda

Financière Sun Life

ICI RADIO-CANADA

New Beetle 2001 Spécial

Pourquoi attendre?



Stock no 01013

Popular 5441, rue Saint-Hubert
Tél.: (514) 274-5471
popular@videotron.ca

Laurier Un vrai fait pour Volkswagen

Sommet des belligérants du Congo pour relancer la paix

d'après AFP

LUSAKA — Les belligérants du conflit en République démocratique du Congo (RDC) devraient se réunir en sommet mardi prochain à Lusaka pour tenter de relancer l'accord de cessez-le-feu moribond conclu en 1999 dans la capitale zambienne, a-t-on appris hier de sources diplomatiques et de source gouvernementale zambienne.

Après 25 ans, les derniers boat people vietnamiens sont relogés

d'après AFP

BANGKOK — Les six derniers réfugiés vietnamiens en Thaïlande ont quitté mercredi dernier Bangkok pour la France, un départ qui clôt après 25 ans le tragique chapitre des *boat people*. Pour le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), ce départ « marque la clôture du chapitre vietnamien du Plan d'action sur les réfugiés indochinois », adopté en 1989 par plus de 70 pays. Ce Plan d'action a permis la réinstallation et le « rapatriement volontaire » d'un grand nombre de Vietnamiens, grâce aux efforts du gouvernement thaïlandais, de la communauté diplomatique, d'organismes non gouvernementaux et du HCR, a souligné ce dernier. Des centaines de milliers de Vietnamiens, dont un nombre important d'origine chinoise, fuirent leur pays après la victoire communiste de 1975, beaucoup à bord d'embarcations de fortune et dans des circonstances périlleuses. Ils le firent d'abord pour des motifs politiques ou religieux jusque dans les années 80, puis souvent pour des raisons socio-économiques au début des années 90. L'immense tragédie des *boat people* — les noyades, les viols et autres drames humains au larges des côtes thaïlandaises et malaisiennes — a fait la une de la presse internationale pendant des mois. Au tout début, ce sont le médecin français Bernard Kouchner, le fondateur de Médecins sans frontières en 1971, et son bateau *Ville de lumière* qui ont contribué à sensibiliser l'opinion internationale sur leur sort. Les six Vietnamiens sont les tout derniers de l'ultime groupe de réfugiés en Thaïlande, une soixantaine de « laissés pour compte » depuis 1998 des retours volontaires, des « cas difficiles », a précisé un diplomate français. Finalement, après moult discussions, ils ont été accueillis récemment en France (6), aux États-Unis (18), en Australie (6), en Nouvelle-Zélande (5), en Belgique (2) mais aussi au Vietnam qui a accepté d'en reprendre 15. Ils étaient détenus dans une prison des services de l'immigration thaïlandais en attendant un pays d'accueil. Le dernier camp de réfugiés vietnamiens en Thaïlande avait fermé ses portes à Sekkiew, dans le Nord-Est, il y a près de quatre ans. Parmi les six derniers à partir cette semaine, le plus ancien était depuis 17 ans en Thaïlande, où il avait débarqué à l'âge de 24 ans. Le cadet, lui, était arrivé en 1992. Concernant les réfugiés indochinois des années 1975, l'ONU avait bouclé il y a un peu plus d'un an, en décembre 1999, la dernière opération de rapatriement de plus de 1000 Laotiens installés dans un camp de Thaïlande depuis la fin du conflit indochinois. Quant aux Cambodgiens, les derniers groupes de réfugiés en Thaïlande ont été rapatriés et leurs camps fermés en avril 1999. La fermeture des camps en Thaïlande a marqué la fin d'un des chapitres les plus noir du dernier quart de siècle, lorsque des dizaines de milliers de réfugiés cambodgiens avaient fui successivement la dictature khmère rouge (1975-79), l'occupation vietnamienne (1979-89) et, plus récemment, les combats entre factions rivales. « C'est toute une épopée qui se termine. On peut mettre le dossier des *boat people* aux archives », a déclaré le père Olivier Morin, un jésuite français de Bangkok qui s'est occupé d'eux. Le HCR a exprimé sa « reconnaissance » à la France pour « ce dernier geste humanitaire ». « La France a été fidèle jusqu'au bout à sa tradition d'accueil. C'est elle qui a porté les premiers *boat people* à la connaissance internationale, avec Bernard Kouchner, et c'est elle qui ferme la porte », s'est félicité le père Morin.

Les dirigeants rebelles de RDC devraient participer au sommet, ont indiqué à Lusaka leurs représentants. Des dirigeants de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) devraient également participer au sommet présidé par le chef de l'état zambien, Frederick Chiluba, qui avait été à l'origine de l'accord de Lusaka signé par les États belligérants en juillet 1999 et par les rebelles en août 1999. Cet accord est resté lettre morte depuis sa signature. Le rôle de médiateur de Chiluba dans les efforts de paix en RDC avait ensuite été plus effacé. Le président sud-africain Thabo Mbeki avait notamment ensuite pris l'initiative de plusieurs sommets. Le Zimbabwe, l'Angola et la Namibie soutiennent militairement le régime de Kinshasa contre les rebelles appuyés par le Rwanda et l'Ouganda. La conférence de Lusaka sera le premier sommet des belligérants sur la RDC depuis la mort de Laurent-Désiré Kabila, victime d'un attentat à Kinshasa le mois dernier et qui était considéré par certains analystes comme un obstacle à la paix, notamment à propos du déploiement de 500 observateurs de l'ONU accompagnés d'une force de protection de 5000 Casques bleus.

L'ONU a demandé sans succès à plusieurs reprises des garanties de sécurité aux belligérants pour pouvoir déployer ses observateurs en RDC. Seule une poignée d'entre eux s'y trouvent. La mort de Kabila a suscité une vague d'initiatives diplomatiques sans précédent sur la RDC pour tenter de profiter de ce qui apparaît comme une occasion propice pour parvenir à la paix. Hier également, le chef de la diplomatie belge, Louis Michel, a déclaré à Bruxelles que le Rwanda ne quittera la RDC que quand l'ONU aura désarmé les extrémistes hutus combattant dans ce pays. Michel venait de rencontrer le président

rwandais, Paul Kagame. Soupçonné par une partie de la communauté internationale d'occuper l'est de la RDC autant pour en piller les richesses (or, diamant) que pour sécuriser les frontières du Rwanda, Kagame a expliqué à Michel que son armée partirait en une semaine si l'ONU désarmait les interahamwe. Selon Kigali, plusieurs dizaines de milliers de miliciens hutus interahamwe et d'anciens membres des Forces armées rwandaises, responsables du génocide qui a fait entre 500 000 et 800 000 morts au Rwanda en 1994, combattent en RDC aux côtés de l'armée congolaise.



Comment j'ai vaincu l'insomnie avec l'aide de ma banque.

«La période des REER me stressait tellement que j'ai même pensé prendre mon bain dans de la tisane pour me relaxer. Mais depuis que mon conseiller m'a proposé des produits répondant à mes besoins, je dors sur mes deux oreilles!»

La période des REER : pas besoin d'en faire une maladie !

À la Banque Laurentienne, nous savons que la période des REER peut causer bien des frustrations. Voilà pourquoi nos représentants en épargne collective prennent le temps de bien vous écouter et vous offrent, par l'entremise de BLC Services Financiers, **pas moins de 85 fonds communs de placement**, de même qu'un excellent programme de prêts REER*. De plus, notre famille de fonds IRIS vient d'accueillir **deux nouveaux fonds indiciels**, sans frais d'acquisition ni de rachat, qui sont admissibles à 100 % à votre REER :

1. Le Fonds indiciel d'actions canadiennes Plus IRIS

Le Fonds indiciel d'actions canadiennes Plus IRIS est un fonds de croissance construit de façon à reproduire la performance de l'indice S&P/TSE 60, qui réunit les 60 compagnies les plus importantes de la vieille et de la nouvelle économie.

2. Le Fonds Nasdaq-100® IRIS (RÉR)

Le Fonds indiciel Nasdaq-100® IRIS (RÉR) est un fonds dont l'objectif est de reproduire l'indice américain Nasdaq-100® tout en demeurant admissible à 100 % au REER. L'indice est composé de 100 entreprises

technologiques œuvrant dans les domaines de l'informatique, des télécommunications, des biotechnologies et autres. Si vous voulez miser sur la nouvelle économie, il est tout indiqué !

1 800 BLC-1846
www.banquelaurentienne.com



Un placement dans un fonds commun de placement peut donner lieu à des commissions de vente et de maintien, des frais de gestion et autres frais. Veuillez lire le ou les prospectus simplifiés avant d'investir. Les fonds communs ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et le rendement passé n'est pas indicatif du rendement futur. • Les Fonds sont offerts par BLC Services Financiers, filiale de la Banque Laurentienne. Les Fonds paient des frais de gestion et des frais d'exploitation. Le gérant paie une commission de service aux placeurs de Fonds. • « Standard & Poor's® » et « S&P® » sont des marques de commerce de The McGraw-Hill Companies Inc. « TSE » est une marque de commerce de la Bourse de Toronto. La Banque Laurentienne a obtenu une licence pour l'emploi de ces marques. Le produit n'est pas parrainé, avalisé, vendu ou promu par Standard & Poor's ou la Bourse de Toronto. Aucune de ces deux parties ne fait une représentation, garantie ou stipulation relativement à l'opportunité d'investir dans le produit. • Le Nasdaq-100®, Nasdaq-100® Index et Nasdaq® sont des marques de commerce ou de service de Nasdaq Stock Market Inc. [incluant les membres de son groupe (collectivement, « Sociétés »)] et la Banque Laurentienne a obtenu une licence pour l'emploi de ces marques. Les Sociétés ne se sont pas prononcées sur la légalité ou la pertinence du produit. Le produit n'est pas émis, endossé, vendu ou promu par les Sociétés. LES SOCIÉTÉS NE DONNENT AUCUNE GARANTIE ET N'ONT AUCUNE RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DU PRODUIT.

*Sujet à l'approbation de crédit.

Un milliardaire populiste à la tête de la Thaïlande

d'après AFP

BANGKOK – Le milliardaire populiste Thaksin Shinawatra a été plébiscité hier au poste de premier ministre de Thaïlande, désigné à une majorité écrasante, encore plus large que prévu, de la Chambre des représentants issue des élections législatives du 6 janvier.

« Je suis prêt à conduire la Thaïlande vers une nouvelle ère politique », a promis le 23^e chef du gouvernement depuis l'avènement de la monarchie constitutionnelle (1932).

Comme le veut la tradition, Thaksin, en grand uniforme blanc, a reçu chez lui en début de soirée le décret royal, signé du révérend monarque Bhumibol Adulyadej et apporté sur un plateau d'or, entérinant formellement sa nomination.

Le magnat des télécoms, âgé de 52 ans, avait auparavant reçu l'appui de 340 des 500 députés de la nouvelle assemblée, récupérant des voix au-delà de son camp. Seuls 127 membres du Parti démocrate, chassé du pouvoir, ont voté contre lui et trente se sont abstenus.

Thaksin est un ancien policier qui a démissionné en 1987 pour se lancer dans les affaires. Il a commencé par faire fortune en obtenant le monopole de la vente d'ordinateurs aux entreprises d'État dans les années 80. Le groupe Shinawatra (téléphonie portable et communications satellitaires) qu'il a fondé détient une bonne part des franchises gouvernementales pour exploiter le secteur.



Photo AP

Thaksin Shinawatra, nouveau premier ministre de Thaïlande.

Il a promis pendant la campagne électorale de gouverner tel un chef d'entreprise « moderne » qui imposera le style et l'efficacité des conseils d'administration à une bureaucratie corrompue et méprisée.

Mais ses ennemis l'ont accusé d'utiliser les mêmes vieilles combines, les mêmes vieux réseaux et privilèges pour parvenir au pouvoir. Grâce à son argent, il a transformé son parti en première force politique du pays, débouchant les cadres chez ses adversaires comme il est d'usage en Thaïlande.

Il s'est aussi engagé à distribuer un million de bahts (25 000 dollars US) à chacun des 77 000 villages de Thaïlande, à décreter un moratoire de trois ans sur la dette des petits agriculteurs et à créer une structure nationale pour racheter les prêts non performants des ban-

ques privées qui plombent le secteur financier.

L'ampleur du soutien des députés, après celui sans équivoque des électeurs le mois dernier, suscite de plus en plus de doutes sur la menace de bannissement politique qui pèse sur lui.

Thaksin a été convaincu de dissimulation financière « intentionnelle » par une commission anticorruption en décembre. Si la décision est confirmée par la Cour constitutionnelle, il sera privé de ses droits civiques pour cinq ans. Il serait alors juridiquement contraint à la démission. La Cour constitutionnelle ne devrait pas statuer sur son sort avant trois mois au plus tôt.

Mais l'homme d'affaires, qui proteste de son innocence, est persuadé qu'il a le temps avec lui et qu'il sera premier ministre pendant

quatre ans, comme le prévoit le mandat.

D'autant qu'il est porté au pouvoir par une vague populaire et parlementaire sans précédent qui traduit une volonté de changement des Thaïlandais. Son parti, le Thai Rak Thai (« Les Thaïs aiment les Thaïs »), a manqué la majorité absolue d'extrême justesse, en remportant 248 sièges. Une performance historique, le score le plus important jamais réalisé par un parti politique en Thaïlande.

Thaksin dispose désormais d'une majorité gouvernementale confortable d'au moins 325 députés. Car il s'est déjà assuré l'appoint de deux partis pour former la prochaine coalition gouvernementale : le Parti du nouvel élan (NAP, 36 députés) et le Parti de la nation thaïlandaise (Chart Thai, 41 députés). Le vote triomphal d'hier à la Chambre laisse même présager un élargissement de la majorité.

Son parti doit se tailler la part du lion avec 27 ministères, contre quatre chacun à ses alliés du NAP et du Chart Thai. Mais le portefeuille qui tarabuste le plus les milieux politiques et financiers est celui du prochain ministre des Finances. L'équipe économique de Thaksin comporte plusieurs poids lourds du secteur financier, notamment le gouverneur de la Banque centrale Chaturongkol Sonakul, mais certains craignent que les meilleurs boudent ce ministère à haut risque.

Élu sur une plateforme populiste, le milliardaire a juré de mettre en oeuvre « dès que possible » toutes ses promesses électorales, y compris les plus controversées, « même si elles ne peuvent pas plaire à 61 millions de Thaïlandais ».

La gauche est en piste pour gagner Paris

d'après AFP

PARIS — À un mois des élections municipales en France, la gauche, avec son candidat socialiste Bertrand Delanoë, est en passe de conquérir la mairie de Paris.

Le résultats des sondages d'opinion, qui se sont multipliés, sont tous positifs pour la gauche et ne laissent plus beaucoup de doute ni de suspense sur cette élection qui aura lieu, en deux tours, les 11 et 18 mars prochains.

Les Parisiens jugent dans leur majorité que Bertrand Delanoë, 50 ans, peu connu du grand public avant la campagne, fera un bon maire, selon un sondage Ipsos, publié hier par le quotidien *Libération*.

Ils ne sont que 33 % à penser la même chose de Philippe Séguin, 57 ans, candidat de la droite, ancien ministre, ancien président de la chambre des députés et ancien président du Rassemblement pour la République (RPR).

Le déclin de la droite à Paris ne constitue cependant pas une totale surprise. Depuis une dizaine d'années, celle-ci a perdu régulièrement en influence au fil des scrutins.

Pourtant, la composition sociale de la ville a évolué dans un sens apparemment favorable à la droite avec l'élimination des ouvriers et l'afflux de « la bourgeoisie intellectuelle », selon les sociologues Monique et Michel Pinçon.

Cependant l'explosion des affaires de corruption impliquant Jean Tiberi, le maire RPR qui a hérité en 1995 du siège de Jacques Chirac, élu président de la République, a choqué puis lassé l'électorat.

Les affaires judiciaires ont révélé un système de pouvoir visant davantage à alimenter les caisses des partis politiques et à remercier les amis utiles ou bien placés, qu'à améliorer la qualité de vie dans la capitale, selon la presse.

Le parachutage de Séguin, un poids lourd de la politique nationale, député des Vosges, dans l'est de la France, homme brillant et plein d'ambitions pour remplacer Tiberi, ne semble pas avoir aidé la droite à remonter la pente.

Selon le sondage Ipsos, 84 % des Parisiens veulent aujourd'hui « un maire qui s'occupe exclusivement de Paris et de ses mandats locaux sans autre responsabilité nationale importante ».

Pour compliquer la tâche de Séguin, Tiberi n'a pas accepté sa mise à l'écart décidée par son parti et par son « ami » Jacques Chirac. Partisan déterminé du « j'y suis, j'y reste », il s'est également porté candidat.

Quand on a fait le tour du Salon de l'auto...

SONATA GL 2001

À PARTIR DE

229\$*

PAR MOIS

PDSF 20 495 \$

FINANCEMENT

0%

DISPONIBLE JUSQU'À 36 MOIS

À PARTIR DE

365\$**

PAR MOIS

PDSF 31 995\$

FINANCEMENT

4,8%

DISPONIBLE JUSQU'À 48 MOIS

c'est dur à battre!

GARANTIE 5 ANS
L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard)
Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

HYUNDAI
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

Passat 2001

Spécial

Faites vite!

Popular 5441, rue Saint-Hubert
Tél.: (514) 274-5471

Laurier 5441, rue Saint-Hubert
Tél.: (514) 274-5471

CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES

demandés, à temps partiel, pour la livraison de La Presse à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants:

- Saint-Hubert
- Saint-Lambert

Responsabilités

- Livraison de *La Presse* devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

M. Normand Rioux
composez le **(450) 649-3602**
Courriel : **nrioux@lapresse.ca**

Anne-Marie Tremblay, 12 ans. Anémie Blackfan-Diamond.

Transfusée 122 fois

Donner du sang, une question de vie.



HÉMA-QUÉBEC

Les rebelles de Colombie acceptent de retourner en négociation

LOS POZOS, Colombie – Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont accepté hier de reprendre, mercredi, les négociations de paix avec le gouvernement pour tenter de mettre fin à près de 40 ans de guerre civile.

Cette décision a été annoncée à l'issue de deux jours d'entretiens entre le président Andrés Pastrana et Manuel Marulanda, chef de la

guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) à Los Pozos, un village situé au coeur de la zone démilitarisée concédée aux FARC en 1998 pour favoriser les pourparlers.

L'instauration d'un cessez-le-feu figurera à l'ordre du jour.

« Aujourd'hui, le processus de paix est ravivé », a déclaré M. Pastrana à la presse, après que l'annonce de la reprise des négociations eut été faite en direct à la télévision.

Ce troisième sommet en face-à-face entre le chef de l'État et le chef des FARC avait accru l'espoir d'un

règlement du conflit, même si les chances d'une fin rapide de la guerre civile semblaient minces. Les FARC ont unilatéralement interrompu le dialogue en novembre, pour protester contre ce qu'elles estiment être un manque de fermeté du gouvernement face aux milices paramilitaires d'extrême droite.

Lors des deux jours de discussions, MM. Pastrana et Marulanda se sont étreints chaleureusement et ont engagé des conversations qu'ils ont qualifiées de productives, ravivant un processus de paix que les deux hommes ont lancé il y a deux ans.

« Nous avons été un peu décou-

ragés, maintenant nous sommes à nouveau plein d'espoir », a déclaré le chef de la guérilla quelques minutes avant la reprise de ses entretiens avec le chef de l'État hier.

En échange du retour des rebelles à la table des négociations, M. Pastrana devrait leur accorder une prolongation de leur « bail » sur la zone démilitarisée. Le conflit armé en Colombie a déjà fait 130 000 morts en l'espace de 37 ans.

Les deux camps n'ont pas encore ouvert de discussions formelles sur un plan de paix en 12 points envisageant des réformes sociales et politiques en échange d'un désarmement éventuel des FARC.

Les rebelles réclament une répression accrue contre les paramilitaires d'extrême droite, qui ont massacré des sympathisants supposés de la guérilla. Ils veulent également que le gouvernement réduise l'ampleur d'une offensive anti-drogue appuyée par une aide militaire américaine évaluée à 1,3 milliard de dollars. Les FARC se financent en partie grâce à la manne de la drogue.

Les FARC ont indiqué qu'elles seraient prêtes à libérer 150 des quelque 500 policiers ou soldats qu'elles détiennent si M. Pastrana accepte un échange bilatéral de prisonniers malades.



EXPRESS INTERNATIONAL

Haïti | Chérestal, premier ministre

LE PRÉSIDENT HAÏTIEN Jean-Bertrand Aristide a désigné hier Jean-Marie Chérestal comme son premier ministre, a annoncé la télévision nationale d'Haïti (TNH). M. Chérestal est un ancien ministre de l'Économie et des Finances et un ancien ministre de la Coopération externe de la première présidence de M. Aristide (1991-1996). Économiste de formation, il est également un cadre du parti la Famille Lavalas. Il occupait dernièrement le poste d'ordonnateur des accords de Lomé, en charge de la coopération entre l'Union européenne et les pays de la zone (Afrique, Caraïbes, Pacifique). M. Chérestal devra obtenir l'approbation des deux chambres du parlement haïtien. — *d'après AFP*

Algérie | Nouveaux massacres

ONZE PERSONNES, dont cinq enfants, ont été assassinées jeudi en Algérie dans trois nouvelles tueries attribuées à des groupes islamistes armés, a-t-on appris hier auprès d'habitants des régions concernées. Le premier massacre a été perpétré contre sept bergers, à Maïnīs, à une trentaine de kilomètres au sud de la ville côtière de Ténès. Près d'une centaine de civils ont ainsi été assassinés depuis le début janvier à l'ouest d'Alger par le GIA. Dans la même journée, les groupes armés ont commis deux autres attentats, l'un à Tijelabin, où ils ont égorgé deux personnes et l'autre à Khe-baza, tuant deux villageois. — *d'après AFP*

Cachemire | L'armée indienne réplique

L'ARMÉE INDIENNE a repris le contrôle ce matin d'un poste de police à Srinagar, dans l'État du Jammu-et-Cachemire, qui avait été attaqué et occupé par des rebelles islamiques dont neuf au moins ont été tués dans l'action, a annoncé un haut responsable de la police. Les commandos de l'armée, selon le responsable, ont d'autre part découvert dans l'un des bâtiments du poste où les rebelles avaient maintenu leurs otages les corps de neuf policiers. Cinquante autres policiers également détenus par les rebelles ont pu être évacués sains et saufs ce matin. L'armée et la police, qui ont indiqué qu'aucun des preneurs d'otages n'avait pu être appréhendé, s'appréhendaient ce matin à se lancer à la poursuite de rebelles en fuite. Les rebelles avaient attaqué la station hier en utilisant armes automatiques et grenades, dans une action surprise qui avait duré une trentaine de minutes. — *d'après AFP*

Chine | Opération Tibet

LE GOUVERNEMENT CHINOIS a récemment donné le feu vert à un ambitieux projet visant à relier le Tibet par voie ferrée au reste de la Chine, selon la presse officielle. Longue de 1118 kilomètres, la voie ferrée, dont la construction est envisagée depuis les années 80, reliera la ville de Golmud, dans la province du Qinghai, à Lhassa, la capitale du Tibet. Le journal a précisé que des études de faisabilité étaient en cours pour ce projet techniquement très complexe, qui est également soutenu par le président chinois Jiang Zemin. Les mouvements tibétains en exil ont critiqué le projet, estimant qu'il faliçiterait l'arrivée et l'installation des colons chinois au Tibet. — *d'après AFP*

Espagne | Pomme de discorde

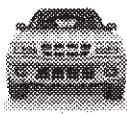
LA COLONIE BRITANNIQUE de Gibraltar, à l'extrême-sud de la péninsule ibérique, est devenue « un boulet difficile à supporter » pour les relations entre l'Espagne et le Royaume-Uni, selon le ministre espagnol des Affaires étrangères Josep Piqué. Cité hier par la presse espagnole, M. Piqué a dénoncé « l'économie parasite de Gibraltar, qui loin d'être productrice, vit de l'Espagne ». L'Espagne va donc rejeter les propositions de coopération avancées par la colonie britannique, maintenir les restrictions imposées au territoire et ne fournira pas le million de lignes téléphoniques demandées par Gibraltar et qui serviraient à exercer « une concurrence déloyale ». Territoire de 6 km² et 30 000 habitants, Gibraltar est une colonie britannique depuis que l'Espagne le lui a cédé par le traité d'Utrecht de 1713. — *d'après AFP*

Yougoslavie | Échec des négos

LA GUÉRILLA ET un parti politique albanais ont annoncé hier qu'ils rejetaient le plan de paix des autorités yougoslaves visant à résoudre la crise dans le sud-est de la Serbie, exposant la région à une intervention musclée des forces de Belgrade. Toutefois, un autre leader albanais, Riza Halimi, président du Parti d'action démocratique (PDD), a assuré que les négociations en vue d'une solution politique auraient bien lieu, car elles sont selon lui d'une importance capitale pour les Albanais de la région. Le premier ministre serbe, Zoran Djindjic, a aussitôt menacé « ceux qui rejettent une solution raisonnable de subir les conséquences » de leur prise de position. — *d'après AFP*

É.-U.-Russie | Rencontre Powell-Ivanov ?

LE CHEF DE LA DIPLOMATIE américaine Colin Powell envisage de rencontrer son homologue russe Igor Ivanov fin février, lors de la tournée que le secrétaire d'État doit effectuer du 24 au 27 février au Proche-Orient et à Bruxelles. M. Powell a déclaré au ministre norvégien des Affaires étrangères Thorborn Jagland qu'il pourrait voir M. Ivanov « bientôt » pour entamer des discussions sur le projet américain de bouclier antimissiles, a déclaré hier le porte-parole du département d'État Richard Boucher à l'issue de la rencontre. « Il est possible que cela puisse être organisé au cours de la tournée de M. Powell » au Proche-Orient et à Bruxelles, a ajouté M. Boucher, sans dire ni où ni quand. — *d'après AFP*



- MOTEUR V6 3.2 LITRES 205 HP
- MIROIRS ET PORTES ÉLECTRIQUES
- GARANTIE DE 5 ANS / 100 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR
- FREINS ABS
- CLIMATISATION
- LECTEUR CD
- ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES SUR 24

Rodeo S ISA 2001

341\$/mois
Comptant 5 450 \$

32 485\$[†] PDSF

ISUZU

Loin devant.

www.isuzucanada.com

* Basée sur un Isuzu Rodeo S ISA 2001. Cette mensualité est calculée sur un bail de 48 mois et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie de 500 \$ vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage alloué est de 80 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 \$*. Voyez votre détaillant Isuzu pour un prix de location qui tient compte d'un versement initial et des mensualités convenant à votre budget. †PDSF Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999			
Saturn Saab Isuzu de Blainville (450) 437-6317	Bourassa Saturn Saab Isuzu (514) 385-9191	Saturn Saab Isuzu de Brossard (450) 572-2500	West Island Saturn Saab Isuzu (514) 332-4424
Gravel Saturn Saab Isuzu (514) 851-2000	Mondial Saturn Saab Isuzu (514) 385-7222	Saturn Saab Isuzu de Terrebonne (450) 954-1374	Décarie Saturn Saab Isuzu (514) 342-2222



Touchez-la droit au cœur

Tirés de la collection Colliers à cœur Birks, de 595 \$ à 2 900 \$

La sélection illustrée peut varier selon nos magasins. Informez-vous sur les modalités spéciales de paiement de notre plan de crédit BIRKS.

BIRKS

Bijoux fins et cadeaux. depuis 1879



1240 Square Phillips 397-2511 • Fairview Pointe-Claire • Centre Rockland • Carrefour Laval • Promenades St-Bruno
1 800 682 2622 www.birks.com

Atlantis a réussi son arrimage à la Station spatiale

FRANCIS TEMMAN
Agence France-Presse

HOUSTON — La navette spatiale *Atlantis* s'est arrimée à la Station spatiale internationale (ISS), au cours d'une manoeuvre parfaitement réussie, hier, assurant ainsi la livraison sans problèmes de la pièce maîtresse du futur complexe orbital.

Pour ce premier vol spatial habité du 21^e siècle, la navette américaine emporte en effet dans sa soute le module américain *Destiny*, premier laboratoire scientifique de l'ISS, qui va ainsi pouvoir entreprendre sa vocation.

De loin la pièce d'équipement la plus chère de la station (1,38 milliard de dollars), cet énorme module cylindrique de la taille d'un autobus sera l'un des six laboratoires de recherche de la future station orbitale.

Atlantis, qui avait décollé mercredi soir du Centre spatial Kennedy (Floride), s'est arrimée hier à l'ISS, à l'issue d'une course poursuivie de deux jours dans l'espace, a indiqué le centre de contrôle de la NASA, à Houston (Texas).

Parvenu à environ 15 km de l'ISS le commandant de bord d'*Atlantis* Kenneth Cockrell a effectué une série de mises à feu des minifusées de la navette pour la manoeuvre d'approche finale de ce rendez-vous orbital à plus de 300 km d'altitude et alors que les deux vaisseaux tournent autour de la Terre à la vitesse phénoménale de 27 000 km/h.

Mille fois répétée, cette manoeuvre délicate pose de nouveaux défis à la NASA à chaque étape de la construction de l'ISS.

Cette fois, il fallait d'une part s'assurer que la navette ne vienne heurter les panneaux solaires de

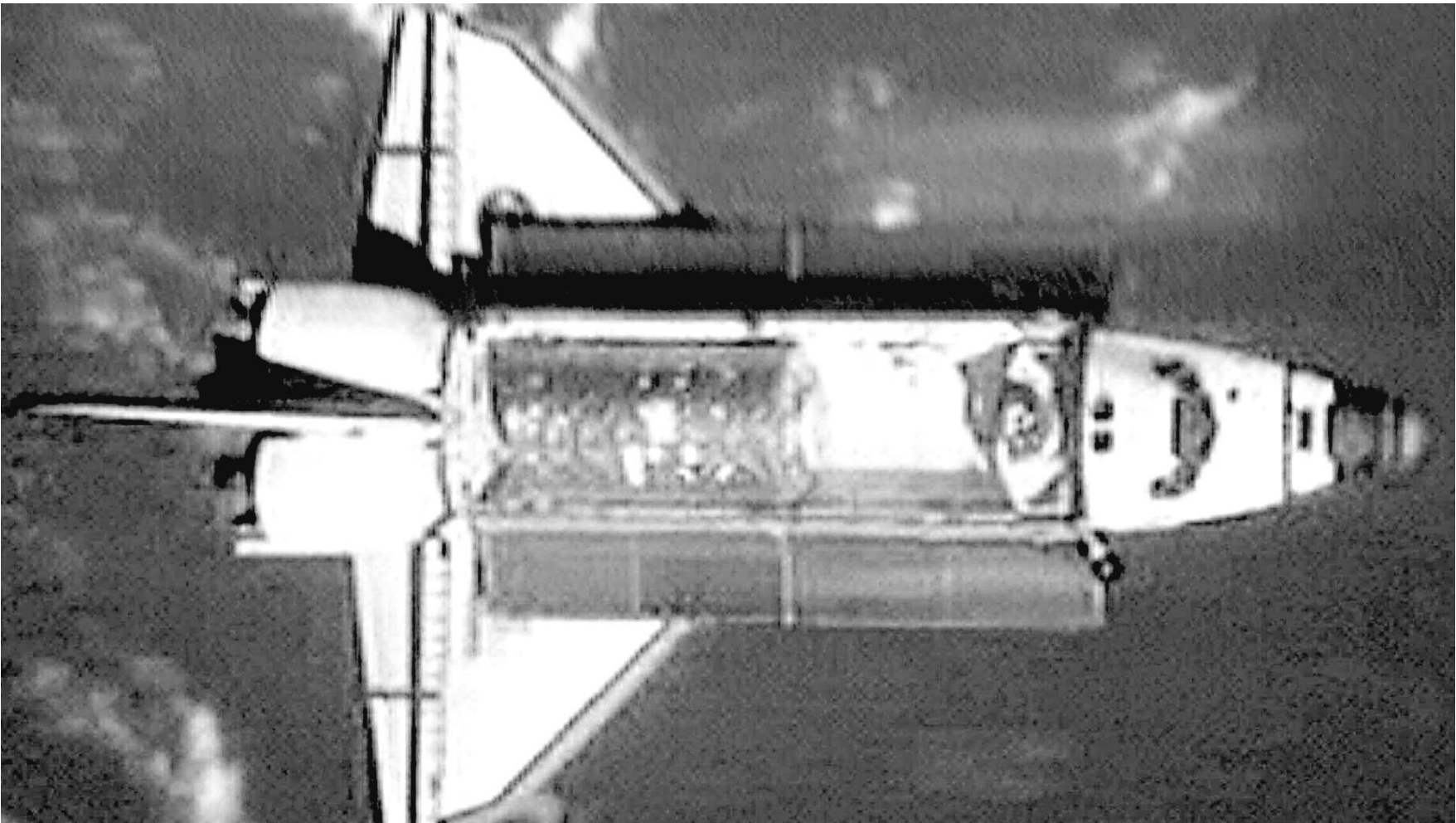


PHOTO AP

La navette américaine emporte dans sa soute le module américain *Destiny*, qui sera le premier laboratoire scientifique de la future station orbitale.

l'ISS et, d'autre part, que les mises à feu des fusées d'*Atlantis* n'endommagent la station.

Parvenu à moins de 100 mètres de l'ISS, le commandant Cockrell a fait pivoter la navette de 180 degrés sur son axe vertical afin que l'empennage arrière n'entre pas en collision avec le complexe orbital et afin également de permettre l'ex-

traction samedi du laboratoire américain *Destiny*.

« Nous avons droit à une erreur de position n'excédant pas 7,5 cm », avait expliqué avant le décollage l'astronaute.

Une fois la navette stabilisée, Kenneth Cockrell a réduit la vitesse d'approche de 30 cm par seconde à 18 cm/s, puis à 3 cm/s, avant de

s'arrimer par le dessous à l'ISS, alors que les deux vaisseaux survolaient la Nouvelle-Guinée.

« Contact et capture confirmée », a lancé Kenneth Cockrell.

« Beau boulot pour cette approche en douceur », a répondu Houston.

C'est la deuxième visite que reçoit l'équipage russo-américain — l'Américain William Shepherd et

les Russes Iouri Guidzenko et Sergueï Krikaliov — depuis son arrivée à bord de l'ISS le 2 novembre dernier.

Les deux équipages devaient se retrouver après l'ouverture du sas environ 90 minutes après l'arrimage.

Trois sorties dans l'espace seront nécessaires au cours de cette mission de onze jours pour installer le module *Destiny*.

| LUTTE CONTRE LE CANCER |

Les experts tirent la sonnette d'alarme

Agence France-Presse

PARIS — Les spécialistes ont tiré la sonnette d'alarme devant l'inertie des pouvoirs publics dans la lutte contre le cancer, tout en reconnaissant que les choses commençaient à bouger, lors d'une conférence internationale, hier, à Paris.

Cancérologues, représentants d'associations de malades et politiques, réunis pour le deuxième « Sommet mondial contre le cancer », ont été unanimes pour souligner que la mobilisation contre ce fléau de santé publique dans le monde était notoirement insuffisante.

Le premier « sommet », l'an dernier, avait été marqué par l'adoption d'une charte contre le cancer, à la portée surtout symbolique.

« Cette année, nous avons voulu rappeler à tous que le problème était loin d'être réglé, et que nous devons rester vigilants », a indiqué au cours d'une conférence de presse le Pr David Khayat, chef du service de cancérologie à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris et co-organisateur de cette manifestation avec son collègue américain, le Pr Gabriel Hortobagyi, de l'Anderson Cancer Center (Texas).

« Toutefois, depuis l'an dernier, un certain nombre d'initiatives ont été prises dans la lutte contre le cancer, notamment en France et en Grande-Bretagne, pour le dépistage précoce », selon le Pr Khayat.

Les participants à ce sommet, qui se tiendra l'an prochain dans une autre capitale, ont égrené les statistiques du cancer dans le monde : 9 millions de nouveaux cas se déclarent tous les ans et 5 millions de personnes meurent de cette maladie chaque année.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), d'ici à 2020, il y aura 20 millions de nouveaux cas de cancer chaque année du fait de l'augmentation de l'espérance de vie, mais aussi des méfaits du tabac. Le nombre de morts par cancer devrait dépasser 10 millions par an dans le monde.

Les cancers liés au tabac sont les plus fréquents et les plus graves, ont rappelé les spécialistes, soulignant que le cancer du poumon — le plus fréquent et le plus meurtrier — était responsable de 921 000 décès par an dans le monde.

Pour lutter contre le tabagisme, « les moyens classiques ne suffisent plus », a estimé le Pr Maurice Tubiana, vice-président de l'Académie française de médecine, partisan d'une réglementation beaucoup plus stricte de l'usage du tabac dans les lieux publics.

De son côté, la présidente du Parlement européen Nicole Fontaine, qui a signé la charte, a souligné les insuffisances de la lutte contre le tabagisme en Europe, et regretté qu'une directive prévoyant l'interdiction de la publicité sur le tabac dans l'Union ait subi un « revers » devant la Cour européenne de justice.

Un nouveau texte, moins ambitieux, sera proposé « avant l'été », a indiqué Mme Fontaine. « Mais il est évident que ce revers est infiniment dommageable et les citoyens qui sont conscients des risques du tabac, sont fondés à ne rien comprendre aux arcanes européennes », a-t-elle conclu.

Concorde: pas de vols nolisés avant un an

Agence France-Presse

LONDRES — Les Concorde de British Airways (BA) proposeront un service plus limité qu'auparavant quand ils reprendront leurs vols, sans doute au printemps ou à l'été, a annoncé la compagnie britannique vendredi à Londres.

« Il y aura un vol par jour (pour New York), pas deux, le temps que toute la flotte soit équipée d'un nouveau revêtement de ses réservoirs », a déclaré une porte-parole de BA.

« Ce ne sera pas un service complet pendant au moins plusieurs mois car nous n'aurons pas assez d'avions pour l'assurer », a-t-elle ajouté, précisant qu'aucun vol nolisé n'aurait probablement lieu avant un an.

L'autre pays de mille millions

L'Inde commence à recenser sa population, la plus importante après celle de la Chine

Associated Press

NEW DELHI –Une armée de deux millions de fonctionnaires a entrepris hier la colossale tâche de recenser sa population, évaluée à plus d'un milliard d'habitants.

Armés de questionnaires de deux pages formulés en 18 langues différentes, ils vont se rendre auprès de plus de 200 millions de foyers répartis dans 630 000 villages et 5500 villes et autres localités.

« Dans les endroits où le taux d'alphabétisation est élevé, des questionnaires envoyés par la poste suffiraient. Mais en Inde, où ce taux est faible, la visite à domicile d'un agent recenseur est indispensable pour obtenir tous les détails », a expliqué le commissaire recenseur Jayant K. Banthia.

D'anciennes casernes de l'armée britannique, installées dans les étables d'un ancien maharadjah, servent de centre inhabituel pour ces opérations d'envergure. « Ces bâtiments sont les seuls éléments mo-

Le recensement devrait attester que l'Inde a dépassé le milliard d'habitants.

destes de ce recensement, le reste se comptant en millions », a souligné M. Banthia, en tentant de mettre de l'ordre dans les centaines de messages et de demandes affluant dans son bureau.

Une fois rassemblées, les informations obtenues par les réponses à 25 questions constitueront une vaste base de données sur les caractéristiques démographiques, économiques et sociales de l'Inde.

S'il vise à attester que l'Inde a bien dépassé le milliard d'habitants le 11 mai 2000, ce recensement devrait aussi « refléter l'état du pays dans le nouveau siècle », selon un responsable des opérations, Gautam Mitra.

Le premier recensement effectué en Inde remonte à 1872, date à laquelle les colons britanniques ont décompté la population dans plusieurs régions du pays. Le premier recensement démographique national date quant à lui de 1881. Depuis l'accession de l'Inde à l'indépendance, en 1947, les recensements sont réalisés tous les dix ans.



Photo Associated Press
Mansi Hodawdekar, mère d'un garçon de six mois, répond aux questions d'un fonctionnaire, dans son appartement de Bombay, dans le cadre du recensement de la population indienne.

PLUS PRÈS DE VOUS

Du lundi
au vendredi
dans

La Presse

MONTREAL
PLUS

Ouvrez les portes du négoce international!

Cours de commerce international

" La pratique du commerce international "

Un cours pratique complet de 63 heures donné par des professionnels actifs dans tous les domaines du commerce international : marketing international logistique-transport, modes de paiement, gestion des risques, calcul de prix, négociation, contrats, financement, internet, plan d'affaires, montage d'entreprise, etc.

Manuel de 400 pages et documentation inclus.
Cours éligible au crédit d'impôt remboursable (Loi du 1 %).
(dépenses de formation déductible de l'impôt des particuliers.)

Certificat émis par : Québec
Industrie et Commerce

- Du 12 février au 25 avril 2001 (français)
 - Du 13 février au 19 avril 2001 (anglais)
- Attention! Nombre de places limitées par session
Frais : 995 \$ (+TPS et TVQ)

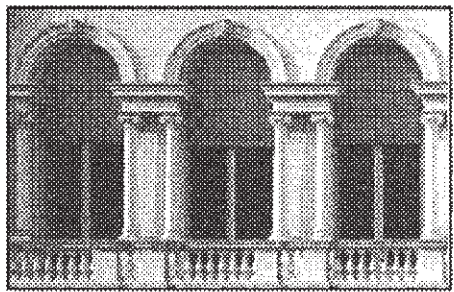
ASSOCIATION DES MAISONS DE COMMERCE EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

Vous pouvez réserver par téléphone, par fax ou sur notre site web

Tél. : (514) 286-1042 - Fax : (514) 848-9986

Internet : <http://www.amceq.org> Courriel : info@amceq.org

Collège Canadien Italie
L'école Renaissance



CCI L'ÉCOLE RENAISSANCE
ÉTUDES SECONDAIRES EN ITALIE

- Niveaux académiques élevés
- Pension mixte, par semestre
- Préparation à l'université : cours avancés pour être admis dans les meilleures universités nord-américaines
- Enseignement en anglais
- La ville médiévale de Lanciano, au bord de l'Adriatique, au cœur de l'Italie est sûre, tranquille, charmante
- Résidences collégiales raffinées
- Personnel enseignant qualifié et expert
- Installations scientifiques de pointe
- Excursions surveillées dans des villes italiennes et européennes
- Expérience pédagogique unique toute une vie!
- Bourses disponibles
- Cours reconnus par le Ministère de l'éducation de l'Ontario

Inscriptions en cours pour septembre 2001
Session d'été, juillet 2001

Réunion publique pour renseignements:

Hôtel Ritz-Carlton, Montréal, le lundi 19 février à 19 h
Tél.: (905) 508-7108 • 1 800 422-0548 • Téléc.: (905) 508-5480
CE: marisa.cci@sympatico.ca • <http://www.cclanciano.com>

«Les régimes amaigrissants inefficaces?»

Clinique médicale
Poids Santé



Paul Thomas, M.D.

Il est indéniable que c'est le total des calories qui détermine l'évolution éventuelle vers la prise ou la perte de poids. Mais la vraie question c'est : Pourquoi mangeons-nous autant? Selon moi, la cause se situe dans le mauvais rapport protéines/glucides de chaque prise alimentaire et ce faible rapport souvent inférieur à 0,2 pour la vaste majorité des prises alimentaires, mène à une surconsommation et à une addiction envers les glucides. Si vous augmentez le rapport protéines/glucides de chaque prise alimentaire vous constaterez une diminution de l'apport calorique quotidien et ce, tant que vous persisterez dans cette voie. Récemment, deux études nous portent à croire que cette hypothèse est vérifiable : une sur le régime Montignac réalisée par le groupe Després, de l'Université Laval à Québec et l'autre sur le traitement de l'obésité chez les enfants, par une approche basée sur l'indice glycémique des aliments réalisée aux États-Unis au Children's Hospital à Boston et publiée en septembre 2000. Pour obtenir du succès à long terme, il faut changer cet environnement alimentaire axé sur l'abondance des glucides dans lequel on vit quotidiennement.

L'industrie alimentaire ne fait généralement que répondre à nos demandes. Sans doute dans un but légitime, il est à prévoir que l'industrie puisse favoriser les glucides plutôt que les protéines car les glucides stimulent la consommation d'aliments, de même que les lipides, alors que les protéines coûtent cher et diminuent la prise alimentaire.

Si vous souffrez d'une incapacité à vous contrôler avec les aliments c'est que vous avez probablement développé une addiction aux glucides et aux gras.

À noter que le ratio protéines/glucides d'un trio : coke + frites + hamburger ou coke + salade César + pizza sont autour de 0,17 et 0,15.

Pour plus de renseignements, contactez-nous ou lisez notre livre en vente dans toutes les librairies :
" **L'obésité, une maladie qui s'attrape** " auteur Paul Thomas, m.d.

Cliniques Médicales Poids Santé
• Montréal • Saint-Léonard • Laval • Blainville
• Terrebonne • Longueuil • Belloil • Saint-Hyacinthe
• Varennes • Saint-Jean • Sherbrooke

Pour prendre rendez-vous dans une des cliniques ou pour renseignements :

(514) 725-7050



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

Manif devant le consulat d'Israël

Une dizaine de personnes ont manifesté hier devant le consulat d'Israël à Montréal pour dénoncer l'occupation de la rive occidentale du Jourdain par les troupes israéliennes. Israël occupe ce territoire palestinien depuis 33 ans, cela a assez duré estime Robert Silverman, de l'Alliance juive contre l'occupation, groupe qui entend répéter cette vigile devant le consulat tous les vendredis à midi.

320iimpatiente.



320i
325i/xi
330i/xi



Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
Montréal
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Laval
BMW Laval
Nouvelle adresse
2450, boul. Chomedey
(450) 682-1212 / (514) 990-2269
www.bmwval.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, Route Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662 / (514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Rive Sud
Park Avenue BMW
8755, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

2921019A

Entretien inclus pendant 3 ans ou 60 000 km, selon les intervalles recommandés par BMW.
Photo à titre indicatif seulement. Certaines options démontrées ne sont pas offertes sur le modèle de base.

| CRISE DE L'ÉNERGIE |

La Californie demande de pouvoir polluer davantage

Agence France-Presse

WASHINGTON — Le gouverneur de Californie Gray Davis a demandé à l'administration Bush un assouplissement des normes de pollution avant de pouvoir augmenter la production d'électricité dans son État confronté depuis plusieurs semaines à une grave pénurie énergétique, a indiqué hier la Maison-Blanche.

« Cette demande est à l'étude », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche Ari Fleischer, en précisant que les responsables de l'administration Bush étaient parfaitement conscients de l'urgence de la situation.

Selon la loi fédérale sur la qualité de l'air, les États disposent de crédits de pollution qu'ils peuvent utiliser de manière parcimonieuse, durant les grands pics de consommation énergétique.

Mais certains États, et notamment la Californie, utilisent tous ces crédits de pollutions, et se voient ainsi privés ensuite de la possibilité d'augmenter leur production d'électricité.

Un grand désordre règne sur le marché de l'énergie californien, ouvert à la concurrence en 1996. Il se caractérise aujourd'hui par des coupures de courant et la quasi-faillite des principaux distributeurs d'électricité, qui ne peuvent répercuter que très partiellement sur les 33 millions d'habitants de l'État les hausses astronomiques de tarifs qui leur ont été imposées par les producteurs.

Les tarifs des abonnés sont plafonnés jusqu'en 2002.

Immobile ? Impossible.

À partir de 33 900 \$ pour une BMW 320i, offrez-vous une voiture performante qui n'attend que sa chance de vous éblouir sur la route.

Comme toutes les BMW de la série 3, elle a de la puissance à revendre. Une maniabilité exceptionnelle et une technologie d'avant-garde. La 320i est également réputée pour son design ; c'est une œuvre d'art qui a beaucoup de caractère. Par ailleurs, vous avez le choix entre trois moteurs nerveux. Vous pourriez même opter pour la traction intégrale disponible sur la 325xi et la 330xi.

Entrez dans l'univers exceptionnel de BMW. À ce prix-là, il y a une voiture qui espère vous voir bientôt.

À partir de

33 900\$



Le plaisir
de conduire.™

La pollution à l’ozone explosera au 21^e siècle

Agence France-Presse

PARIS — La pollution à l’ozone va exploser en Asie et frapper une grande partie de la Terre pendant le siècle, provoquant des épidémies d’asthme et endommageant récoltes et forêts, indique *New Scientist* dans son dernier numéro.

La pollution de fond (niveaux d’ozone mesurés loin des sources d’émission) pourrait tripler d’ici à 2100 et dépasser les normes de

qualité de l’air fixées dans la plupart des pays de l’hémisphère nord, écrit l’hebdomadaire britannique.

Elle passerait de 25 parties par milliard (50 microgrammes par m³), son niveau moyen actuel, à 60 ppb d’ici à 2060 (120 microgrammes par m³) et plus de 70 ppb d’ici à 2100 (140 microgrammes par m³), largement en raison de l’explosion des émissions en Asie.

New Scientist se réfère à des « données enterrées » dans le rapport de 1000 pages publié le 22 janvier à Shanghai (Chine) par l’IPCC, le groupe de scientifiques de l’ONU chargé d’étudier les changements climatiques.

Au-dessus d’un niveau de 30 ppb, arbres et récoltes dépérissent et au-dessus de 80 ppb les asthmatiques souffrent au point de devoir être hospitalisés, écrit *New Scientist*.

L’ozone, cité dans l’article, est un polluant secondaire qui n’est pas rejeté directement dans l’air, mais se forme sous l’effet du rayonnement solaire par réaction chimique entre des gaz d’origine automobile et industrielle (oxydes d’azote, composés organiques volatiles et monoxyde de carbone). Il se trouve dans la basse atmosphère (troposphère) et affecte tout particulièrement l’été des métropoles à fort trafic automobile.

La spirale infernale du réchauffement global

EMMANUEL GIROUD
Agence France-Presse

NAIROBI – La fonte accrue des glaces en Arctique, due au réchauffement global de la Terre, accélère ce dernier phénomène dans une sorte de spirale infernale en libérant de nouveaux gaz à effet de serre, principaux accusés pour expliquer les changements climatiques.

Tel est le nouveau scénario élaboré par des scientifiques, dans le feuilleton du réchauffement global de notre planète. Mais en l’absence de mesures complètes fiables, il fait pour l’instant la part belle aux hypothèses pessimistes.

« L’Arctique est une zone où les changements climatiques vont poser des problèmes terribles », a estimé cette semaine à Nairobi Svein Tveitdal, directeur d’un centre du Programme des Nations unies pour l’environnement (PNUE) pour l’observation de la fonte du pergélisol, à Arendal, dans le sud de la Norvège.

Bien qu’aucune mesure complète du phénomène et ses répercussions ne soit encore disponible, admet-il, les experts de son équipe estiment avoir réuni « suffisamment de preuves » pour alerter la communauté internationale et faire en sorte que la lutte contre ce processus soit incluse dans les priorités de l’agenda global du PNUE.

« Le réchauffement global de la planète peut être accéléré par le fait que les températures en hausse dans l’Arctique font fondre le pergélisol et libèrent ainsi des gaz à effet de serre dans l’atmosphère », a averti le PNUE, en marge de la réunion de son conseil d’administration, qui rassemble depuis le 5 février plus de 80 ministres de l’Environnement.

Le pergélisol, qui représente 20 % de la terre (en Antarctique et en Arctique), est le sol polaire, celui qui est perpétuellement gelé en profondeur (parfois jusqu’à un mètre) et qui ne dégèle que très partiellement et en surface en été. En Arctique, cette zone couvre l’Alaska, le nord du Canada, toutes les îles de l’Arctique et le nord de la Sibérie.

Selon les experts du PNUE dont le siège est à Nairobi, les terres arctiques renferment 14 % des matières carboniques stockées sur la terre. « Le pergélisol est un puits de carbone, qui garde prisonniers notamment des gaz à effet de serre, comme le dioxyde de carbone et le méthane, depuis des milliers d’années », explique M. Tveitdal. « Mais il y a maintenant des preuves que tel n’est plus le cas et que le pergélisol, dans certaines zones, commence à libérer son carbone. Cela peut accélérer l’effet de serre », prévient-il.

Depuis quelque temps, dans la même veine, d’autres hypothèses circulent. M. Tveitdal cite, en prenant ses distances, des études de scientifiques en Alaska assurant qu’avant la fin du 21^e siècle, la température dans certaines zones de l’Arctique aura grimpé de 10 degrés Celsius. Pour l’expert du PNUE, c’est l’hypothèse extrême, catastrophiste.

De même, dans une récente étude publiée dans le magazine *Nature*, une équipe d’universitaires britanniques a estimé que le réchauffement des terres gelées du Grand nord risquerait de libérer quelque 455 gigatonnes de gaz carbonique emprisonné par le pergélisol, évoquant de « potentielles sérieuses conséquences pour le réchauffement global » de la terre.

Selon M. Tveitdal, de récents dommages importants sur des immeubles, des routes, des ponts et des pipelines en Alaska ou en Sibérie sont des preuves irréfutables que cette calotte est en train de fondre.

C’est pourquoi le PNUE prend l’exemple du pergélisol pour réaffirmer l’impérieuse nécessité d’une entrée en vigueur aussi rapide que possible du Protocole de Kyoto, un accord international de 1997, actuellement bloqué, sur la réduction des gaz à effet de serre. Il imposerait aux pays pollueurs une réduction de 12 % de leurs émissions. On est encore loin des 60 à 70 % prônés par l’IPCC pour seulement stabiliser la concentration actuelle de gaz à effet de serre.



Sélection Banque Laurentienne

30 nouvelles façons de personnaliser votre portefeuille d’investissement.



BLC Services Financiers vous offre maintenant Sélection Banque Laurentienne, une toute nouvelle gamme de 30 fonds communs de placement de grande classe.

Sélectionnés parmi six prestigieuses familles

canadiennes de fonds communs de placement,

ces fonds sont admissibles à 100 % aux REER.

Pour en savoir plus sur ces 30 nouvelles façons

de personnaliser davantage vos placements,

passez voir un représentant en épargne

collective de BLC Services Financiers.



Un placement dans un fonds commun de placement peut donner lieu à des commissions de vente et de maintien, des frais de gestion et autres frais. Veuillez lire le(s) prospectus simplifié(s) avant de faire un placement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leur rendement passé n’est pas indicatif de leur rendement futur. Les fonds de la Sélection Banque Laurentienne ne sont pas parrainés par la Banque Laurentienne du Canada.

Un salaire pour étudier!

- 27 millions de dollars par an en salaires versés aux stagiaires
- Le plus important régime coopératif de stages au Québec
- L’Université trouve les stages pour vous



1 800-267-UDES
www.UdeS.ca

VIVEZ
l’expérience!



UNIVERSITÉ DE
SHERBROOKE

Consultations publiques sur la réutilisation des hôpitaux du CUSM

« Une façon de détourner l'attention »

SYLVAIN LAROCQUE

LES DIRIGEANTS du Centre universitaire de santé McGill (CUSM) avaient invité les spécialistes et le public à donner leur avis sur la réutilisation des cinq hôpitaux qui seront remplacés en 2005 par un mégahôpital dans Notre-Dame-de-Grâce. Mercredi et hier, le CUSM a plutôt eu droit à des attaques en règle contre l'essence même du projet.

« La question de la création du CUSM devrait être débattue publiquement avant d'envisager celle de la réutilisation des bâtiments existants », a lancé hier soir Jean-Claude Marsan, professeur titulaire à l'École d'architecture de l'Université de Montréal, lors de la quatrième séance des consultations publiques.

« Ces audiences sont une façon de plus de détourner l'attention de l'enjeu central, c'est-à-dire comment fournir les meilleurs soins de santé », a déclaré Pieter Sijpkens, professeur d'architecture à l'Université McGill, mercredi soir.

« Rien ne prouve qu'on répond mieux aux besoins de la communauté en consolidant tout dans une seule institution centralisée plutôt qu'en investissant dans l'amélioration et le rééquipement des bâtiments existants », a ajouté M. Sijpkens, pour qui le maintien des hôpitaux actuels est la seule option. « En développement urbain, ce qui est petit et interconnecté s'est avéré supérieur à ce qui est gros et isolé », a-t-il dit.

Malgré ces attaques sévères, de nombreux participants ont consenti à proposer des usages aux cinq bâtiments, dont M. Marsan, « par respect pour les personnes qui ont accepté de siéger au Comité consultatif ».

On a ainsi pu apprendre que le professeur voit comme « une privatisation et une opération cosmétique guère souhaitables » la transformation de l'hôpital Royal Victoria en condominiums de luxe, suggérée par des architectes et des urbanistes embauchés par le CUSM en 1998. À l'instar de presque tous les intervenants, Jean-Claude Marsan prône un usage public des bâtiments.

La fondatrice du Centre canadien d'architecture, Phillys Lambert, souhaite que les immeubles continuent d'offrir des soins de santé. « Il serait difficile de trouver des hôpitaux qui sont situés dans un cadre plus enchanteur que ceux dont nous débattons ici, ce qui m'amène à dire que l'usage approprié de ces bâtiments est leur réutilisation comme institutions de soins de santé », a-t-elle affirmé.

Robert Rochon, du Comité des patients du CUSM, a abondé dans le même sens. « Nous recommandons fortement qu'un ou plusieurs de ces édifices soient convertis en centres de



Photothèque ROBERT SKINNER, La Presse ©
Jean-Claude Marsan, professeur titulaire à l'École d'architecture de l'Université de Montréal.

soins de longue durée, de façon à combler un besoin urgent dans la région montréalaise, où les institutions du genre sont clairement inadéquates et sous-financées. »

« Il existe des contraintes physiques dans les vieux édifices, mais des études réalisées lors des audiences publiques sur l'avenir de l'Hôtel-Dieu ont montré qu'en construisant des liens entre les ailes existantes, on peut obtenir de grands espaces très faciles à adapter », a poursuivi M^{me} Lambert.

Le Dr Nicolas Steinmetz, directeur général associé à la planification du CUSM et fervent défenseur du projet de mégahôpital, a rejeté les critiques du revers de la main.

« Nous avons une expertise en soins de santé, a-t-il dit. Nous savons que ces édifices ne peuvent plus être utilisés pour le type de soins dont la population a besoin et aura besoin à l'avenir. Il nous faut des salles d'opération plus grandes, mais nous ne pouvons les agrandir parce que nos bâtiments sont trop étroits. Les unités de soins intensifs doivent être adjacentes aux salles d'opération et non sur un autre étage, or les édifices actuels ne le permettent pas. »

Les Amis de la Montagne, un groupe de citoyens qui se portent à la défense du Mont-Royal, ont pour leur part demandé qu'aucun bâtiment existant ne soit agrandi et que tous les droits de passage pour le public soient maintenus.

Rien de bien drôle chez Ho-Ho

Le casse-croûte du Quartier chinois et son voisin, le Café Nanking, écopent de fortes amendes

RAYMOND GERVAIS

UN RESTAURANT du Quartier chinois de Montréal le **Café Nanking**, 50, rue de La Gauchetière Ouest, s'est retrouvé en tête du palmarès des restaurants malpropres, hier, ayant écopé d'un total de 12 000\$ d'amende après avoir été reconnu coupable de malpropreté, d'avoir gardé des aliments périssables à des températures inadéquates et pour ne pas avoir eu un plancher correspondant aux normes d'hygiène dans une établissement d'alimentation.

Le juge René Déry, de la cour municipale, n'en revenait tout simplement pas après avoir pris connaissance des rapports forts éloquentes et des photos des inspecteurs du service de l'environnement de la CUM déposés en preuve.

Le magistrat a demandé à l'inspectrice qui témoignait si elle était retournée depuis le moment de l'infraction, le 18 mai 2000. Elle a répondu que l'établissement avait été vendu et qu'il était fermé. Le juge a alors répondu: «J'espère...»

Le Nanking n'en était pas à ses premiers démêlés avec la justice. En mai 1998, il avait écopé d'une amende de 2000\$, puis de 4000\$ et 7000\$ en avril 2000.

Hier, le juge Déry n'a eu aucune hésitation à imposer au restaurant délinquant les amendes réclamées par la poursuite, estimant qu'elles étaient tout à fait justifiées.

Selon les rapports des inspecteurs, le plancher de l'aire de préparation était sale et il manquait des tuiles de céramiques. Des supports à vaisselle étaient encrassés d'aliments séchés et en décomposition. Il y avait des moisissures à l'intérieur du lave-vaisselle. Les réfrigérateurs étaient sales. Des aliments étaient déposés directement sur le plancher sale de la chambre froide. Les woks étaient croustillés d'aliments calcinés à l'extérieur, tandis que l'intérieur était rouillé.

Au chapitre de la température des aliments, la situation n'était guère plus appétissante, de la viande de porc haché et du poulet pané se trouvant à une température de 10 degrés, tandis que des crevettes étaient conservées à 12 degrés.

Au sous-sol du restaurant, il y a un casse-croûte dont la raison sociale est **Ho-Ho** et qui appartient au même propriétaire. Lors de la visite des inspecteurs le 4 mai 2000, la situation était la même qu'au rez-de-chaussée quant la température de conservation des aliments.

Par ailleurs, la boucherie **Aliments Esposito**, 7030, boulevard Saint-Michel, à Montréal, a écopé une amende de 1000 \$ après avoir été reconnu coupable d'avoir elle aussi conservé des aliments périssables à des températures inadéquates et favorisant la multiplication de bactéries pathogènes. L'infraction a été constatée le 30 juin 2000.

Les inspecteurs de la CUM s'étaient rendus à cet établissement après avoir reçu une plainte d'un client. Les fonctionnaires ont retrouvés 17 paquets de viande de divers produits de charcuterie, lesquels se trouvaient sur le dessus d'un comptoir réfrigéré. La température interne de ces aliments était de 20 degrés. Les aliments réfrigérés doivent être conservés à une température de 4 degrés ou moins, tandis que la température des aliments chauds doit être supérieure à 60 degrés.

Le dépanneur **Notre-Ami**, 1822, rue Notre-Dame Ouest, à Montréal, a été condamné à une amende de 900 \$ après avoir reconnu sa culpabilité à une accusation d'avoir lui aussi conservé des aliments à une température inadéquate. Les aliments étaient entreposés dans un comptoir réfrigéré dont les portes coulissantes avaient été retirées afin de faciliter le service. La température interne du comptoir était de 20 degrés. Une récente vérification a démontré que la situation était corrigée.

Une épicerie qui se spécialise dans la vente de produits alimentaires aux ressortissants des communauté polonaises et ukrainiennes de Montréal, **Les Saucissons Européens**, 6417, 12^e avenue à Montréal, a écopé d'un total de 600\$ d'amende après avoir reconnu sa culpabilité à une accusation d'avoir conservé des gâteaux au fromage ainsi que des fromages à des températures inadéquates ainsi que pour avoir offert en vente des produits non étiquetés. Les infractions ont été commises le 21 juin 2000 et la situation est maintenant corrigée.

Finalement, la **Ferme Saint-Isidore**, 195, Place du Marché du Nord, à Montréal, a été condamnée à une amende de 350 \$ pour avoir conservé des aliments à la mauvaise température. La faute remonte au 17 juillet 2000.

cyberpresse.ca La liste des condamnations des établissements alimentaires du Québec est disponible à www.cyberpresse.ca/amendes

EN BREF

Murphy retrouve sa liberté

NORMAN MURPHY, ce professeur de philosophie accusé il y a deux semaines d'avoir proféré des menaces à l'endroit de certains de ses collègues du cégep Bois-de-Boulogne, a pu retrouver sa liberté sous cautionnement, hier. Le juge Claude Sirois a accepté la suggestion commune de la Couronne et de la défense, et a relaxé l'homme moyennant un engagement de 1000 \$ et de strictes conditions. Murphy, 49 ans, doit notamment suivre toutes les directives de son psychiatre, prendre ses médicaments, ne pas communiquer avec ses collègues, ni s'approcher à moins de 300 mètres de son lieu de travail. Il doit également s'abstenir de consommer de l'alcool ou

d'en avoir en sa possession. Il reviendra devant le tribunal le 24 mai prochain pour son enquête préliminaire.

Fuite et plongeon

UN HOMME de 19 ans est dans un état critique après avoir fait un plongeon d'environ huit mètres dans le terrain de stationnement du Centre opérationnel Sud de la police de la CUM, rue Guy. Il voulait ainsi échapper aux policiers qui lui avaient passé les menottes après qu'il eut tenté de perpétrer un vol au McDonald's du 1703, rue Sainte-Catherine Est. En descendant du véhicule de la police, il s'est mis à courir en direction d'un muret qu'il a franchi pour s'arrêter au sol. L'enquête a été confiée à la Sûreté du Québec.



Vous vous sentirez en sécurité.

Vos placements constituent votre bien le plus précieux. C'est votre principale garantie d'une retraite heureuse et confortable. Il est donc capital de gérer votre argent de façon optimale, soit en trouvant un juste équilibre entre rendement et prudence. Les conseillers d'OPTIMUM PLACEMENTS® peuvent vous aider à y arriver.

Vous trouverez :

- Des solutions de placement claires en planification financière
- Un service hautement personnalisé
- Des choix de fonds mutuels sans aucuns frais d'achat, de rachat ou de transfert
- Des rendements parmi les meilleurs du marché
- L'expertise d'un des plus importants groupes financiers québécois



OPTIMUM PLACEMENTS®

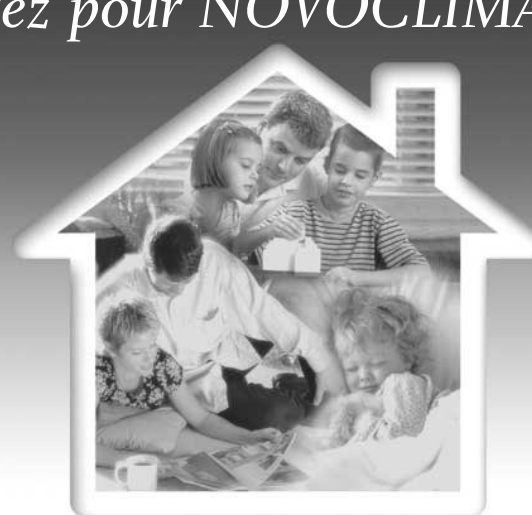
Communiquez avec nous afin que nous puissions dès maintenant commencer à préparer votre retraite en toute sécurité.

Région de Montréal : (514) 288-1600
Région de Québec : (418) 524-5336
Extérieur, sans frais : 1 888 OPTIMUM (678-4686)
www.fondsoptimum.com

* Cabinet de services financiers, gérant et placeur principal des FONDs OPTIMUM.
® Marque de commerce de Groupe Optimum inc., utilisée sous licence.

Projet de maison neuve ?

Optez pour NOVOCLIMAT^{MC} !



Un concept habitation à votre portée

Novoclimat^{MC} : la maison confortable, saine et économique sur le plan du chauffage.

- Des constructeurs formés et accrédités Novoclimat^{MC}
- L'inspection Novoclimat^{MC} gratuite
- La certification gouvernementale

Pour plus de renseignements :

- Agence de l'efficacité énergétique
Tél. : 1 877 727-6655
Site Web : www.aee.gouv.qc.ca
- Forums énergie
Site Web : www.forum-energie.com

Renseignez-vous sur le prêt hypothécaire Novoclimat^{MC}



novoclimat^{MC}
Maison à rendement énergétique supérieur

Québec
Agence de l'efficacité énergétique



APCHA
ASSOCIATION PROVINCIALE DES CONSTRUCTEURS D'HABITATIONS DU QUÉBEC INC.



FORUM Énergie



Desjardins



Hydro Québec



CHAMBRE DE COMMERCE DU QUÉBEC



Québec
Société d'habitation du Québec

Novoclimat est une initiative de l'Agence de l'efficacité énergétique du Québec, en collaboration avec la Chambre de commerce du Québec, les Forums Énergie et l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec.

De l'Île-des-Soeurs à l'île de Vision Montréal

ÉRIC TROTTIER

Le maire de Montréal, Pierre Bourque, a présenté hier le troisième candidat de la banlieue à se joindre à son équipe en vue des élections de 4 novembre prochain.

Il s'agit de Robert Isabelle, un conseiller de l'Île-des-Soeurs bien connu pour ses prises de position aux antipodes de celles du maire de Verdun, Georges Bossé.

Le maire et M. Isabelle ont cependant montré qu'il n'est pas toujours facile de concilier les ambitions de la grande ville et celles de la banlieue: M. Isabelle, qui a longtemps milité pour l'autonomie de l'Île-des-Soeurs, a ainsi annoncé qu'un groupe de citoyens et lui-même espèrent toujours obtenir un statut d'arrondissement pour l'île

au même titre que le Plateau Mont-Royal ou Rosemont, qui comptent une population dix fois plus grande.

Une requête en ce sens est présentement étudiée par le comité de transition de la nouvelle Ville de Montréal, mais, d'entrée de jeu, le maire Bourque a refusé de donner son appui à son candidat: «C'est une démarche qui est antérieure à l'adhésion (de M. Isabelle à Vision Montréal); je ne veux pas m'impliquer dans la lutte pour l'autonomie de l'Île-des-Soeurs. Je vais donc rester neutre», a dit le maire, en visite à Verdun.

Mal à l'aise, Robert Isabelle a tenté de défendre son nouveau chef: «M. Bourque est un peu mal placé pour commenter une requête qui se trouve devant le comité de transition, a-t-il dit. Que voulez-vous qu'il dise de plus?» a-t-il lancé pendant que le maire Bourque approuvait de la tête.

En fait, a dit M. Isabelle, les ci-

toyens de l'Île-des-Soeurs ne comptent plus que sur l'aide de Dieu pour leur accorder le statut demandé: «Nous avons allumé nos lampions, sorti nos rosaires et nous prions», a-t-il poursuivi, en précisant qu'il se pliera à la décision que le comité de transition doit rendre, d'ici deux semaines.

Ce fatalisme ne manquera pas d'en étonner plusieurs à Verdun, puisque M. Isabelle est un militant de longue date pour l'autonomie complète de l'Île-des-Soeurs. Il est d'ailleurs l'un des cofondateurs de la Coalition des résidents pour l'autonomie de l'Île-des-Soeurs (CORA). Jusqu'à l'adoption de la loi 170 sur les fusions municipales, ce regroupement souhaitait la «séparation» de l'île de la Ville de Verdun.

M. Isabelle — qui, pendant des années, s'est aussi débattu comme un diable dans l'eau bénite pour empêcher le maire de Verdun, Georges Bossé, de remettre aux

maines des promoteurs immobiliers la jolie forêt qui se trouve sur la pointe sud de l'Île-des-Soeurs — a aussi dû défendre hier son choix de se porter candidat pour le maire Bourque, reconnu comme l'un des plus grands amis des promoteurs.

On se rappellera notamment les controverses ayant entouré depuis deux ans les divers permis de construire accordés par l'administration Bourque à des promoteurs voulant ériger des condos sur les flancs du mont Royal. «Je suis au courant de certaines accusations, d'une certaine perception que la presse et les citoyens ont, mais je ne suis pas en mesure de porter de jugement, car je n'ai pas eu l'occasion d'examiner la question en profondeur», a dit M. Isabelle.

Il a ajouté qu'il avait discuté du sujet avec Pierre Bourque et qu'il n'avait pas de craintes pour la forêt de l'Île-des-Soeurs, dont les deux tiers sont protégés par le nouveau plan d'urbanisme de la Ville de

Verdun (lequel demeurera en vigueur après la création de la nouvelle Ville de Montréal, le premier janvier 2002).

À son tour mal à l'aise, le maire Bourque a dû intervenir à maintes reprises pour empêcher son poulain de répondre aux questions des journalistes sur cette épineuse question: «Je veux répondre car je me sens interpellé», a-t-il dit, avant de faire un long plaidoyer en faveur de la protection des espaces verts.

M. Isabelle est le troisième candidat de la banlieue à se joindre à l'Équipe Bourque, après François Ghali (Saint-Laurent) et Benoît Corbeil (Anjou). Le maire Bourque, qui a visité sept villes de la banlieue de l'île depuis deux semaines, interrompt sa tournée pour un voyage de trois semaines qui le mènera la semaine prochaine en Chine — avec les premiers ministres Chrétien et Bouchard — et, à la fin du mois, en Amérique centrale.

Pas de «jungle» dans l'ancien Forum

SYLVAIN LAROCQUE

La firme Canderel, propriétaire du Forum, ne se dit pas trop inquiète du désistement du Rainforest Café, l'un des principaux locataires du futur centre de divertissement. Trois autres entreprises sont déjà sur les rangs pour occuper le local de 15 000 pieds carrés.

Confirmant des rumeurs qui circulaient depuis plus de deux mois, la chaîne américaine a annoncé officiellement jeudi qu'elle se retirait du Forum. «Nous sommes à réévaluer tous nos projets, a déclaré un porte-parole de Rainforest Café, Toni Miece, au quotidien *The Gazette*. Nous nous posons des questions sur la viabilité de ce marché.» L'entreprise, qui fait dans la restauration rapide haut de gamme dans un décor de jungle, vient de fermer l'un de ses deux restaurants torontois.

C'est en novembre que la direction de Rainforest Café a informé Canderel de son intention de se retirer, mais le promoteur montréalais a préféré laisser le locataire annoncer lui-même sa décision, indique Leslie Quinton, porte-parole de Canderel.

Dans l'intervalle, Canderel a eu l'occasion d'entamer des pourparlers avec trois entreprises, dont un détaillant, un autre restaurant thématique et un groupe qui voudrait présenter des spectacles de variétés. Les négociations seraient si avancées avec l'une d'entre elles que le commerce pourrait ouvrir ses portes tout juste un mois après l'inauguration du centre, désormais prévue à la mi-avril après maints reports.

«Le bail que le Rainforest Café a avec nous est toujours valide. Nous avions réservé l'espace pour eux. Ils devront en arriver à un règlement», précise la porte-parole de Canderel, en faisant allusion à une compensation financière.

La société immobilière dit ne pas craindre d'autres départs. Le Rainforest Café n'avait pas encore entamé les travaux dans son local, alors que ceux des autres entreprises partenaires avancent à grands pas, selon Mme Quinton.

La firme AMC procède actuellement à l'installation des sièges et des systèmes de projection dans ce qui deviendra un complexe de 22 salles de cinéma.

Jillian's Entertainment, qui occupera 71 000 pieds carrés répartis entre les 2^e, 3^e et 4^e étages du futur centre, en est à aménager des aires pour le billard, les jeux électroniques et les quilles. Pour satisfaire aux exigences de la compagnie américaine, qui a décidé tardivement d'occuper le quatrième étage du Forum pour y installer des allées de quilles, Canderel a dû élever de cinq pouces le toit de l'ancien temple du hockey. Une opération d'un mois qui a coûté pas moins d'un million et demi au promoteur.

L'aménagement des quatre restaurants thématiques de la firme montréalaise Sunshine Boys, au coût de six millions, va aussi bon train, tout comme la construction du CineGRAND, qui proposera du cinéma sur grand écran à la manière Imax. Les employés de la SAQ, qui ouvrira une succursale de 6000 pieds carrés dans l'ancien Forum, sont déjà à l'oeuvre.

Si l'on exclut le local laissé vacant par Rainforest Café, le taux d'occupation du futur centre de divertissement est de 90 %, soutient Leslie Quinton.

LA SAISON DES ALLERGIES VOUS EFFRAIE?

Les médicaments en vente libre ne sont peut-être pas l'idéal. Des milliers de gens bénéficient tout l'été d'un soulagement prolongé des allergies au pollen d'arbres, herbes ou herbes à poux. Et ceci grâce aux vaccins pré-saisonnières d'usage simple, rapide et pratique.

Pour plus de renseignements sur les vaccins pré-saisonnières, contactez votre spécialiste en allergie avant le début de la saison.

Allergy Therapeutics® (Canada) Ltd.
www.allergy-therapeutics.com



Pantorama

L'ENTREPÔT

4 EMPLACEMENTS
Où vous trouverez des économies pouvant aller jusqu'à

50%

sur la plus grande sélection de jeans, de marques connues, jackets, chemises, chandails, t-shirts.

Centre d'achats HUDSON
Autoroute 40 sortie 26

Versant St-Sauveur SAINT-SAUVEUR
191, ch. du Lac-Millette

Place Jolibourg LAVAL
5870, boul. Laurier

Place du Quartier ST-HYACINTHE
5870, boul. Laurier

HEURES D'OUVERTURE
Lun.-mer.: 10 h - 18 h • Jeu.-ven.: 10 h - 21 h • Sam.: 9 h - 17 h • Dim.: 11 h - 17 h

Une première au Québec

Un baccalauréat en pharmacologie

■ **Programme développé à partir des résultats d'une vaste consultation auprès de l'industrie pharmaceutique**

Seulement 60 places disponibles

■ **Carrières prometteuses**
Il y a une pénurie dans ce secteur au Québec

Offert par les facultés de médecine, des sciences et d'administration de l'UdeS dès l'automne 2001

Renseignements
 1 866-879-0977
 (819) 564-8627
 www.UdeS.ca
 bac.pharmaco@courrier.usherb.ca



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Faculté de médecine

Une grande université à dimension humaine

- **Neuf facultés couvrant tous les grands secteurs**
- **Enseignement par petits groupes de travail**
- **Milieu de vie exceptionnel, sécuritaire et économique**

2928891A



1 800-267-UDES
 www.UdeS.ca

VIVEZ l'expérience!



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

2928898

Val Saint-Côme ferme ses pentes pour une durée indéfinie

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

En raison de la grève déclenchée le 31 janvier, la direction de la station de ski Val Saint-Côme a annoncé, hier, qu'elle ferait pour une durée indéfinie.

« Val Saint-Côme devient le bouc émissaire de la CSN. Avec cette fermeture, nous privons 250 personnes de salaire, en plus de nuire à toute l'économie du village », a affirmé le directeur général de cette station de la région de Lanaudière, Mario Boisvert.

Plus tôt cette semaine, le président de la Fédération du commerce de la CSN, Jean Lortie, expliquait qu'on devait cesser de prendre le monde de l'industrie touristique pour de la « main-d'oeuvre à bon marché ».

« Il est grandement temps, soutient M. Lortie, que les dividendes de l'industrie reviennent aux travailleurs de celle-ci. Ça va très bien dans l'industrie touristique et, année après année, on enregistre croissance sur croissance. »

La CSN demande pour les travailleurs de Val Saint-Côme la parité avec ceux de la station Mont-Habitant, à Saint-Sauveur, qui, selon le syndicat, est plus petite et dont la fréquentation est moindre. Au 1^{er} mai 2000, un opérateur de remonte-pente au Mont-Habitant gagnait 10,25 \$ l'heure contre 9,18 \$ à Saint-Côme, un préposé à l'accueil 10,75 \$ contre 8,34 \$ et un commis aux cuisines 9,40 \$ contre 7,86 \$. Les grévistes demandent donc une hausse salariale totalisant trois dollars l'heure, sur une pé-



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse ©

La grève déclenchée le 31 janvier a forcé la direction de la station de ski Val Saint-Côme à fermer ses pentes pour une durée indéterminée.

riode de trois ans, alors que l'employeur n'offre que 1,70 \$ l'heure pour cinq ans. Le directeur général de la station, Mario Boisvert, a expliqué que la station employait 100 personnes incluant les syndiqués et les cadres, en plus des 110 moni-

teurs et que 25 personnes travaillaient à la boutique de ski qui appartient à quelqu'un d'autre. « J'ai dû par ailleurs couper dans les trois quarts du personnel de l'auberge. Dans le village, les commerçants ne trouvent pas la situation drôle du tout, leur chiffre d'affaires ne cesse

de diminuer et plusieurs devront faire des mises à pied dans leur personnel », a ajouté M. Boisvert.

Il déplore le fait que la CSN motive ses agissements par une saison exceptionnelle dans l'industrie du ski alpin et par la parité qu'elle recherche avec les salariés du Mont-

Habitant, à Saint-Sauveur. « Je déplore le discours de la CSN, précise-t-il, qui a ciblé notre centre de ski pour passer son mot d'ordre à l'égard de l'industrie touristique. À Val Saint-Côme, nous investissons considérablement plus que Mont-Habitant dans le budget de publicité et dans l'entretien des pistes qui a contribué à notre renommée. Après avoir épluché la convention collective de Mont-Habitant, je peux dire que l'écart n'est pas aussi élevé que le syndicat le prétend. »

Lors d'un entretien téléphonique, M. Boisvert a également indiqué qu'à la suite du déclenchement de la grève, il avait dû dépenser de l'argent afin de louer des autobus pour envoyer des groupes dans d'autres stations. « Nous prévoyions une excellente période à l'occasion des deux semaines de relâche des écoliers et même si nous réglons avant ces vacances, nous allons perdre beaucoup parce qu'avec la publicité entourant la grève, plusieurs groupes qui avaient prévu venir ici ont déjà choisi une autre destination », a-t-il ajouté.

Il soutient que l'avenir de la station est sérieusement mis en péril avec cette grève.

« Si pour la CSN le bar est ouvert (expression employée par la CSN afin de démontrer qu'elle avait de l'argent pour donner des allocations aux grévistes), c'est le « last call » à Val Saint-Côme. Nous n'avons pas l'intention du bouger du tout pour ce qui des offres que nous avons faites », a conclu M. Boisvert.

Mercredi, les employés en grève réunis en assemblée ont rejeté dans une proportion de 62 % les offres finales de la partie patronale.

Daniel Lefebvre veut faire cause commune avec Philippe Garceau

JEAN-PAUL CHARBONNEAU

DANIEL LEFEBVRE, candidat à la mairie de Laval, réitère sa demande à Philippe Garceau, qui veut lui aussi déloger Gilles Vaillancourt, de se joindre à lui afin d'unir les forces de l'opposition et augmenter ainsi les chances de remporter la victoire le 4 novembre.

« Depuis l'élection de 1997, explique M. Lefebvre, la firme Léger Marketing a effectué deux grands sondages. Les résultats sont clairs. Philippe Garceau obtient 4 % des intentions de vote, Daniel Lefebvre 23 % et Gilles Vaillancourt 49 %. »

Ces deux sondages ont été réalisés en novembre 1999 et en octobre 2000.

Hier, la chargée de projet chez Léger Marketing, Caroline Roy, a reconnu que deux sondages sur cette question avaient effectivement été réalisés. Elle a toutefois refusé de dire pour le compte de qui.

M. Lefebvre, dont la formation est maintenant appelée Élan-Laval—Équipe-Daniel Lefebvre, a déclaré : « Il est évident que je n'aurais pas pris la décision de me présenter à nouveau si j'avais été troisième et si ma seule présence ne faisait que favoriser la réélection de Gilles Vaillancourt. »

Il espère que M. Garceau va accepter ce « jugement populaire » et que s'il est vraiment à l'écoute des citoyens, il « acceptera de s'associer au parti Élan ou de créer une coalition qui choisira démocratiquement un candidat unique pour affronter le maire sortant. Il ne peut plus fuir la réalité et prétendre être un candidat en droit d'affronter Gilles Vaillancourt et gagner. »

M. Lefebvre affirme que si M. Garceau l'emportait à un congrès il serait prêt à se rallier et faire équipe avec lui.

Philippe Garceau n'a pas mis de temps à réagir et selon lui, en agissant ainsi M. Lefebvre fait un geste désespéré.

Il a souligné avoir tendu la main à Daniel Lefebvre en décembre dernier afin d'unifier les forces de l'opposition et que celui-ci n'avait pas daigné répondre.

« N'en déplaise à Daniel Lefebvre et à Gilles Vaillancourt, nous avons la crédibilité, l'équipe et la vision moderne que la population désire et nous serons là le 4 novembre pour répondre à l'appel de la population », a précisé M. Garceau.

Jetta Wolfsburg 2001
Spécial
Edition spéciale

Popular
5441, rue Saint-Hubert
Tél.: (514) 274-5471
popular@videotron.ca

Laurier
Recevez votre Volkswagen